

# Deuxième trimestre de 2020



## Banque Royale du Canada – Résultats du deuxième trimestre de 2020

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*.

**Bénéfice net**  
1,5 milliard  
de dollars  
Baisse de 54 %  
d'un exercice à l'autre

**Bénéfice dilué par action**  
1,00 \$  
Baisse de 55 %  
d'un exercice à l'autre

**Total de la DPPC<sup>(1)</sup>**  
2,8 milliards  
de dollars  
Ratio total de la DPPC liée aux  
prêts en hausse de 139 p.b.<sup>(2)</sup>  
d'un trimestre à l'autre

**RCP<sup>(3)</sup>**  
7,3 %  
En baisse par rapport à  
17,5 % il y a un an

**Ratio CET1**  
11,7 %  
Nettement supérieur  
au seuil réglementaire

**TORONTO, le 27 mai 2020** – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net de 1 481 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2020, en baisse de 1 749 millions, ou 54 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est chiffré à 1,00 \$, soit un repli de 55 % par rapport à il y a un an. Les défis sans précédent entraînés par la pandémie de COVID-19 ont fait grimper les dotations à la provision pour pertes de crédit, qui ont atteint 2 830 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 2 404 millions par rapport à il y a un an. L'accroissement des dotations a pesé sur les résultats des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été atténués par la hausse du bénéfice des secteurs Services aux investisseurs et de trésorerie et d'Assurances.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net a reculé de 2 028 millions de dollars en raison de la baisse des résultats des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine. Dans le secteur Assurances, le bénéfice est resté sensiblement le même qu'au trimestre précédent. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse des résultats du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie.

Le ratio total de la dotation à la provision pour pertes de crédit s'est établi à 165 p.b., en hausse de 139 p.b. par rapport au trimestre précédent, car nous avons fait preuve de prudence et accru les réserves en prévision des répercussions de la pandémie de COVID-19. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est quant à lui chiffré à 37 p.b., en hausse de 16 p.b. par rapport au trimestre précédent, parce que la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté surtout dans le secteur Marchés des Capitaux. Notre position de capital est demeurée solide, avec un ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) de 11,7 %. De plus, notre ratio de liquidité à court terme moyen a atteint un niveau robuste de 130 %.

« Je tiens sincèrement à remercier tous les employés de première ligne qui combattent le virus avec courage et compassion, ainsi que les membres de l'équipe RBC qui font preuve d'un extraordinaire dévouement en incarnant notre mission et en aidant nos clients à traverser cette période remplie d'incertitudes, » a déclaré Dave McKay, président et chef de la direction de RBC. « Nous avons amorcé cette période de grande incertitude macroéconomique avec de solides acquis sur le plan de la stratégie et des finances. Notre envergure, nos activités diversifiées, nos investissements dans les technologies et nos employés talentueux nous permettent de servir une clientèle de premier ordre. Forts d'une robuste position de capital et de liquidité et d'une rigoureuse gestion des risques, nous avons pu poursuivre avec résilience les efforts déployés pour offrir une valeur à long terme à nos clients, actionnaires et aux collectivités. »

**T2 2020  
par rapport au  
T2 2019**

- Bénéfice net de 1 481 millions de dollars ↓ 54 %
- Bénéfice dilué par action de 1,00 \$ ↓ 55 %
- RCP<sup>(3)</sup> de 7,3 % ↓ 1 020 p.b.
- Ratio CET1 de 11,7 % ↓ 10 p.b.

**T2 2020  
par rapport au  
T1 2020**

- Bénéfice net de 1 481 millions de dollars ↓ 58 %
- Bénéfice dilué par action de 1,00 \$ ↓ 58 %
- RCP<sup>(3)</sup> de 7,3 % ↓ 1 030 p.b.
- Ratio CET1 de 11,7 % ↓ 30 p.b.

**Cumul annuel 2020  
par rapport au  
cumul annuel 2019**

- Bénéfice net de 4 990 millions de dollars ↓ 22 %
- Bénéfice dilué par action de 3,40 \$ ↓ 22 %
- RCP<sup>(3)</sup> de 12,5 % ↓ 460 p.b.

(1) DPPC : Dotation à la provision pour pertes de crédit.

(2) p.b. : Points de base

(3) RCP : Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Cette mesure n'a pas de sens normalisé en vertu des PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2020.

### Table des matières

1	<b>Faits saillants du deuxième trimestre</b>	20	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	60	<b>Questions en matière de comptabilité et de contrôle</b>
2	<b>Rapport de gestion</b>	22	Gestion de patrimoine	60	Résumé des méthodes comptables et estimations
2	<b>Mise en garde au sujet des déclarations prospectives</b>	24	Assurances	60	Changements de méthodes comptables et des informations à fournir
3	<b>Vue d'ensemble et perspectives</b>	25	Services aux investisseurs et de trésorerie	61	Contrôles et procédures
3	À propos de la Banque Royale du Canada	26	Marchés des Capitaux	61	<b>Transactions entre parties liées</b>
4	Faits saillants financiers et autres	27	Services de soutien généraux	62	<b>Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements</b>
5	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	28	<b>Analyse des résultats trimestriels et des tendances</b>	63	<b>États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)</b>
7	Faits nouveaux importants : la COVID-19	30	<b>Situation financière</b>	69	<b>Notes annexes</b>
10	<b>Rendement financier</b>	30	Bilans résumés	97	<b>Renseignements à l'intention des actionnaires</b>
10	Vue d'ensemble	31	Arrangements hors bilan		
17	<b>Résultats des secteurs d'exploitation</b>	32	<b>Gestion du risque</b>		
17	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	32	Risque de crédit		
18	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	40	Risque de marché		
		45	Risque de liquidité et de financement		
		54	<b>Gestion des fonds propres</b>		

## Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 30 avril 2020 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 31 janvier 2020. Le présent rapport de gestion, daté du 26 mai 2020, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 30 avril 2020 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2019. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers établis conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2019, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse [rbc.com/investisseurs](http://rbc.com/investisseurs), sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse [sedar.com](http://sedar.com) et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse [sec.gov](http://sec.gov).

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

### Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2020, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications, ainsi que les déclarations du président et chef de la direction. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, à notre vision et à nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, européenne et internationale, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités, au contexte de gestion des risques, y compris le risque de liquidité et de financement, et aux conséquences que la pandémie causée par le coronavirus (COVID-19) pourrait continuer d'avoir sur nos activités commerciales, nos résultats financiers et notre situation financière ainsi que sur l'économie mondiale et la conjoncture des marchés financiers. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « viser », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, d'assurance, de non-conformité à la réglementation et de réputation, les risques liés au cadre juridique et réglementaire et à la concurrence, ainsi que les risques opérationnel, stratégique et systémique et d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2019 ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque et Faits nouveaux importants : la COVID-19 du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2020, y compris les technologies de l'information et le cyber-risque, les risques liés à la protection de la vie privée, aux données et aux tierces parties, l'incertitude géopolitique, le prix des maisons au Canada et l'endettement des ménages, les changements de réglementation, l'innovation et les bouleversements numériques, les changements climatiques, le contexte commercial et la conjoncture économique dans les secteurs géographiques où nous exerçons nos activités, l'incidence des modifications des politiques budgétaires, monétaires et autres de gouvernements, le risque fiscal et la transparence, les risques environnementaux et sociaux et l'émergence d'urgences sanitaires ou de crises de santé publique généralisées, telles que des épidémies et des pandémies, dont celle de COVID-19 et son incidence sur l'économie mondiale et la conjoncture des marchés financiers ainsi que sur nos activités commerciales, nos résultats financiers et notre situation financière.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque Royale du Canada doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2020 sont présentées aux rubriques Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et

perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, aux sections Priorités stratégiques et Perspectives de notre rapport annuel 2019, mises à jour aux rubriques Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives et Faits nouveaux importants : la COVID-19 du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2020. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements complémentaires sur ces facteurs et d'autres sont fournis aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2019 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2020.

## Vue d'ensemble et perspectives

## À propos de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est une institution financière mondiale définie par sa raison d'être, guidée par des principes et orientée vers l'excellence en matière de rendement. Notre succès est attribuable aux quelque 84 000 employés qui concrétisent notre vision, nos valeurs et notre stratégie afin que nous puissions contribuer à la prospérité de nos clients et au dynamisme des collectivités. Selon la capitalisation boursière, nous sommes la plus importante banque du Canada et l'une des plus grandes banques du monde. Nous avons adopté un modèle d'affaires diversifié axé sur l'innovation et l'offre d'expériences exceptionnelles à nos 17 millions de clients au Canada, aux États-Unis et dans 34 autres pays. Pour en savoir plus, visitez le site [rbc.com](http://rbc.com).

## Faits saillants financiers et autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages) (1)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les semestres clos les	
	30 avril 2020	31 janvier 2020	30 avril 2019	30 avril 2020	30 avril 2019
<b>Total des revenus</b>	<b>10 333 \$</b>	<b>12 836 \$</b>	<b>11 499 \$</b>	<b>23 169 \$</b>	<b>23 088 \$</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit	2 830	419	426	3 249	940
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	(177)	1 614	1 160	1 437	2 385
Frais autres que d'intérêt	5 942	6 378	5 916	12 320	11 828
Bénéfice avant impôt	1 738	4 425	3 997	6 163	7 935
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 481 \$</b>	<b>3 509 \$</b>	<b>3 230 \$</b>	<b>4 990 \$</b>	<b>6 402 \$</b>
<b>Secteurs – bénéfice net</b>					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	532 \$	1 686 \$	1 549 \$	2 218 \$	3 120 \$
Gestion de patrimoine	424	623	585	1 047	1 182
Assurances	180	181	154	361	320
Services aux investisseurs et de trésorerie	226	143	151	369	312
Marchés des Capitaux	105	882	776	987	1 429
Services de soutien généraux	14	(6)	15	8	39
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 481 \$</b>	<b>3 509 \$</b>	<b>3 230 \$</b>	<b>4 990 \$</b>	<b>6 402 \$</b>
<b>Données financières sommaires</b>					
Bénéfice par action – de base	1,00 \$	2,41 \$	2,20 \$	3,41 \$	4,36 \$
– dilué	1,00	2,40	2,20	3,40	4,34
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2), (3)	7,3 %	17,6 %	17,5 %	12,5 %	17,1 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	79 100 \$	77 850 \$	74 000 \$	78 450 \$	73 800 \$
Marge nette d'intérêt (selon la moyenne des actifs productifs) (4)	1,61 %	1,59 %	1,62 %	1,60 %	1,61 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	1,65 %	0,26 %	0,29 %	0,96 %	0,32 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	1,28 %	0,05 %	– %	0,67 %	0,04 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,37 %	0,21 %	0,29 %	0,29 %	0,28 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,51 %	0,45 %	0,49 %	0,51 %	0,49 %
Ratio de liquidité à court terme (5)	130 %	129 %	127 %	130 %	127 %
<b>Ratios de fonds propres et ratio de levier</b>					
Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1)	11,7 %	12,0 %	11,8 %	11,7 %	11,8 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	12,7 %	13,1 %	12,9 %	12,7 %	12,9 %
Ratio du total des fonds propres	14,6 %	14,9 %	14,8 %	14,6 %	14,8 %
Ratio de levier	4,5 %	4,2 %	4,3 %	4,5 %	4,3 %
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements (6)</b>					
Total de l'actif (7)	1 675 682 \$	1 476 304 \$	1 378 885 \$	1 675 682 \$	1 378 885 \$
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable	269 941	266 667	240 991	269 941	240 991
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts	673 448	629 940	602 392	673 448	602 392
Actifs liés aux dérivés	140 807	93 982	84 812	140 807	84 812
Dépôts (4)	1 009 447	902 284	863 136	1 009 447	863 136
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (7)	79 236	78 256	76 114	79 236	76 114
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du total des fonds propres	558 412	523 725	510 463	558 412	510 463
Biens sous gestion	789 000	799 900	733 100	789 000	733 100
Biens administrés (8)	5 381 800	5 723 700	5 655 600	5 381 800	5 655 600
<b>Information sur les actions ordinaires</b>					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne de base	1 422 754	1 427 599	1 435 091	1 425 203	1 436 099
– moyenne diluée	1 427 871	1 433 060	1 441 163	1 430 468	1 442 194
– à la fin de la période	1 422 566	1 423 212	1 434 879	1 422 566	1 434 879
Dividendes déclarés par action ordinaire	1,08 \$	1,05 \$	1,02 \$	2,13 \$	2,00 \$
Rendement de l'action (9)	4,7 %	4,0 %	3,9 %	4,7 %	4,0 %
Ratio de distribution	108 %	44 %	46 %	62 %	46 %
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX) (10)	85,63 \$	104,58 \$	106,77 \$	85,63 \$	106,77 \$
Capitalisation boursière (TSX) (10)	121 814	148 840	153 202	121 814	153 202
<b>Renseignements généraux liés aux activités</b>					
Nombre d'employés (équivalent temps plein)	82 499	82 491	82 197	82 499	82 197
Nombre de succursales	1 329	1 330	1 335	1 329	1 335
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 564	4 619	4 569	4 564	4 569
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période (11)	0,725 \$	0,760 \$	0,751 \$	0,742 \$	0,750 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US à la fin de la période	0,718 \$	0,756 \$	0,746 \$	0,718 \$	0,746 \$

- (1) Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2019, nous avons adopté IFRS 16 *Contrats de location*. Les résultats des périodes antérieures au 1<sup>er</sup> novembre 2019 sont présentés conformément à IAS 17 *Contrats de location* dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2020. Pour plus de détails sur l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 et une description des mesures comptables choisies, se reporter à la note 2 de nos états financiers consolidés.
- (2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles comprennent la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires utilisée pour calculer le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (3) Ces mesures pourraient ne pas avoir de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et elles pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (4) Depuis le quatrième trimestre de 2019, la composante intérêt et les intérêts courus à payer constatés sur certains dépôts comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net auparavant présentés dans les revenus tirés des activités de négociation et dans les dépôts, respectivement, sont présentés dans le revenu net d'intérêt et dans les autres passifs, respectivement. Les montants des périodes correspondantes ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.
- (5) Le ratio de liquidité à court terme correspond à la moyenne du trimestre compris dans chaque période et se calcule conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) révisée pour tenir compte des lignes directrices publiées au deuxième trimestre de 2020. Pour de plus amples renseignements, y compris sur les lignes directrices publiées au deuxième trimestre de 2020, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement.
- (6) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.
- (7) Au quatrième trimestre de 2019, l'ajustement de transition lié à l'adoption d'IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* a été révisé. Les montants correspondants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.
- (8) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels titrisés de 16,1 milliards de dollars et des prêts sur cartes de crédit de 6,7 milliards (respectivement, 15,4 milliards et 7,8 milliards au 31 janvier 2020; 16,2 milliards et 8,3 milliards au 30 avril 2019).
- (9) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.
- (10) Selon le cours de clôture à la TSX à la fin de la période.
- (11) Les moyennes sont calculées selon le cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

## Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – données au 26 mai 2020

Les projections et prévisions de la présente rubrique sont fondées sur des informations et hypothèses fournies par des sources que nous considérons comme fiables. Si ces informations ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les perspectives économiques réelles pourraient différer de façon significative des perspectives présentées dans la présente rubrique.

### Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives

Les mesures visant à contenir la pandémie de COVID-19 ont nettement ralenti l'activité économique dans de nombreux pays, ce qui s'est traduit par des baisses sans précédent du PIB et de fortes hausses du taux de chômage. Des mesures de relance budgétaire et monétaire substantielles ont été instaurées dans plusieurs territoires afin de prévenir les conséquences à long terme sur l'économie et de faciliter une éventuelle reprise. Cependant, il subsiste de grandes incertitudes quant au moment et à l'ampleur de la reprise, ainsi qu'à toute vague ultérieure possible.

#### Canada

L'activité économique au Canada s'est fortement contractée en raison des mesures de confinement adoptées pour faire face à la pandémie de COVID-19, puisque le PIB devrait avoir reculé de 10 %<sup>1</sup> au premier trimestre civil de 2020. En mai 2020, les provinces ont commencé à relâcher graduellement leurs mesures de confinement, mais selon les plus récentes projections, la production économique devrait diminuer encore de 40 %<sup>1</sup> au deuxième trimestre civil de 2020. La fermeture temporaire des entreprises et les prévisions de baisse de revenus ont donné lieu à des mises à pied massives : 3 millions de Canadiens ont perdu leur emploi en mars et avril 2020, propulsant le taux de chômage à 13,0 %, et des millions d'autres travaillent à horaire réduit. Bien que l'activité économique et le taux de chômage devraient partiellement rebondir au deuxième semestre de l'année civile 2020, une reprise économique totale sera probablement freinée par les répercussions des pertes de revenu et des préoccupations sanitaires sur les dépenses de consommation et le marché immobilier. Par ailleurs, les difficultés du secteur de l'énergie, la hausse des niveaux d'endettement et la faible rentabilité qui pèse sur l'optimisme des marchés, laissent également présager que la reprise ne sera que partielle. Le gouvernement fédéral soutient l'économie avec d'importantes mesures budgétaires, dont une aide au revenu ainsi que des subventions salariales, des prêts et des reports des paiements de taxes et impôts dans le cas des entreprises. Pour sa part, la Banque du Canada a abaissé son taux directeur à 0,25 % en mars, par rapport à 1,75 % au début de l'année civile 2020, et a pris des mesures considérables pour maintenir la résilience et la stabilité du système financier. Cependant, dans le reste de l'année civile, le PIB devrait demeurer nettement inférieur à celui réalisé en 2019.

#### États-Unis

Le PIB des États-Unis a reculé de 4,8 %<sup>1</sup> au premier trimestre civil de 2020, l'activité économique ayant grandement diminué en raison d'importantes mesures de confinement. Certains États ont commencé à rouvrir progressivement leurs économies, mais d'après les plus récentes projections, nous nous attendons à ce que les mesures qui resteront en place causent une chute supplémentaire de 35 %<sup>1</sup> de l'activité économique au deuxième trimestre civil de 2020, dont une forte baisse des dépenses de consommation et des investissements des entreprises. Le taux de chômage est monté à 14,7 % en avril 2020, mais les pertes de revenu des ménages ont été réduites par d'importantes mesures de soutien budgétaire du gouvernement fédéral, notamment des prestations d'assurance-emploi plus élevées et des mesures incitatives pour que les entreprises gardent leurs employés. L'activité devrait reprendre partiellement et le taux de chômage devrait diminuer au deuxième semestre de l'année civile. La Réserve fédérale a abaissé son taux directeur en mars, faisant passer la fourchette de 1,50 %-1,75 % au début de l'année civile 2020 à 0 %-0,25 %. Elle a aussi sensiblement augmenté son bilan par des mesures d'assouplissement quantitatif et d'autres programmes de liquidités visant à faciliter les prêts aux entreprises. Cependant, dans le reste de l'année civile, le PIB devrait demeurer nettement inférieur à celui réalisé en 2019.

#### Europe

Avec la sévérité des éclosons localisées de COVID-19 et l'instauration rapide de mesures de confinement, le PIB de la zone euro a reculé de 3,8 %<sup>2</sup> au premier trimestre civil de 2020, et l'on s'attend à une baisse supplémentaire de 26 %<sup>2</sup> pour le deuxième trimestre civil. Au Royaume-Uni, où les mesures de confinement ont été adoptées un peu plus tard, le PIB a fléchi de 2 %<sup>2</sup> au premier trimestre civil de 2020, et a été suivi d'un repli prévu de 18 %<sup>2</sup> pour le deuxième. La Banque centrale européenne a maintenu de faibles taux d'intérêt et la Banque d'Angleterre les a réduits à près de zéro. Soutenue par un programme d'aide budgétaire et monétaire substantiel, l'économie devrait rebondir, dans une certaine mesure, au deuxième semestre de l'année civile 2020. Cependant, dans le reste de l'année civile, le PIB devrait demeurer nettement inférieur à celui réalisé en 2019.

#### Marchés financiers

Les répercussions économiques de la pandémie de COVID-19 ont entraîné de lourdes pertes sur les marchés boursiers, l'indice Standard & Poor's 500 ayant chuté de 34 % au début de la propagation à l'échelle mondiale, mais les actions ont depuis effacé près de la moitié de ces pertes grâce aux politiques budgétaires et monétaires importantes. Les prix du pétrole se sont effondrés avec la forte baisse de la demande qui a été aggravée par une guerre de prix entre l'Arabie saoudite et la Russie. La résolution de cette situation n'a pas réussi à soutenir les prix du pétrole, qui demeurent à leur niveau le plus bas depuis plus de 20 ans. Les politiques de taux d'intérêt des banques centrales ont exercé des pressions baissières sur les rendements des obligations d'État. Toutefois, les rachats d'actifs à grande échelle ont contribué à alléger les pressions haussières sur les coûts d'emprunt des gouvernements associées aux émissions de titres de créance servant à financer les programmes budgétaires.

1 Taux annualisé

2 Taux non annualisé

## Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller de près l'évolution de la réglementation et de nous y préparer de manière à assurer le respect des nouvelles exigences qui pourraient nous être imposées, tout en atténuant les répercussions défavorables d'ordre commercial ou financier. Ces répercussions pourraient découler de l'application de lois et de règlements nouveaux ou modifiés ou des attentes de ceux qui les mettent en œuvre. Un sommaire des principaux changements de réglementation qui pourraient accroître ou réduire nos coûts et la complexité de nos activités est présenté à la rubrique Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2019, rubrique mise à jour ci-dessous. Les rubriques Faits nouveaux importants : la COVID-19, Risque de liquidité et de financement et Gestion des fonds propres du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2020 présentent un résumé des autres modifications que les gouvernements du monde entier et le BSIF ont apportées à la réglementation au deuxième trimestre de 2020 en réponse à la pandémie de COVID-19.

### *Incertitude à l'échelle mondiale*

Le degré élevé d'incertitude que soulèvent les conséquences de la pandémie de COVID-19, la politique commerciale et les tensions géopolitiques continuent de menacer les perspectives économiques mondiales. En avril 2020, le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé s'attendre à ce que la croissance mondiale chute à -3 % pour l'année civile 2020, ce qui constitue un scénario de référence qui laisse craindre la pire récession depuis la Grande Dépression, récession qui serait nettement plus grave que la crise financière mondiale de 2008. Le fait que la durée et l'intensité de la crise sanitaire et financière soient aussi incertaines pourrait faire reculer davantage le PIB à l'échelle mondiale si la pandémie ne s'estompe pas cette année. Même si elle s'atténue, elle pourrait avoir des effets à long terme sur la croissance économique et l'activité commerciale. Les hypothèses concernant la reprise économique qui devrait survenir après le présent exercice sont tout aussi incertaines puisque le moment où cette reprise surviendra dépendra fortement de la durée de la pandémie, incluant toute vague ultérieure possible, et de l'efficacité des mesures budgétaires et monétaires prises en réponse à celle-ci. La politique commerciale demeure également préoccupante, car la date d'expiration de la période de transition du Brexit, à savoir le 31 décembre 2020, demeure en vigueur malgré l'interruption des négociations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne et les demandes de prolongation de la période formulées par le FMI. En mars 2020, le Canada a ratifié l'Accord Canada-États-Unis-Mexique, ce qui a atténué les incertitudes persistantes concernant les échanges commerciaux en Amérique du Nord. Par contre, l'avenir de la politique commerciale mondiale une fois la pandémie passée est toujours inconnu puisque les pays pourraient chercher à réduire leur dépendance envers la chaîne d'approvisionnement internationale. Enfin, les marchés financiers du monde entier demeurent vulnérables aux tensions géopolitiques comme celles entre la Russie et l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), tensions qui pourraient accentuer la volatilité des marchés et des prix des marchandises, ainsi qu'à l'avenir incertain des relations commerciales entre les États-Unis et la Chine. Notre modèle d'affaires diversifié, notre présence dans de nombreuses régions et notre offre de produits variés contribuent toujours à l'atténuation des risques qu'engendre l'incertitude à l'échelle mondiale.

### *Réforme fiscale américaine*

Le Trésor américain continue de publier des lignes directrices concernant la *Tax Cuts and Jobs Act*. Même s'il n'y a eu aucune incidence importante pour nous, nous demeurons au fait de lignes directrices futures et évaluons les conséquences, s'il en est, qu'elles pourraient avoir pour nous.

### *Initiatives de réglementation*

En raison principalement de la pandémie de COVID-19, les agences gouvernementales et les organismes de réglementation ont reporté les dates d'entrée en vigueur des différentes réglementations, notamment les suivantes :

- Taux de référence canadien s'appliquant aux prêts hypothécaires assurés admissibles – Le gouvernement a suspendu jusqu'à nouvel ordre la date d'entrée en vigueur précédente du 6 avril 2020;
- Réformes axées sur le client – les Autorités canadiennes en valeurs mobilières ont prolongé la première phase portant sur les conflits d'intérêts et les exigences d'information à fournir connexes qui n'entrera pas en vigueur avant le 30 juin 2021, au lieu du 31 décembre 2020, comme cela était prévu. Les dates pour se conformer à la deuxième phase sont restées les mêmes.
- Règle *Control and Divestiture Proceedings* – la Réserve fédérale a repoussé au 30 septembre 2020 la date d'entrée en vigueur de la règle, qui était auparavant prévue le 1<sup>er</sup> avril 2020.
- Réglementation concernant les dépositaires centraux de titres – L'Union européenne a révisé la date d'entrée en vigueur de la réglementation à février 2021, alors qu'elle devait avoir lieu en septembre 2020.
- Règlement concernant la publication d'informations sur les transactions de financement de titres – Cette directive devrait désormais entrer en vigueur au troisième trimestre civil de 2020, et non plus au deuxième trimestre civil de 2020.

Pour une analyse des facteurs de risque, y compris notre cadre et nos activités de gestion des risques, et d'autres faits nouveaux en matière de réglementation qui pourraient se répercuter sur nos activités et nos résultats financiers, se reporter aux rubriques Gestion du risque – Risques principaux et risques émergents et Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2019 ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque et Gestion des fonds propres du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2020.

## Faits nouveaux importants : la COVID-19

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a classé au rang de pandémie l'éclosion de la nouvelle souche de maladie à coronavirus, la COVID-19. L'étendue et la gravité des conséquences de la COVID-19 sur l'économie mondiale et les marchés financiers continuent de changer et d'avoir des effets perturbateurs dans les pays où nous menons des activités ainsi que sur l'économie mondiale en plus d'accentuer la volatilité des marchés et de bouleverser l'environnement macroéconomique. De plus, la COVID-19 a toujours des répercussions sur nos employés, nos clients et nos collectivités, ce qui influe sur nos activités et nos résultats financiers et engendre des risques pour notre entreprise et en engendrera dans l'avenir. Pour plus de détails sur ces risques, se reporter à la rubrique Incidence du facteur de risque que représente la pandémie figurant ci-dessous.

Des mesures visant à freiner la propagation de la COVID-19, dont la fermeture d'entreprises, des protocoles de distanciation sociale, des restrictions de déplacements et la fermeture des écoles, ont été imposées à grande échelle. Même si des plans de redémarrage graduel et échelonné ont débuté dans plusieurs régions, ces mesures continuent d'avoir de lourdes conséquences pour l'économie mondiale et les activités connexes des marchés, les taux de chômage et les politiques budgétaires et monétaires. La pandémie et les mesures de confinement instaurées en raison de celle-ci pourraient également avoir des répercussions à plus long terme sur l'activité économique et commerciale ainsi que sur le comportement des consommateurs une fois celle-ci endiguée et les mesures levées. Parallèlement aux mesures de confinement prises en réponse à la pandémie de COVID-19, les gouvernements, les organismes de réglementation, les banques centrales et des organisations privées du monde entier ont instauré des programmes d'aide d'une ampleur sans précédent ainsi que des mesures temporaires afin de faciliter le bon fonctionnement de l'économie et des systèmes financiers à l'échelle mondiale destinés à fournir un soutien aux particuliers et aux entreprises. Le gouvernement du Canada et le BSIF ont également instauré des directives liées à la réglementation afin d'assurer que les systèmes financiers canadiens demeurent solides. Ils ont notamment élargi les dispositifs actuels, ont mis en place de nouveaux programmes de financement et des modifications relatives aux fonds propres en appui aux programmes instaurés en réponse à la COVID-19. De plus, la Banque du Canada, la Réserve fédérale et d'autres banques centrales ont pris des mesures supplémentaires pour stimuler l'économie, en réduisant notamment les taux d'intérêt de référence. En dépit de ces mesures et programmes, force est d'admettre que l'ampleur et la durée des conséquences de la COVID-19 demeurent inconnues.

Pour plus de détails sur ces mesures et leurs conséquences pour nous, se reporter aux rubriques Incidence du facteur de risque que représente la pandémie et Programmes de soutien présentées ci-dessous ainsi qu'à celles intitulées Risque de liquidité et de financement et Gestion des fonds propres figurant dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2020.

Outre ses nombreuses conséquences sur nos employés, nos clients, nos collectivités et nos activités, la COVID-19 a également influé, à divers degrés, sur les résultats financiers de tous nos secteurs d'activité pour le deuxième trimestre de 2020. Ses principales répercussions sur nos résultats consolidés consistent en une hausse de la dotation aux provisions pour pertes de crédit ainsi qu'en des variations des justes valeurs attribuables à la volatilité des marchés, y compris des variations des autres éléments du résultat global. Les résultats de tous les secteurs d'activité au deuxième trimestre de 2020 ont aussi été touchés par les conséquences en aval de l'évolution du contexte macroéconomique, notamment l'incidence du recul des taux d'intérêt, le repli des dépenses de consommation, l'élargissement des écarts de taux, ainsi que d'autres facteurs tels que la hausse des volumes auprès de la clientèle et la montée des coûts d'exploitation. Nonobstant ces difficultés, nos résultats financiers et notre situation financière démontrent la solidité de notre position en matière de capital et de liquidité, facteur auquel s'ajoute la position de force dans laquelle nous étions au moment où cette crise s'est amorcée et que nous avons maintenue tout au long de la période.

Compte tenu des incertitudes entourant l'ampleur et la durée de l'impact de la COVID-19 sur l'économie et la société en général, ainsi que le calendrier du redémarrage de l'économie, on ne peut prévoir quelles en seront les conséquences pour nos secteurs et nos résultats financiers dans l'avenir.

En réponse à la pandémie de COVID-19, nous avons mis de l'avant divers programmes et mesures, dont les suivants, afin de protéger et soutenir nos employés, nos clients et nos collectivités, tout en veillant à maintenir le service à la clientèle :

- Promouvoir la sécurité et le bien-être de nos employés en faisant en sorte que la majorité d'entre eux travaillent depuis leur domicile, en accordant des jours de congé payé, en versant une rémunération supplémentaire au personnel devant travailler sur place et en donnant accès, en tout temps, à des réseaux de soutien au bien-être mental.
- Prêter assistance à notre clientèle par des programmes d'information et d'aide ciblés qui sont destinés aux particuliers, aux petites et moyennes entreprises et aux grandes sociétés qui traitent avec nous et qui leur proposent des reports de paiements, un refinancement ou une restructuration, l'octroi de nouveaux prêts ainsi que la participation aux divers programmes d'aide de l'État. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Programmes de soutien présentée ci-après.
- Pour répondre aux besoins de nos collectivités, nous nous sommes engagés à soutenir les programmes axés sur la sécurité alimentaire, la santé mentale et la préparation et la réponse stratégique, ainsi qu'à lancer un programme pour les travailleurs de la santé et des soins essentiels de première ligne.

### Incidence du facteur de risque que représente la pandémie

Les pandémies, les épidémies ou les éclosions de maladies infectieuses au Canada ou à travers le monde pourraient avoir des conséquences néfastes sur nos activités, changeant notamment notre mode de fonctionnement, ainsi que sur nos résultats financiers et notre situation financière. Au deuxième trimestre de 2020, la pandémie de COVID-19 a eu des répercussions négatives sur nos activités et a créé des incertitudes quant à l'économie mondiale et la menace toujours en plus d'engendrer des risques pour nos clients et nos activités commerciales. Les gouvernements et les organismes de

réglementation des régions touchées ont imposé diverses mesures pour circonscrire cette pandémie, incluant la fermeture généralisée des entreprises, des restrictions de déplacements, des mises en quarantaine, les restrictions sur les regroupements et l'annulation d'événements. Ces mesures ont une incidence significative sur l'activité économique mondiale et contribuent à accroître la volatilité des marchés et à modifier l'environnement macroéconomique. Alors que les impacts continuent à se matérialiser, les effets de la perturbation sur nos stratégies et initiatives commerciales ont eu et peuvent continuer à avoir des effets négatifs sur nos résultats financiers, y compris la réalisation de pertes liées au risque de crédit, de marché ou opérationnel.

Les administrations publiques, les autorités monétaires, les instances réglementaires et les institutions financières, dont la nôtre, ont pris des mesures pour soutenir l'économie et le système financier, notamment des mesures budgétaires, monétaires et financières afin d'accroître les liquidités et de fournir une assistance financière aux particuliers, aux petites et moyennes entreprises et aux grandes sociétés clientes. De plus, des mesures d'assouplissement de la réglementation ont été instaurées en appui aux institutions financières. Pour de plus amples renseignements sur ces programmes, se reporter aux rubriques Programmes de soutien, Risque de liquidité et de financement et Gestion des fonds propres ci-après.

Nous surveillons de près les effets et conséquences soutenus potentiels de la pandémie de COVID-19, la situation évoluant rapidement. Il est impossible de prévoir toutes les répercussions qu'elle aura sur l'économie mondiale, sur les marchés financiers et enfin sur nous, notamment sur nos résultats financiers, nos ratios de fonds propres réglementaires et de liquidité et notre capacité à respecter les exigences réglementaires et autres. Les répercussions véritables sont fonction de faits à venir qui sont hautement incertains et qui ne peuvent être prédits avec certitude, ce qui englobe l'étendue, la gravité et la durée de la pandémie ainsi que toute vague ultérieure possible et l'efficacité des actions et mesures prises par les instances gouvernementales, monétaires et réglementaires et autres parties. Nos programmes de soutien aux clients pourraient poser leur lot de défis, dont un risque accru de différends avec nos clients et de litiges ainsi qu'une plus grande surveillance de la part des administrations publiques et des organismes de réglementation en raison des effets de la pandémie de COVID-19 sur la conjoncture des marchés et de l'économie et les mesures que les gouvernements prennent pour les contrer. Selon l'efficacité de ces programmes pour notre clientèle formée de particuliers, de petites et moyennes entreprises et de grandes sociétés, nous pourrions également être confrontés à un accroissement du risque opérationnel et de celui de réputation ainsi qu'à des pertes financières, notamment à une hausse des pertes de crédit. L'efficacité de ces programmes dépendra de la durée et de l'ampleur de la pandémie de COVID-19 et variera selon les régions et les secteurs, nos clients en bénéficiant à divers degrés.

La pandémie de COVID-19 a perturbé et pourrait encore perturber nos clients et notre façon de mener nos activités, incluant la fermeture de certaines succursales, l'augmentation du nombre d'employés en télétravail et des changements opérationnels par suite de l'accroissement des volumes de demandes émanant des clients, en plus de causer des problèmes pour nos principaux fournisseurs de produits et services. Ces facteurs nuisent et pourraient encore nuire à nos activités commerciales ainsi qu'à la qualité et au maintien du service à la clientèle. Jusqu'à présent, nous avons pris des mesures proactives par voie de nos plans de continuité des opérations, et nos équipes chargées de la gestion des crises déploient encore plus d'efforts pour assurer le bien-être de nos employés et préserver notre capacité à servir nos clients. De plus, afin d'épauler nos clients aux prises avec des problèmes financiers, nous avons instauré divers programmes d'aide qui s'ajoutent à ceux offerts par l'État. Pour de plus amples renseignements sur nos programmes de soutien, se reporter à la rubrique Programmes de soutien figurant ci-dessous.

Outre les conséquences que la pandémie de COVID-19 a sur nos activités, il se peut qu'elle augmente encore le stress financier qu'éprouvent nos clients. Les contraintes opérationnelles que causent les exigences de distanciation sociale, notamment le maintien des fermetures des établissements ou la réduction de leurs heures d'ouverture, la diminution des ventes ou la hausse des coûts d'exploitation, risquent d'exercer de plus fortes pressions sur notre clientèle de particuliers et le rendement financier de nos clients qui sont de petites et moyennes entreprises ou de grandes sociétés, ce qui pourrait se traduire, pour nous, par des pertes de crédit plus élevées que celles prévues.

Si la pandémie de COVID-19 perdure, y compris toute vague ultérieure possible, ou si apparaissent d'autres maladies ayant des effets semblables, les conséquences pour l'économie pourraient s'aggraver et accroître la volatilité et le repli des marchés financiers. De plus, nul ne sait comment la pandémie influera sur l'environnement macroéconomique et sur les normes sociales et commerciales. Des changements imprévus dans les marchés financiers, les cadres réglementaires ou le comportement et la confiance des consommateurs pourraient porter atteinte à nos résultats financiers, notre situation financière, nos activités et notre réputation, et ce, pendant longtemps.

Notre perception des risques à l'égard de pratiquement toutes nos sphères d'activité n'est pas statique. Conformément à notre cadre de gestion des risques d'entreprise, nous continuons d'évaluer les risques connus, lesquels évoluent sans cesse, ainsi que les risques émergents associés aux répercussions de la pandémie de COVID-19, dont les suivants :

- Le risque lié aux technologies de l'information et les cyber-risques ont augmenté puisque les activités malveillantes pourraient accroître le nombre de cyberattaques, incluant l'envoi de courriels d'hameçonnage associés à la COVID-19, des applications mobiles qui contiennent des maliciels et qui prétendent suivre les taux d'infection, et cibler les failles des plateformes d'accès à distance, les entreprises ayant de plus en plus recours au télétravail. Nos contrôles du risque lié aux technologies de l'information et des cyber-risques fonctionnent de manière efficace et nous demeurons à l'affût de toute nouvelle menace.
- Les risques liés à la confidentialité, à la gestion des données et aux tierces parties se sont eux aussi aggravés, la pratique du télétravail s'étant répandue. Comme nos employés continuent de travailler à domicile, nous nous tenons constamment au fait des meilleures pratiques et les adoptons, car nous entendons assurer la confidentialité de toutes

les informations sensibles. Une fois l'an, tous nos employés doivent suivre notre programme de sensibilisation à la sécurité, lequel leur offre notamment une formation en cybersécurité afin qu'ils puissent gérer les risques lorsqu'ils travaillent à distance. Nous surveillons les fournisseurs indépendants qui nous sont essentiels afin de déceler tout changement dans leur capacité à nous fournir des services, ce qui inclut le risque lié aux quatrièmes parties.

- Les risques liés au marché résidentiel et à l'endettement des ménages canadiens se sont accrus en raison d'une hausse du chômage et d'une baisse de la participation au marché du travail. Bien que les réductions de taux d'intérêt et les programmes de soutien de l'État et d'aide financière qu'offrent les banques donneront un bon coup de pouce à plusieurs ménages, l'abordabilité du logement dans certains marchés et l'endettement des ménages canadiens étaient des sources d'inquiétude avant même que n'apparaissent les problèmes causés par la pandémie de COVID-19, et ils pourraient devenir encore plus préoccupants si celle-ci s'aggrave, ce qui, entre autres choses, pourrait alourdir nos pertes de crédit.

Nos activités commerciales nous exposent à de nombreux risques et, en tant qu'institution financière mondiale dotée d'un modèle d'affaires diversifié, nous gérons activement ces risques afin de mieux protéger et aider nos secteurs. Tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2019, notre cadre de gestion des risques d'entreprise réunit l'ensemble des programmes mis en œuvre à l'échelle de l'entreprise pour gérer les risques et servant notamment à identifier, apprécier, évaluer, contrôler, surveiller et communiquer les risques importants auxquels elle est exposée. Ce cadre évolue sans cesse, ce qui nous permet de bien gérer notre situation malgré une conjoncture économique et des conditions de marché fort difficiles et constitue une base solide grâce à laquelle nous pourrions traverser ces périodes de haut risque.

Pour plus de détails sur notre mode de gestion des risques, se reporter aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2019.

### Programmes de soutien

En réponse à la pandémie de COVID-19, les gouvernements ont élaboré plusieurs programmes visant à fournir une assistance financière aux particuliers et aux entreprises, dont le remplacement de revenus pour les particuliers ainsi que des subventions salariales, de l'aide aux loyers et des programmes de prêts pour les entreprises, programmes que nous administrons pour notre clientèle. Afin de mieux soutenir nos clients aux prises avec des problèmes financiers, nous avons également instauré divers programmes d'assistance qui s'ajoutent à ceux offerts par l'État.

### Programmes d'aide de RBC

Au cours du deuxième trimestre de 2020, nous avons annoncé le Programme de soutien aux clients RBC, qui fournit une aide immédiate et à long terme aux clients touchés par la pandémie de COVID-19. Par ce programme, nous leur offrons diverses mesures d'aide financière, tels le report de paiements, la réduction des frais de cartes de crédit, le refinancement ou la restructuration du crédit, les exonérations de certains frais et les majorations temporaires des limites de divers produits destinés aux particuliers, aux petites entreprises et aux autres clients des services bancaires aux entreprises.

Au 30 avril 2020, plus de 492 500 clients partout dans le monde avaient été autorisés à participer à notre programme de report de paiements, y compris les clients qui ont continué d'effectuer leurs paiements. Le tableau suivant indique le nombre de prêts et la valeur comptable brute de leur encours.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre de prêts)	Au 30 avril 2020	
	Nombre de prêts	Valeur comptable brute des prêts en cours
Prêts hypothécaires résidentiels	198 843	54 064 \$
Prêts aux particuliers	118 434	3 477
Prêts sur cartes de crédit	249 405	1 746
Prêts aux petites entreprises	8 310	1 142
Prêts de gros	20 646	16 189
<b>Total</b>	<b>595 638</b>	<b>76 618 \$</b>

### Programmes gouvernementaux en réponse à la pandémie de COVID-19

#### Gouvernement du Canada

Le 13 mars 2020, le ministère des Finances du Canada a annoncé de nouveaux programmes à l'appui du bon fonctionnement des marchés et de l'accès des entreprises à du financement tout en assurant que le secteur financier demeure solide, bien capitalisé et résilient en dépit de l'impact de la pandémie de COVID-19. Dans le but de soutenir les entreprises éprouvant des problèmes de flux de trésorerie pendant cette période exceptionnelle, le gouvernement a mis sur pied les programmes suivants :

- Le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) – En vertu de ce programme, les banques canadiennes peuvent accorder des prêts sans intérêt jusqu'à concurrence de 40 000 \$ à leurs clients qui sont de petites entreprises admissibles afin de les aider à régler leurs coûts de fonctionnement courants. Ces prêts sont financés par le gouvernement du Canada et n'engendrent aucun risque de crédit pour les banques canadiennes.
- Le Programme de crédit aux entreprises (PCE) – Ce programme comporte la Garantie – PCE d'Exportation et développement Canada (EDC) et le Programme de prêts conjoints de la Banque de développement du Canada (BDC).
  - Garantie – PCE d'Exportation et développement Canada (EDC) – Aux termes de ce programme, les banques canadiennes peuvent accorder aux moyennes et grandes entreprises clientes admissibles qui font affaire au pays

et à l'étranger des prêts pouvant atteindre 6,25 millions de dollars afin de combler leurs besoins de liquidités à court terme. Ces prêts doivent servir à régler certaines charges d'exploitation et sont garantis à 80 % par EDC.

- Programme de prêts conjoints de la Banque de développement du Canada (BDC) – En vertu de ce programme, les banques canadiennes et la BDC fournissent conjointement aux entreprises clientes qui y sont admissibles des prêts pouvant atteindre 6,25 millions de dollars afin de répondre à leurs besoins de liquidités et d'exploitation. Le montant maximal des prêts varie selon la taille de l'entreprise et, pendant la première année, les paiements peuvent se limiter aux intérêts.

Ces programmes ont été lancés au cours du deuxième trimestre de 2020 et plus de 115 250 clients bénéficiaient d'une aide financière totale de 4,5 milliards de dollars approuvée par l'intermédiaire du programme CUEC, dont une tranche de 1,3 milliard était financée, au 30 avril 2020.

Outre ces programmes, le gouvernement du Canada et d'autres organismes dirigeants ont émis des lignes directrices concernant d'autres questions, incluant sans s'y limiter, le report des dates limites des dépôts réglementaires et de production des déclarations de revenus. Nous analysons actuellement l'incidence de ces dispositions, mais nous prévoyons qu'elle sera négligeable.

### Gouvernement des États-Unis

Le 27 mars 2020, la *Coronavirus Aid, Relief and Economic Security Act* (loi CARES) a été promulguée, s'ajoutant ainsi aux autres programmes que le gouvernement fédéral américain avait instaurés. Le *Paycheck Protection Program* institué par cette loi offre aux petites entreprises des prêts garantis par le gouvernement fédéral américain afin de les aider à régler jusqu'à huit semaines de charges salariales, d'intérêts sur des prêts hypothécaires, de loyers et de frais des services publics. En vertu de ce programme, nous avons accordé directement des prêts à nos clients, sur la base de leur évaluation de certaines conditions d'admissibilité. Tout manquement à ces conditions entraînera un recours contre l'emprunteur. Dans certains cas, la *Small Business Administration* des États-Unis peut renoncer à la totalité ou à une partie du prêt. Au 30 avril 2020, nous avons octroyé 5 119 millions de dollars (3 678 millions de dollars américains) de financement à 8 850 clients aux termes de ce programme.

Par ailleurs, le département du Trésor des États-Unis a fourni des directives concernant le report des dates limites de production de diverses déclarations de revenus et autres déclarations fiscales et des paiements d'impôts et de taxes. Nous analysons actuellement l'incidence de ces dispositions, mais nous prévoyons qu'elle sera négligeable.

### **Programmes de soutien aux liquidités et au financement**

Les gouvernements et les agences fédérales ont également assoupli les critères d'admissibilité de leurs programmes de financement existants et en ont annoncé de nouveaux afin d'accroître les liquidités des banques et d'offrir de nouvelles sources de financement grâce auxquelles nous pouvons soutenir nos clients en cette période d'incertitude, y compris les programmes suivants :

- Programmes de financement existants – La Banque du Canada a augmenté le financement disponible et a assoupli les conditions d'admissibilité des prises en pension à plus d'un jour existantes et de la version révisée de son programme d'achat de prêts hypothécaires assurés par voie de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. De tels programmes englobent également ceux des banques centrales d'autres territoires, tel l'accord de swap en dollars américains de la Banque d'Angleterre.
- Nouveaux programmes de financement – La Banque du Canada a instauré la facilité d'achat des acceptations bancaires et a lancé le mécanisme permanent d'octroi de liquidités à plus d'un jour. Quant à la Réserve fédérale, elle a institué la *Primary Dealer Credit Facility*.

Pour plus de détails sur la façon dont nous gérons notre profil de liquidité et de financement, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2020.

Nous continuons de surveiller de près l'ajout de programmes et nous publierons des mises à jour concernant tout nouveau programme ou toute interprétation ou recommandation que nous pourrions annoncer ou qui pourrait l'être par les gouvernements et les agences fédérales. En appui à tous les programmes précités, les banques centrales et les organismes de réglementation nationaux et internationaux ont émis des lignes directrices concernant les exigences réglementaires en matière de fonds propres, de liquidité et de présentation de l'information financière. Pour une analyse de ces mesures, se reporter aux rubriques Gestion du risque et Gestion des fonds propres du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2020.

**Rendement financier**

**Vue d'ensemble**

### **Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019**

Le bénéfice net s'est établi à 1 481 millions de dollars, en baisse de 1 749 millions, ou 54 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action s'est situé à 1,00 \$, ayant régressé de 1,20 \$, ou 55 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 7,3 %, contre 17,5 % un an plus tôt. Notre ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) s'est établi à 11,7 %, ayant diminué de 10 p.b. sur un an.

Nos résultats reflètent la baisse du bénéfice des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine, qui a été atténuée par la hausse de celui des secteurs Services aux investisseurs et de trésorerie et Assurances.

Le bénéfice du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a fléchi en raison surtout de la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit, laquelle a résulté principalement de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les actifs productifs, ainsi que du rétrécissement des écarts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une croissance moyenne des volumes de 9 % dans le secteur Services bancaires canadiens.

Les résultats du secteur Marchés des Capitaux se sont comprimés à cause essentiellement de l'accroissement de la dotation à la provision pour pertes de crédit, ce qui a résulté principalement de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les actifs productifs et de la hausse des dotations liées aux actifs dépréciés dans quelques secteurs. La baisse des revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement a également contribué à la baisse des résultats. Ces facteurs ont été compensés en partie par l'augmentation des revenus du secteur Marchés mondiaux et par la baisse de l'impôt qu'a permise une augmentation de la proportion du bénéfice dégagé dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés.

Les résultats du secteur Gestion de patrimoine ont fléchi à cause principalement de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit, laquelle a résulté essentiellement de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les actifs productifs, ainsi que de la hausse des coûts liés au personnel et des coûts liés à la technologie. Cette baisse est également attribuable à l'incidence de la volatilité des marchés dans le trimestre à l'étude, qui a engendré des variations défavorables de la juste valeur des investissements en capital de démarrage, des dérivés sur taux d'intérêt et des répercussions nettes de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis. Ces facteurs ont été annulés en partie par une hausse des revenus provenant de la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, déduction faite des coûts de la rémunération variable connexes.

Le bénéfice du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie a augmenté surtout à cause de la hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités.

Les résultats du secteur Assurances se sont améliorés grâce principalement à la hausse de la sinistralité favorable liée aux placements et aux nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité, contrebalancés en partie par l'incidence d'ajustements actuariels et par le fait que les renégociations de contrats de réassurance fructueuses ont été moins avantageuses.

Pour plus de détails sur nos résultats des secteurs d'exploitation et le ratio CET1, se reporter respectivement aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion des fonds propres.

## Deuxième trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2020

Le bénéfice net s'est établi à 1 481 millions de dollars, en baisse de 2 028 millions, ou 58 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action s'est dégagé à 1,00 \$, ayant diminué de 1,40 \$, ou 58 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 7,3 %, comparativement à 17,6 % pour le trimestre précédent. Notre ratio CET1, soit 11,7 %, s'est comprimé de 30 p.b.

Nos résultats reflètent la baisse du bénéfice des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine ainsi que la stabilité relative des résultats du secteur Assurances, ce qui a été atténué par la hausse du bénéfice du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie.

Les résultats du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises se sont dégradés en raison de la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit, laquelle reflète principalement l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les actifs productifs. Le repli des revenus sur cartes par suite d'une diminution marquée des volumes d'achats, les deux jours de moins qu'a comptés le trimestre et le rétrécissement des écarts ont aussi contribué à la baisse des résultats. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une croissance moyenne des volumes de 2 % dans le secteur Services bancaires canadiens.

Le bénéfice du secteur Marchés des Capitaux s'est comprimé à cause essentiellement de l'accroissement de la dotation à la provision pour pertes de crédit, qui a résulté principalement de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les actifs productifs et de la hausse des dotations à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés dans quelques secteurs. La baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement attribuable essentiellement à des réductions des souscriptions de prêts aux États-Unis et en Europe, ce qui rend compte de l'élargissement des écarts de taux et du repli des activités de fusion et acquisition principalement aux États-Unis, a aussi contribué à la baisse. Ces facteurs ont été atténués par la baisse de la rémunération découlant de résultats inférieurs et par la baisse de l'impôt par suite d'une augmentation de la proportion du bénéfice dégagé dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés. Le bénéfice net a également été touché par la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe du secteur Marchés mondiaux au Canada et en Europe en raison de l'intensification des activités des clients, ce qui a été contrebalancé en partie par le repli de ces mêmes revenus aux États-Unis.

Le bénéfice du secteur Gestion de patrimoine a diminué à cause principalement de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit, ce qui a résulté essentiellement de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les actifs productifs. Cette baisse est également attribuable à l'incidence de la volatilité des marchés dans le trimestre à l'étude, qui a engendré des variations défavorables de la juste valeur des investissements en capital de démarrage, des dérivés sur taux d'intérêt et des répercussions nettes de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis. Le revenu net d'intérêt est demeuré sensiblement le même, la croissance moyenne des volumes ayant été annulée par l'incidence du recul des taux d'intérêt. Ces facteurs ont été atténués par une baisse de la rémunération variable qui a été proportionnelle à celle des revenus donnant droit à commissions.

Les résultats du secteur Assurances n'ont que peu varié puisque l'augmentation des coûts des sinistres liés aux voyages, l'incidence d'une baisse des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité et des ajustements actuariels défavorables ont été compensés en grande partie par la hausse de la sinistralité favorable liée aux placements.

Les résultats du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie se sont améliorés grâce surtout à la progression des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, ce qui rend compte de l'effet des variations des taux d'intérêt dans le trimestre à l'étude, et à la montée des profits tirés de la vente de titres, ce qui a été annulé en partie par l'augmentation des coûts de financement liés à la liquidité de l'entreprise. La hausse des revenus qu'a permise l'intensification des activités des clients de notre secteur des services d'administration d'actifs par suite de la plus grande volatilité des marchés au cours du trimestre a également contribué à l'augmentation.

### Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est établi à 4 990 millions de dollars, en baisse de 1 412 millions, ou 22 %, sur un an. Le bénéfice dilué par action s'est dégagé à 3,40 \$ pour le semestre, ayant reculé de 0,94 \$, ou 22 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 12,5 %, contre 17,1 % un an plus tôt.

Nos résultats reflètent le recul du bénéfice des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine, qui a été atténué par le solide bénéfice qu'ont dégagé les secteurs Services aux investisseurs et de trésorerie et Assurances.

Le bénéfice du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a fléchi en raison de la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit, laquelle a résulté principalement de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les actifs productifs. Le rétrécissement des écarts et la hausse des coûts liés au personnel ont aussi contribué au fléchissement. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une croissance moyenne des volumes de 8 % dans le secteur Services bancaires canadiens.

Les résultats du secteur Marchés des Capitaux se sont dégradés à cause essentiellement de l'accroissement de la dotation à la provision pour pertes de crédit, ce qui a résulté principalement de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les actifs productifs et de la hausse des dotations à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés dans quelques secteurs. L'augmentation de la rémunération en raison de la hausse des revenus a également contribué au recul précité. Ces hausses ont été annulées en partie par une augmentation des revenus du secteur Marchés mondiaux.

Les résultats du secteur Gestion de patrimoine se sont repliés à cause principalement de la hausse des coûts liés au personnel et des coûts liés à la technologie ainsi que de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit, laquelle témoigne essentiellement de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les actifs productifs. Cette baisse est également attribuable à l'incidence de la volatilité des marchés dans le trimestre à l'étude, qui a engendré des variations défavorables de la juste valeur des investissements en capital de démarrage, des dérivés sur taux d'intérêt et des répercussions nettes de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis. Les résultats constatés un an plus tôt tenaient également compte de l'incidence d'un ajustement comptable favorable dans le secteur Gestion de patrimoine – Canada. Ces facteurs ont été annulés en partie par une hausse des revenus provenant de la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, déduction faite des coûts de la rémunération variable connexes, et par l'élargissement des volumes de transactions.

Les résultats du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie ont monté, ce qui provient en grande partie de la progression des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités.

Le bénéfice du secteur Assurances s'est accru grâce principalement aux nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité et à la hausse de la sinistralité favorable liée aux placements, contrebalancés en partie par le fait que les renégociations de contrats de réassurance fructueuses ont été moins avantageuses.

### Incidence du change

Le tableau ci-après reflète l'incidence estimative du change sur les principaux postes de l'état du résultat net.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	T2 2020 par rapport au T2 2019	T2 2020 par rapport au T1 2020	T2 2020 par rapport au T2 2019
<b>Augmentation (diminution) :</b>			
Total des revenus	98 \$	140 \$	33 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	28	43	28
Frais autres que d'intérêt	73	104	28
Impôt sur le résultat	(5)	(8)	(7)
Bénéfice net	2	1	(16)
<b>Incidence sur le bénéfice par action</b>			
De base	– \$	– \$	(0,01)\$
Dilué	–	–	(0,01)

Le tableau ci-après présente les taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités.

(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2020	le 31 janvier 2020	le 30 avril 2019	le 30 avril 2020	le 30 avril 2019
Dollar américain	0,725	0,760	0,751	0,742	0,750
Livre sterling	0,575	0,579	0,573	0,577	0,578
Euro	0,659	0,684	0,667	0,671	0,661

(1) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

## Total des revenus

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2020	le 31 janvier 2020	le 30 avril 2019	le 30 avril 2020	le 30 avril 2019
Revenu d'intérêt et de dividende	9 226 \$	10 238 \$	10 132 \$	19 464 \$	20 281 \$
Charge d'intérêt (1)	3 761	5 017	5 359	8 778	10 661
<b>Revenu net d'intérêt (1)</b>	<b>5 465 \$</b>	<b>5 221 \$</b>	<b>4 773 \$</b>	<b>10 686 \$</b>	<b>9 620 \$</b>
<b>Marge nette d'intérêt (1)</b>	<b>1,61 %</b>	<b>1,59 %</b>	<b>1,62 %</b>	<b>1,60 %</b>	<b>1,61 %</b>
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	197 \$	1 994 \$	1 515 \$	2 191 \$	3 094 \$
Revenus tirés des activités de négociation (1)	(66)	458	314	392	709
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 500	1 535	1 381	3 035	2 831
Revenus tirés des fonds communs de placement	890	946	899	1 836	1 772
Commissions de courtage en valeurs mobilières	460	318	316	778	658
Frais bancaires	468	488	466	956	934
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	544	627	554	1 171	899
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	280	253	243	533	492
Revenus sur cartes	212	287	266	499	548
Commissions de crédit	304	360	288	664	603
Profits nets sur les titres de placement	45	11	37	56	83
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	15	22	14	37	29
Autres	19	316	433	335	816
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>	<b>4 868 \$</b>	<b>7 615 \$</b>	<b>6 726 \$</b>	<b>12 483 \$</b>	<b>13 468 \$</b>
<b>Total des revenus</b>	<b>10 333 \$</b>	<b>12 836 \$</b>	<b>11 499 \$</b>	<b>23 169 \$</b>	<b>23 088 \$</b>
<b>Information supplémentaire</b>					
Total des revenus tirés des activités de négociation					
Revenu net d'intérêt (1)	1 064 \$	700 \$	555 \$	1 764 \$	1 119 \$
Revenus autres que d'intérêt (1)	(66)	458	314	392	709
<b>Total des revenus tirés des activités de négociation</b>	<b>998 \$</b>	<b>1 158 \$</b>	<b>869 \$</b>	<b>2 156 \$</b>	<b>1 828 \$</b>

(1) Depuis le quatrième trimestre de 2019, la composante intérêt de l'évaluation de certains dépôts comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net auparavant présentés dans les revenus tirés des activités de négociation est présentée dans le revenu net d'intérêt. Les montants des périodes correspondantes ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.

## Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019

Le total des revenus a baissé de 1 166 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à un an plus tôt, en raison surtout d'une réduction des primes d'assurance, des revenus de placement et des honoraires (revenus d'assurance), des autres revenus et des revenus tirés des activités de négociation. Ces facteurs ont été compensés en partie par la hausse du revenu net d'intérêt, des commissions de courtage en valeurs mobilières et des commissions de gestion de placements et de services de garde ainsi que par l'incidence du change, ce qui a haussé de 98 millions de dollars le total des revenus.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 692 millions de dollars, ou 14 %, bénéficiant surtout de la hausse des revenus tirés des activités de négociation dans le secteur Marchés des Capitaux, surtout dans les mises en pension de titres, de la croissance des volumes dans les secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine ainsi que de l'augmentation des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités de notre secteur Services aux investisseurs et de trésorerie. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le rétrécissement des écarts dans les secteurs Gestion de patrimoine et Services bancaires canadiens. L'effet de la hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités de notre secteur Services aux investisseurs et de trésorerie a été plus que neutralisé par la baisse des profits connexes sur les dérivés non détenus à des fins de transaction, profits qui sont inscrits dans les autres revenus.

La marge nette d'intérêt s'est comprimée de 1 p.b. sur un an, du fait surtout du repli des écarts dans les secteurs Gestion de patrimoine et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, ce qui rend essentiellement compte des répercussions de la baisse des taux d'intérêt et des changements dans la composition de la moyenne des actifs productifs, la croissance des volumes ayant essentiellement touché les conventions de revente. Ces facteurs ont été compensés en partie par l'élargissement des écarts dans nos portefeuilles de négociation du secteur Marchés des Capitaux et par la hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités de notre secteur Services aux investisseurs et de trésorerie. Les conséquences de l'augmentation des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités de notre secteur Services aux investisseurs et de trésorerie ont été plus que compensées par le recul des profits connexes sur les dérivés non détenus à des fins de transaction qui sont inscrits dans les Autres revenus.

Les revenus d'assurance ont baissé de 1 318 millions de dollars, ou 87 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et à la baisse des ventes de rentes collectives, ce qui a été atténué par l'expansion des activités du secteur Assurances – International, éléments qui sont tous compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés des activités de négociation ont fléchi de 380 millions de dollars, ou 121 %, à cause surtout du secteur Marchés des Capitaux qui a été affecté par la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, surtout aux États-Unis, en raison de l'élargissement des écarts de taux, y compris l'incidence des réductions des souscriptions de prêts. La baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation surtout au Canada a également contribué à cette réduction.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont augmenté de 119 millions de dollars, ou 9 %, grâce surtout à la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle rend principalement compte des ventes nettes.

Les commissions de courtage en valeurs mobilières ont progressé de 144 millions de dollars, ou 46 %, en raison surtout de l'accroissement des volumes de transactions dans le secteur Gestion de patrimoine et de l'augmentation des revenus provenant d'actions au comptant par suite de l'intensification des activités des clients du secteur Marchés des Capitaux.

Les autres revenus ont baissé de 414 millions de dollars, ou 96 %, ce qui s'explique principalement par la variation de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été pour l'essentiel compensée dans les frais autres que d'intérêt. La baisse des profits sur les dérivés non détenus à des fins de transaction dans notre secteur Services aux investisseurs et de trésorerie, qui a été compensée en grande partie dans le revenu net d'intérêt, a également contribué à réduire les autres revenus.

### **Deuxième trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2020**

Le total des revenus a fléchi de 2 503 millions de dollars, ou 19 %, par rapport au trimestre précédent, et ce, en raison surtout d'une baisse des revenus d'assurance, des revenus tirés des activités de négociation et des autres revenus. Ces facteurs ont été compensés en partie par la hausse du revenu net d'intérêt et des commissions de courtage en valeurs mobilières et par l'incidence du change, ce qui a haussé de 140 millions de dollars le total des revenus.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 244 millions de dollars, ou 5 %, bénéficiant principalement de la hausse des revenus tirés des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux, surtout dans les mises en pension de titres, de la croissance des volumes dans les secteurs Gestion de patrimoine et Services bancaires canadiens, ainsi que de l'augmentation des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités de notre secteur Services aux investisseurs et de trésorerie. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le fait que le trimestre a compté deux jours de moins et que les écarts dans les secteurs Gestion de patrimoine et Services bancaires canadiens ont rétréci. Les conséquences de l'augmentation des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités ont été plus que compensées par le recul des profits sur les dérivés non détenus à des fins de transaction qui sont inscrits dans les Autres revenus.

Les revenus d'assurance ont baissé de 1 797 millions de dollars, ou 90 %, ce qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et à la baisse des ventes de rentes collectives, éléments qui sont tous deux compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés des activités de négociation ont reculé de 524 millions de dollars, ou 114 %, à cause surtout du secteur Marchés des Capitaux qui a été affecté par la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, surtout aux États-Unis, en raison de l'élargissement des écarts de taux, y compris l'incidence des réductions des souscriptions de prêts. La baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation surtout au Canada a également contribué à cette réduction.

Les commissions de courtage en valeurs mobilières ont progressé de 142 millions de dollars, ou 45 %, en raison surtout de l'accroissement des revenus provenant d'actions au comptant par suite de l'intensification des activités des clients du secteur Marchés des Capitaux et de la hausse des volumes de transactions dans le secteur Gestion de patrimoine.

Les autres revenus se sont repliés de 297 millions de dollars, ou 94 %, ce qui s'explique principalement par la variation de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été pour l'essentiel compensée dans les frais autres que d'intérêt, le recul des profits sur les dérivés non détenus à des fins de transaction de notre secteur Services aux investisseurs et de trésorerie ainsi que par l'incidence défavorable des couvertures économiques. L'incidence des variations de la juste valeur des investissements en capital de démarrage a également accentué le repli des autres revenus. Ces facteurs ont été compensés en partie par la hausse des profits nets de nos portefeuilles de placements non détenus à des fins de transaction.

### **Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019 (résultats semestriels)**

Le total des revenus est demeuré relativement le même sur un an puisque l'augmentation du revenu net d'intérêt, des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils, des commissions de gestion de placements et de services de garde, des commissions de courtage en valeurs mobilières, des revenus tirés des fonds communs de placement et des commissions de crédit a été contrebalancée en grande partie par une diminution des revenus d'assurance, des autres revenus et des revenus tirés des activités de négociation. L'incidence du change a également accru de 33 millions de dollars le total des revenus.

Le revenu net d'intérêt a progressé de 1 066 millions de dollars, ou 11 %, et ce, grâce essentiellement à la croissance des volumes dans les secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine et à la hausse des revenus tirés des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux, principalement dans les mises en pension. L'augmentation des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités dans nos activités du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie a également contribué à l'accroissement. Ces facteurs ont été annulés en partie par le rétrécissement des écarts dans les secteurs Gestion de patrimoine et Services bancaires canadiens. L'effet de la hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités de nos activités du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie a

été plus que neutralisé par la baisse des profits sur les dérivés non détenus à des fins de transaction, profits qui sont inscrits dans les autres revenus.

Les revenus d'assurance ont baissé de 903 millions de dollars, ou 29 %, ce qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, variation compensée en partie par l'expansion des activités de réassurance du risque de longévité, éléments qui sont tous deux compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés des activités de négociation ont fléchi de 317 millions de dollars, ou 45 %, à cause surtout de la diminution des revenus tirés, dans le secteur Marchés des Capitaux, des activités de négociation de titres de participation en Amérique du Nord et de titres à revenu fixe aux États-Unis, ce qui tient compte de l'incidence des réductions des souscriptions de prêts qui reflètent l'élargissement des écarts de taux. Ces facteurs ont été compensés en partie par l'intensification des activités de négociation de titres à revenu fixe des produits de taux que le secteur Marchés des Capitaux a menées en Europe et au Canada.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont augmenté de 204 millions de dollars, ou 7 %, grâce à la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle rend surtout compte des ventes nettes et de l'appréciation des marchés. Ce facteur a été neutralisé en partie par l'incidence d'un ajustement comptable favorable dans le secteur Gestion de patrimoine – Canada à l'exercice précédent.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils ont crû de 272 millions de dollars, ou 30 %, grâce principalement à l'intensification des activités d'origination de titres de créance et des activités de fusion et acquisition principalement en Amérique du Nord.

Les autres revenus se sont repliés de 481 millions de dollars, ou 59 %, ce qui s'explique principalement par la baisse des profits sur les dérivés non détenus à des fins de transaction de nos activités du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie, ce qui a été compensé en grande partie dans le revenu net d'intérêt. La variation de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été pour l'essentiel compensée dans les frais autres que d'intérêt, a également contribué à la diminution.

### **Dotation à la provision pour pertes de crédit**

#### **Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019**

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit s'est accru de 2 404 millions de dollars sur un an.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de 2 734 millions de dollars, en hausse de 2 293 millions par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est en grande partie imputable à l'effet de la pandémie de COVID-19 sur les prêts productifs, lequel a mené à une hausse des dotations des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est accru de 136 p.b. pour se situer à 165 p.b.

#### **Deuxième trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2020**

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 2 411 millions de dollars par rapport au trimestre précédent.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de 2 734 millions de dollars, une augmentation de 2 313 millions par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'effet de la pandémie de COVID-19 sur les prêts productifs, lequel a mené à une hausse des dotations des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est accru de 139 p.b.

#### **Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019 (résultats semestriels)**

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 2 309 millions de dollars en regard d'un an plus tôt.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de 3 155 millions de dollars, une augmentation de 2 198 millions sur un an, laquelle est en grande partie attribuable à l'effet de la pandémie de COVID-19 sur les prêts productifs, lequel a mené à une hausse des dotations des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de 96 p.b., ayant augmenté de 64 p.b.

Pour plus de détails sur la dotation à la provision pour pertes de crédit, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

### **Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance**

#### **Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019**

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 1 337 millions de dollars sur un an, ce qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et à la baisse des ventes de rentes collectives, facteurs qui sont tous deux compensés en grande partie dans les revenus. La hausse de la sinistralité favorable liée aux placements et l'incidence des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité ont également favorisé la diminution. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'expansion des activités du secteur Assurances – International, ce qui est compensé en grande partie dans les revenus, par l'incidence d'ajustements actuariels et par un repli des renégociations de contrats de réassurance fructueuses. Les coûts des sinistres sont demeurés relativement les mêmes puisque l'augmentation des sinistres liés aux voyages causée par la pandémie de COVID-19 a été annulée par la réduction de ceux liés au portefeuille de récession vie.

## Deuxième trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2020

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont fléchi de 1 791 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, et ce, en raison surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et de la réduction des ventes de rentes collectives, facteurs qui sont tous deux compensés en grande partie dans les revenus. La hausse de la sinistralité favorable liée aux placements a aussi contribué à la diminution. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'augmentation des coûts des sinistres principalement liés aux voyages, par l'incidence de la baisse des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité et par des ajustements actuariels défavorables.

## Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019 (résultats semestriels)

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 948 millions de dollars, ou 40 %, sur un an, ce qui rend principalement compte de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, facteur compensé en grande partie dans les revenus, de l'incidence des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité et de la hausse de la sinistralité favorable liée aux placements. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'expansion des activités, qui est compensée en grande partie dans les revenus, et par l'incidence moindre des renégociations de contrats de réassurance.

### Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2020	le 31 janvier 2020	le 30 avril 2019	le 30 avril 2020	le 30 avril 2019
Salaires	1 671 \$	1 652 \$	1 607 \$	3 323 \$	3 215 \$
Rémunération variable	1 370	1 646	1 430	3 016	2 818
Avantages du personnel et conservation du personnel	508	541	471	1 049	963
Rémunération fondée sur des actions	24	221	114	245	269
Ressources humaines	3 573 \$	4 060 \$	3 622 \$	7 633 \$	7 265 \$
Matériel	468	462	445	930	876
Frais d'occupation	417	397	405	814	802
Communications	252	250	273	502	513
Honoraires	324	284	290	608	595
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	315	303	299	618	589
Autres	593	622	582	1 215	1 188
<b>Frais autres que d'intérêt</b>	<b>5 942 \$</b>	<b>6 378 \$</b>	<b>5 916 \$</b>	<b>12 320 \$</b>	<b>11 828 \$</b>
<b>Ratio d'efficacité (1)</b>	<b>57,5 %</b>	<b>49,7 %</b>	<b>51,4 %</b>	<b>53,2 %</b>	<b>51,2 %</b>
<b>Ratio d'efficacité ajusté (2)</b>	<b>52,6 %</b>	<b>51,6 %</b>	<b>53,2 %</b>	<b>52,1 %</b>	<b>52,7 %</b>

(1) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(2) Les mesures ont été ajustées en excluant les fluctuations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance. Ces mesures sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

## Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 26 millions de dollars sur un an du fait essentiellement de la hausse des coûts liés au personnel (exclusion faite de la rémunération fondée sur des actions), de l'incidence du change et d'une augmentation des coûts liés à la technologie et des coûts connexes. Dans le trimestre à l'étude, la rémunération supplémentaire qui, en raison de la pandémie de COVID-19, a été versée à certains employés, principalement ceux qui ont un contact direct avec les clients ainsi que d'autres coûts additionnels en lien avec la pandémie ont également contribué à l'accroissement. Ces facteurs ont été compensés en partie par la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, variation qui a été largement compensée dans les autres revenus.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 57,5 %, ayant augmenté de 610 p.b. en regard de celui de 51,4 % un an plus tôt. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 52,6 % a affiché une baisse de 60 p.b. par rapport à celui de 53,2 % il y a un an.

## Deuxième trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2020

Les frais autres que d'intérêt se sont repliés de 436 millions de dollars, ou 7 %, par rapport au trimestre précédent en raison surtout de la diminution de la rémunération variable découlant de résultats inférieurs, et de la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, variation qui a été largement compensée dans les autres revenus. Ces facteurs ont été annulés en partie par l'incidence du change.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 57,5 %, ayant augmenté de 780 p.b. en regard de celui de 49,7 % au trimestre précédent. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 52,6 % a affiché une hausse de 100 p.b. par rapport à celui de 51,6 % constaté pour le trimestre précédent.

## Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019 (résultats semestriels)

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 492 millions de dollars, ou 4 %, sur un an, ce qui s'explique essentiellement par l'augmentation de la rémunération variable découlant de revenus supérieurs, la hausse des coûts liés au personnel et une augmentation des coûts liés à la technologie et des coûts connexes, notamment le numérique. Ces facteurs ont été compensés en partie par la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, variation qui a été largement compensée dans les autres revenus.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 53,2 %, ayant augmenté de 200 p.b. comparativement à 51,2 %. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 52,1 % s'est comprimé de 60 p.b. par rapport à ce qu'il était un an plus tôt.

Le ratio d'efficacité excluant la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance est une mesure hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

### Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2020	le 31 janvier 2020	le 30 avril 2019	le 30 avril 2020	le 30 avril 2019
<b>Impôt sur le résultat</b>	<b>257 \$</b>	916 \$	767 \$	<b>1 173 \$</b>	1 533 \$
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>1 738 \$</b>	4 425 \$	3 997 \$	<b>6 163 \$</b>	7 935 \$
<b>Taux d'imposition effectif</b>	<b>14,8 %</b>	20,7 %	19,2 %	<b>19,0 %</b>	19,3 %

## Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019

La charge d'impôt a diminué de 510 millions de dollars, ou 66 %, par rapport à il y a un an en raison d'abord et avant tout de la baisse du bénéfice avant impôt dans le trimestre à l'étude.

Le taux d'imposition effectif de 14,8 % a fléchi de 440 p.b. sous l'effet essentiellement d'une hausse de la proportion du bénéfice dégagé dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés et du bénéfice exonéré d'impôt en lien avec la baisse générale du bénéfice. Ces facteurs ont été atténués par le fait que des ajustements fiscaux favorables avaient été constatés un an plus tôt.

## Deuxième trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2020

La charge d'impôt a baissé de 659 millions de dollars, ou 72 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique surtout par la baisse du bénéfice avant impôt dans le trimestre à l'étude.

Le taux d'imposition effectif de 14,8 % a fléchi de 590 p.b. sous l'effet essentiellement d'une hausse de la proportion du bénéfice dégagé dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés et du bénéfice exonéré d'impôt en lien avec la baisse générale du bénéfice.

## Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019 (résultats semestriels)

La charge d'impôt a baissé de 360 millions de dollars, ou 23 %, par rapport à il y a un an en raison d'abord et avant tout de la baisse du bénéfice avant impôt dans le trimestre à l'étude.

Le taux d'imposition effectif de 19,0 % s'est contracté de 30 p.b. sous l'effet essentiellement d'une hausse de la proportion du bénéfice exonéré d'impôt en lien avec la baisse générale du bénéfice, ce qui a été atténué par le fait que le montant net des ajustements fiscaux favorables avait été constaté un an plus tôt.

### Résultats des secteurs d'exploitation

### Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité, et celles-ci n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2019.

Pour plus de détails sur les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2019.

## Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

## Mesures de rendement

*Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires*

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres financiers, dont le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur d'exploitation, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources parce qu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2019.

Le tableau ci-après présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos							le 31 janvier 2020	le 30 avril 2019
	le 30 avril 2020								
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux Investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	516 \$	411 \$	178 \$	222 \$	86 \$	7 \$	1 420 \$	3 439 \$	3 161 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires <sup>(1), (2)</sup>	23 500	16 100	2 200	3 200	23 450	10 650	79 100	77 850	74 000
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires <sup>(3)</sup>	9,0 %	10,4 %	33,0 %	28,4 %	1,5 %	n.s.	7,3 %	17,6 %	17,5 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les semestres clos							le 30 avril 2019
	le 30 avril 2020							
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux Investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 179 \$	1 021 \$	357 \$	362 \$	949 \$	(9) \$	4 859 \$	6 257 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires <sup>(1), (2)</sup>	23 400	15 750	2 200	3 150	23 100	10 850	78 450	73 800
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires <sup>(3)</sup>	18,7 %	13,0 %	32,7 %	23,2 %	8,3 %	n.s.	12,5 %	17,1 %

(1) Les chiffres ayant trait au total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué.

(3) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

n.s. non significatif

## Mesures hors PCGR

Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR décrites ci-dessous sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance. Ces mesures accroissent la comparabilité de notre performance financière pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2020 par rapport aux résultats des périodes correspondantes de l'exercice précédent et du trimestre clos le 31 janvier 2020. Les mesures hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

L'analyse qui suit décrit les mesures hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos résultats d'exploitation.

*Ratio d'efficacité exclusion faite de la variation de la juste valeur des placements dans le secteur Assurances*

Notre ratio d'efficacité est touché par la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, présentée dans les revenus et compensée en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Le tableau suivant présente les calculs de notre ratio d'efficacité consolidé, compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos								
	le 30 avril 2020			le 31 janvier 2020			le 30 avril 2019		
	Élément exclu			Élément exclu			Élément exclu		
	Données présentées	Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance		Données présentées	Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance		Données présentées	Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance	
Total des revenus	10 333 \$	953 \$	11 286 \$	12 836 \$	(468)\$	12 368 \$	11 499 \$	(383)\$	11 116 \$
Frais autres que d'intérêt	5 942	–	5 942	6 378	–	6 378	5 916	–	5 916
Ratio d'efficacité	57,5 %		52,6 %	49,7 %		51,6 %	51,4 %		53,2 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les semestres clos					
	le 30 avril 2020			le 30 avril 2019		
	Élément exclu			Élément exclu		
	Données présentées	Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance		Données présentées	Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance	
Total des revenus	23 169 \$	485 \$	23 654 \$	23 088 \$	(630)\$	22 458 \$
Frais autres que d'intérêt	12 320	–	12 320	11 828	–	11 828
Ratio d'efficacité	53,2 %		52,1 %	51,2 %		52,7 %

## Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les semestres clos les	
	30 avril 2020	31 janvier 2020	30 avril 2019	30 avril 2020	30 avril 2019
Revenu net d'intérêt	3 149 \$	3 226 \$	3 060 \$	6 375 \$	6 194 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 251	1 384	1 273	2 635	2 557
<b>Total des revenus</b>	<b>4 400</b>	<b>4 610</b>	<b>4 333</b>	<b>9 010</b>	<b>8 751</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	1 370	66	9	1 436	44
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	336	276	363	612	676
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>1 706</b>	<b>342</b>	<b>372</b>	<b>2 048</b>	<b>720</b>
Frais autres que d'intérêt	1 947	1 984	1 887	3 931	3 802
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>747</b>	<b>2 284</b>	<b>2 074</b>	<b>3 031</b>	<b>4 229</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>532 \$</b>	<b>1 686 \$</b>	<b>1 549 \$</b>	<b>2 218 \$</b>	<b>3 120 \$</b>
<b>Revenus par secteur d'activité</b>					
Services bancaires canadiens	4 170 \$	4 368 \$	4 099 \$	8 538 \$	8 269 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	230	242	234	472	482
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	9,0 %	28,3 %	27,2 %	18,7 %	26,9 %
Marge nette d'intérêt	2,73 %	2,77 %	2,85 %	2,75 %	2,85 %
Ratio d'efficacité	44,3 %	43,0 %	43,5 %	43,6 %	43,4 %
Levier d'exploitation	(1,7)%	0,7 %	2,4 %	(0,4)%	1,0 %
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	468 400 \$	463 400 \$	440 300 \$	465 900 \$	438 700 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	471 300	466 800	441 900	469 000	440 000
Moyenne des dépôts	428 700	413 700	389 000	421 100	385 500
Biens administrés (1)	275 700	294 200	283 300	275 700	283 300
Moyenne des biens administrés	275 900	290 600	277 900	283 300	270 800
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,28 %	0,24 %	0,34 %	0,26 %	0,31 %
<b>Autres renseignements – Services bancaires canadiens</b>					
Bénéfice net	649 \$	1 624 \$	1 460 \$	2 273 \$	3 004 \$
Marge nette d'intérêt	2,70 %	2,72 %	2,80 %	2,71 %	2,79 %
Ratio d'efficacité	42,7 %	41,3 %	42,0 %	42,0 %	41,8 %
Levier d'exploitation	(1,8)%	0,7 %	1,7 %	(0,4)%	0,7 %

(1) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 16,1 milliards de dollars et 6,7 milliards au 30 avril 2020 (15,4 milliards et 7,8 milliards au 31 janvier 2020; 16,2 milliards et 8,3 milliards au 30 avril 2019).

## Rendement financier

## Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019

Le bénéfice net s'est comprimé de 1 017 millions de dollars, ou 66 %, sur un an en raison principalement de la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit causée surtout par l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les actifs productifs, et du rétrécissement des écarts. Ces facteurs ont été annulés en partie par une croissance moyenne des volumes de 9 % dans le secteur Services bancaires canadiens.

Le total des revenus s'est renforcé de 67 millions de dollars, ou 2 %.

Les revenus du secteur Services bancaires canadiens ont augmenté de 71 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, hausse qui reflète en grande partie une croissance moyenne des volumes de 7 % pour ce qui est des prêts et de 11 % pour les dépôts, ce qui a été atténué par le repli des écarts et par la diminution des revenus sur cartes qui a résulté d'une forte baisse des volumes d'achats.

Les revenus du secteur Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis se sont contractés de 4 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent.

La marge nette d'intérêt s'est repliée de 12 p.b. en raison surtout de l'incidence des pressions concurrentielles sur les prix, du recul des taux d'intérêt et de changements dans l'offre de produits.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a bondi de 1 334 millions de dollars, ce qui reflète essentiellement la hausse des dotations liées aux prêts productifs attribuable à la pandémie de COVID-19. La hausse des dotations liées aux prêts douteux de nos portefeuilles de détail du secteur Services bancaires canadiens a été plus que neutralisée par la baisse des dotations liées aux prêts douteux de nos portefeuilles des secteurs Services bancaires canadiens et Services bancaires dans les Antilles, puisqu'à l'exercice précédent, des dotations plus élevées avaient été constituées pour les secteurs d'activité des travaux publics et infrastructure et de la technologie de l'information. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont alourdis de 60 millions de dollars, ou 3 %, en raison surtout de l'augmentation des coûts liés au personnel, notamment la rémunération additionnelle consentie, pour le trimestre à l'étude, à certains employés, principalement ceux qui ont un contact direct avec les clients en raison de la pandémie de COVID-19 ainsi que d'autres coûts marginaux liés à la COVID-19.

**Deuxième trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2020**

Le bénéfice net a fléchi de 1 154 millions de dollars, ou 68 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui rend compte de la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit essentiellement causée par l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les actifs productifs. La diminution des revenus sur cartes par suite d'une baisse marquée des volumes d'achats, le nombre inférieur de jours (deux) pendant le trimestre et le rétrécissement des écarts sont également des facteurs à l'origine du repli du bénéfice net. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une croissance moyenne des volumes de 2 % du secteur Services bancaires canadiens.

La marge nette d'intérêt s'est comprimée de 4 p.b. en raison surtout de l'incidence du recul des taux d'intérêt.

**Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019 (résultats semestriels)**

Le bénéfice net s'est replié de 902 millions de dollars, ou 29 %, sur un an en raison principalement de la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit imputable surtout à l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les actifs productifs. Le rétrécissement des écarts et l'augmentation des coûts liés au personnel ont également contribué à la baisse. Ces facteurs ont été annulés en partie par une croissance moyenne des volumes de 8 % dans le secteur Services bancaires canadiens.

Le total des revenus s'est renforcé de 259 millions de dollars, ou 3 %, en regard d'il y a un an, ce qui s'explique principalement par une croissance moyenne des volumes du secteur Services bancaires canadiens de 7 % pour ce qui est des prêts et de 10 % pour les dépôts, et par le fait que l'augmentation de la moyenne des soldes a accru les frais de placement liés aux fonds communs de placement, ce qui a été atténué par le repli des écarts et la diminution des revenus sur cartes qu'a engendrée une forte baisse des volumes d'achats.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est alourdie de 1 328 millions de dollars, ce qui rend compte essentiellement de la hausse des dotations liées aux prêts productifs attribuable à la pandémie de COVID-19. L'augmentation des dotations liées aux prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens a été plus que compensée par le recul des dotations liées aux prêts douteux dans les portefeuilles de prêts aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens et les portefeuilles du secteur Services bancaires dans les Antilles, puisque les résultats enregistrés un an plus tôt reflétaient une augmentation des dotations constituées pour les secteurs d'activité des travaux publics et infrastructure et de la technologie de l'information. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 129 millions de dollars, ou 3 %, en raison surtout de la hausse des coûts liés au personnel et de l'accroissement des coûts liés à la technologie et des coûts connexes, notamment le numérique.

## Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les semestres clos les	
	30 avril 2020	31 janvier 2020	30 avril 2019	30 avril 2020	30 avril 2019
Revenu net d'intérêt	737 \$	738 \$	731 \$	1 475 \$	1 475 \$
Revenus autres que d'intérêt					
Revenus tirés des services tarifés	1 774	1 847	1 663	3 621	3 377
Revenus tirés des transactions et autres revenus	311	581	585	892	1 075
<b>Total des revenus</b>	<b>2 822</b>	<b>3 166</b>	<b>2 979</b>	<b>5 988</b>	<b>5 927</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	76	(1)	13	75	28
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	15	(1)	17	14	28
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>91</b>	<b>(2)</b>	<b>30</b>	<b>89</b>	<b>56</b>
Frais autres que d'intérêt	2 169	2 370	2 204	4 539	4 368
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>562</b>	<b>798</b>	<b>745</b>	<b>1 360</b>	<b>1 503</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>424 \$</b>	<b>623 \$</b>	<b>585 \$</b>	<b>1 047 \$</b>	<b>1 182 \$</b>
<b>Revenus par secteur d'activité</b>					
Gestion de patrimoine – Canada	835 \$	843 \$	808 \$	1 678 \$	1 650 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National)	1 384	1 624	1 539	3 008	3 010
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains)	1 003	1 234	1 155	2 237	2 258
Gestion mondiale d'actifs	500	594	538	1 094	1 081
Gestion de patrimoine – International	103	105	94	208	186
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	10,4 %	15,8 %	16,5 %	13,0 %	16,5 %
Marge nette d'intérêt	2,97 %	3,17 %	3,66 %	3,07 %	3,66 %
Marge avant impôt (1)	19,9 %	25,2 %	25,0 %	22,7 %	25,4 %
Nombre de conseillers (2)	5 333	5 299	5 176	5 333	5 176
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	100 900 \$	92 500 \$	81 900 \$	96 700 \$	81 200 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	75 100	69 600	62 200	72 300	61 700
Moyenne des dépôts	119 100	105 600	93 000	112 300	93 600
Biens administrés (3)	1 053 700	1 106 900	1 050 900	1 053 700	1 050 900
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (3)	559 200	578 600	537 200	559 200	537 200
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains) (3)	401 700	437 300	400 900	401 700	400 900
Biens sous gestion (3)	782 100	792 900	726 600	782 100	726 600
Moyenne des biens administrés	1 040 200	1 097 100	1 027 300	1 068 900	1 006 700
Moyenne des biens sous gestion	770 400	780 200	712 200	775 300	693 300
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,08 %	(0,01)%	0,12 %	0,04 %	0,09 %

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	T2 2020 par rapport au T2 2019	T2 2020 par rapport au T1 2020	T2 2020 par rapport au T2 2019
<b>Augmentation (diminution) :</b>			
Total des revenus	48 \$	66 \$	22 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	4	5	4
Frais autres que d'intérêt	41	55	19
Bénéfice net	3	5	(1)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(3)%	(5)%	(1)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	– %	(1)%	– %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(1)%	(4)%	2 %

(1) La marge avant impôt s'entend du bénéfice avant impôt, divisé par le total des revenus.

(2) Représente les conseillers en contact direct avec les clients au sein de tous nos services du secteur Gestion de patrimoine.

(3) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

## Rendement financier

## Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019

Le bénéfice net s'est comprimé de 161 millions de dollars, ou 28 %, en raison surtout de la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit attribuable essentiellement à l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les actifs productifs et de la hausse des coûts liés au personnel et des coûts liés à la technologie. Cette baisse est également attribuable à l'incidence de la volatilité des marchés dans le trimestre à l'étude, qui a engendré des variations défavorables de la juste valeur des investissements en capital de démarrage, des dérivés sur taux d'intérêt et des répercussions nettes de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis. Ces facteurs ont été atténués par une progression des revenus sous l'effet de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, déduction faite des coûts de rémunération variable connexes.

Le total des revenus s'est dégradé de 157 millions de dollars, ou 5 %.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – Canada ont progressé de 27 millions de dollars, ou 3 %, et ce, en raison principalement de la hausse des volumes de transactions engendrée surtout par la plus grande volatilité des marchés et l'augmentation de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui reflète essentiellement les ventes nettes.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) ont baissé de 155 millions de dollars, ou 10 %. En dollars américains, ils ont fléchi de 152 millions de dollars, ou 13 %, ce qui s'explique surtout par l'incidence de la volatilité des marchés pendant le trimestre à l'étude et par les changements défavorables qu'elle a eus sur la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, ce qui a été pour l'essentiel compensé dans les frais autres que d'intérêt, ainsi que la variation de la juste valeur des dérivés sur taux d'intérêt par suite de l'élargissement des écarts de taux. La croissance moyenne des volumes attribuable à une intensification des activités commerciales dans le trimestre à l'étude a été plus qu'annulée par l'incidence de la baisse des taux d'intérêt, ce qui a donné lieu à un repli du revenu net d'intérêt. Ces facteurs ont été atténués par la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui reflète essentiellement les ventes nettes.

Les revenus du secteur Gestion mondiale d'actifs se sont repliés de 38 millions de dollars, ou 7 %, et ce, essentiellement en raison des variations défavorables de la juste valeur des investissements en capital de démarrage sous l'effet de l'incidence de la volatilité des marchés dans le trimestre à l'étude.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est accrue de 61 millions de dollars, ce qui reflète la hausse des dotations liées aux prêts productifs dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) attribuable à la pandémie de COVID-19. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 35 millions de dollars, ou 2 %, sous l'effet surtout de la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été pour l'essentiel compensée dans les revenus. Ce facteur a été atténué par l'accroissement des coûts liés au personnel pour soutenir l'expansion des activités, par l'incidence du change et par la hausse des coûts liés à la technologie et des coûts connexes et des coûts de conformité à la réglementation.

#### **Deuxième trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2020**

Le bénéfice net s'est comprimé de 199 millions de dollars, ou 32 %, en raison surtout de la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit, attribuable essentiellement à l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les actifs productifs. Cette baisse est également attribuable à l'incidence de la volatilité des marchés dans le trimestre à l'étude, qui a engendré des variations défavorables de la juste valeur des investissements en capital de démarrage, des dérivés sur taux d'intérêt et des répercussions nettes de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis. Le revenu net d'intérêt est demeuré sensiblement le même puisque la croissance moyenne des volumes a été annulée par l'incidence de la réduction des taux d'intérêt. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par une baisse de la rémunération variable proportionnelle à celle des revenus donnant droit à commissions.

#### **Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019 (résultats semestriels)**

Le bénéfice net s'est comprimé de 135 millions de dollars, ou 11 %, sur un an en raison surtout de la hausse des coûts liés au personnel et des coûts liés à la technologie et de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit attribuable principalement à l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les actifs productifs. Cette baisse est également attribuable à l'incidence de la volatilité des marchés dans le trimestre à l'étude, qui a engendré des variations défavorables de la juste valeur des investissements en capital de démarrage, des dérivés sur taux d'intérêt et des répercussions nettes de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis. Le bénéfice net inscrit un an plus tôt tenait également compte de l'incidence d'un ajustement comptable favorable dans le secteur Gestion de patrimoine – Canada. Ces facteurs ont été atténués par une hausse des revenus sous l'effet de la progression de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, déduction faite des coûts de rémunération variable connexes, et par un accroissement des volumes de transactions.

Le total des revenus s'est renforcé de 61 millions de dollars, ou 1 %, ce qui provient surtout de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients reflétant principalement les ventes nettes et l'appréciation des marchés, d'un accroissement des volumes de transactions et de l'incidence du change. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence de la volatilité des marchés dans le deuxième trimestre de 2020 qui a donné lieu à des variations défavorables de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, facteur qui a été compensé en grande partie dans les frais autres que d'intérêt, des investissements en capital de démarrage et les dérivés sur taux d'intérêt en raison de l'élargissement des écarts de taux, ainsi que par l'incidence d'un ajustement comptable favorable dans le secteur Gestion de patrimoine – Canada un an plus tôt. Le revenu net d'intérêt est demeuré inchangé puisque la croissance moyenne des volumes a été annulée par l'incidence du rétrécissement des écarts.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est accrue de 33 millions de dollars du fait surtout de la hausse des dotations liées aux prêts productifs dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) attribuable à la pandémie de COVID-19, ce qui a été contrebalancé en partie par la diminution des dotations liées aux prêts douteux attribuable à la hausse des recouvrements dans les secteurs de la technologie de l'information et des autres services. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont grimpé de 171 millions de dollars, ou 4 %, sous l'effet surtout de la hausse de la rémunération variable proportionnelle à celle des revenus donnant droit à commissions, de l'augmentation des coûts liés au personnel pour soutenir l'expansion des activités et des coûts liés à la technologie et des coûts connexes ainsi que de l'incidence du change. Ces facteurs ont été atténués par la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été pour l'essentiel compensée dans les revenus.

## Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les semestres clos les	
	30 avril 2020	31 janvier 2020	30 avril 2019	30 avril 2020	30 avril 2019
Revenus autres que d'intérêt					
Primes acquises, montant net	957 \$	1 350 \$	964 \$	2 307 \$	2 126 \$
Revenus de placement, profits (pertes) sur les actifs liés aux obligations des détenteurs des polices (1)	(796)	609	515	(187)	896
Honoraires	36	35	36	71	72
<b>Total des revenus</b>	<b>197</b>	<b>1 994</b>	<b>1 515</b>	<b>2 191</b>	<b>3 094</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>1</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>1</b>	<b>–</b>
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	(257)	1 535	1 077	1 278	2 206
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	80	79	83	159	179
Frais autres que d'intérêt	148	153	150	301	304
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>225</b>	<b>227</b>	<b>205</b>	<b>452</b>	<b>405</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>180 \$</b>	<b>181 \$</b>	<b>154 \$</b>	<b>361 \$</b>	<b>320 \$</b>
<b>Revenus par secteur d'activité</b>					
Assurances – Canada	(344)\$	1 383 \$	1 004 \$	1 039 \$	2 043 \$
Assurances – International	541	611	511	1 152	1 051
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	33,0 %	32,5 %	32,4 %	32,7 %	33,5 %
Primes et dépôts (2)	1 148 \$	1 542 \$	1 106 \$	2 690 \$	2 420 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance (1)	(953)	468	383	(485)	630

(1) Comprend les profits et pertes latents sur les placements adossés aux obligations des détenteurs de polices attribuables aux fluctuations des actifs désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

(2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur des assurances.

## Rendement financier

## Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019

Le bénéfice net s'est accru de 26 millions de dollars, ou 17 %, par rapport à il y a un an, en raison surtout de la hausse de la sinistralité favorable liée aux placements et des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité, en partie contrebalancée par l'incidence des ajustements actuariels et par le fait que les renégociations de contrats de réassurance fructueuses ont été moins avantageuses.

Le total des revenus s'est comprimé de 1 318 millions de dollars, ou 87 %, à cause principalement de l'incidence de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, ce qui est compensé en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous. La variation de la juste valeur a découlé surtout de l'élargissement des écarts, lequel a été neutralisé en partie par l'incidence du recul des taux d'intérêt au Canada.

Les revenus du secteur Assurances – Canada ont reculé de 1 348 millions de dollars en raison surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et de la baisse des ventes de rentes collectives, facteurs qui sont dans les deux cas compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous.

Les revenus du secteur Assurances – International ont monté de 30 millions de dollars, ou 6 %, du fait surtout que l'expansion des activités de réassurance du risque de longévité a été contrebalancée en partie par la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, facteurs qui sont dans les deux cas compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont fléchi de 1 337 millions de dollars, sous l'effet essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et du recul des ventes de rentes collectives. La hausse de la sinistralité favorable liée aux placements et l'incidence des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité ont également contribué au fléchissement précité. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'expansion des activités du secteur Assurances – International, par l'incidence des ajustements actuariels et par un repli des renégociations de contrats de réassurance fructueuses. Les coûts des sinistres sont restés relativement inchangés, car la hausse des sinistres liés à l'assurance voyage attribuable à la pandémie de COVID-19 a été annulée par l'amélioration des sinistres liés au portefeuille de rétrocession vie.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 2 millions de dollars, ou 1 %.

## Deuxième trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2020

Le bénéfice net a fléchi de 1 million de dollars, ou 1 %, en raison surtout de la hausse des coûts des sinistres liés à l'assurance voyage, de l'incidence du recul des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité et des ajustements actuariels défavorables. Ces facteurs ont été en bonne partie annulés par une hausse de la sinistralité favorable liée aux placements.

**Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019 (résultats semestriels)**

Le bénéfice net s'est accru de 41 millions de dollars, ou 13 %, par rapport à il y a un an, en raison surtout des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité et de la hausse de la sinistralité favorable liée aux placements. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le fait que les renégociations de contrats de réassurance fructueuses ont été moins avantageuses.

Le total des revenus a reculé de 903 millions de dollars, ou 29 %, sur un an, en raison surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, laquelle a été atténuée par l'expansion des activités de réassurance du risque de longévité, éléments tous deux compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont fléchi de 948 millions de dollars, ou 40 %, sous l'effet essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et de l'incidence de la hausse des nouveaux contrats de réassurance et de la sinistralité favorable liée aux placements. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'expansion des activités et par l'incidence moindre des renégociations de contrats de réassurance.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 3 millions de dollars, ou 1 %.

**Services aux investisseurs et de trésorerie**

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les semestres clos les	
	30 avril 2020	31 janvier 2020	30 avril 2019	30 avril 2020	30 avril 2019
Revenu net d'intérêt	74 \$	58 \$	(34)\$	132 \$	(65)\$
Revenus autres que d'intérêt	635	539	621	1 174	1 283
<b>Total des revenus</b>	<b>709</b>	<b>597</b>	<b>587</b>	<b>1 306</b>	<b>1 218</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	14	-	-	14	-
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	-	-	-	-	-
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>14</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>14</b>	<b>-</b>
Frais autres que d'intérêt	392	402	388	794	806
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>303</b>	<b>195</b>	<b>199</b>	<b>498</b>	<b>412</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>226 \$</b>	<b>143 \$</b>	<b>151 \$</b>	<b>369 \$</b>	<b>312 \$</b>
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	28,4 %	18,0 %	17,4 %	23,2 %	17,3 %
Moyenne des dépôts	194 700 \$	174 500 \$	173 900 \$	184 500 \$	172 900 \$
Moyenne des dépôts des clients	64 900	57 900	58 200	61 300	58 700
Moyenne des dépôts liés au financement de gros	129 800	116 600	115 700	123 200	114 200
Biens administrés (1)	4 037 700	4 308 200	4 307 800	4 037 700	4 307 800
Moyenne des biens administrés	4 292 800	4 286 200	4 271 000	4 289 500	4 230 500

(1) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

**Rendement financier****Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019**

Le bénéfice net s'est renforcé de 75 millions de dollars, ou 50 %, en raison surtout de la hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités.

Le total des revenus a augmenté de 122 millions de dollars, ou 21 %, du fait essentiellement de la hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités attribuable surtout à l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt dans le trimestre à l'étude et de l'augmentation des profits tirés de la vente de titres, facteurs en partie annulés par l'augmentation des coûts de financement liés à la liquidité de l'entreprise. L'accroissement des revenus attribuable à l'intensification des activités des clients de nos services d'administration d'actifs, elle-même entraînée par la volatilité accrue des marchés dans le trimestre à l'étude, a également contribué à cette progression.

Les frais autres que d'intérêt sont demeurés sensiblement les mêmes.

**Deuxième trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2020**

Le bénéfice net s'est amélioré de 83 millions de dollars, ou 58 %, ce qui s'explique essentiellement par la hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités attribuable à l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt dans le trimestre à l'étude et l'augmentation des profits tirés de la vente de titres, ce qui a été en partie annulé par l'augmentation des coûts de financement liés à la liquidité de l'entreprise. L'accroissement des revenus attribuable à l'intensification des activités des clients de nos services d'administration d'actifs, elle-même entraînée par la volatilité accrue des marchés dans le trimestre à l'étude, a également contribué à cette progression.

**Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019 (résultats semestriels)**

Le bénéfice net a monté de 57 millions de dollars, ou 18 %, en raison surtout de la hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités.

Le total des revenus a augmenté de 88 millions de dollars, ou 7 %, du fait essentiellement de la hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités attribuable surtout à l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt dans la période à l'étude et de l'augmentation des profits tirés de la vente de titres, facteurs en partie annulés par l'augmentation des coûts de financement liés à la liquidité de l'entreprise.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 12 millions de dollars, ou 1 %.

## Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les semestres clos les	
	30 avril 2020	31 janvier 2020	30 avril 2019	30 avril 2020	30 avril 2019
Revenu net d'intérêt (1), (2)	1 456 \$	1 161 \$	993 \$	2 617 \$	1 962 \$
Revenus autres que d'intérêt (1), (2)	857	1 387	1 176	2 244	2 305
<b>Total des revenus (1)</b>	<b>2 313</b>	<b>2 548</b>	<b>2 169</b>	<b>4 861</b>	<b>4 267</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	723	18	(23)	741	15
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	294	61	48	355	150
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>1 017</b>	<b>79</b>	<b>25</b>	<b>1 096</b>	<b>165</b>
Frais autres que d'intérêt	1 291	1 435	1 289	2 726	2 519
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>5</b>	<b>1 034</b>	<b>855</b>	<b>1 039</b>	<b>1 583</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>105 \$</b>	<b>882 \$</b>	<b>776 \$</b>	<b>987 \$</b>	<b>1 429 \$</b>
<b>Revenus par secteur d'activité</b>					
Grande entreprise et services de banque d'investissement	722 \$	1 141 \$	969 \$	1 863 \$	1 896 \$
Marchés mondiaux	1 694	1 450	1 235	3 144	2 462
Autres	(103)	(43)	(35)	(146)	(91)
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	1,5 %	15,1 %	13,6 %	8,3 %	12,2 %
Moyenne du total de l'actif	820 700 \$	716 000 \$	648 900 \$	767 800 \$	646 200 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	108 100	115 700	101 200	112 000	101 700
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	117 600	99 300	101 800	108 300	100 000
Moyenne des dépôts (2)	79 300	76 500	78 200	77 900	79 100
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,94 %	0,24 %	0,19 %	0,62 %	0,30 %

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	T2 2020 par rapport au T2 2019	T2 2020 par rapport au T1 2020	T2 2020 par rapport au T2 2019
<b>Augmentation (diminution) :</b>			
Total des revenus	35 \$	52 \$	9 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	23	35	22
Frais autres que d'intérêt	22	31	10
Bénéfice net	(5)	(7)	(17)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(3)%	(5)%	(1)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	- %	(1)%	- %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(1)%	(4)%	2 %

- (1) La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 30 avril 2020 s'est élevée à 132 millions de dollars (128 millions au 31 janvier 2020; 120 millions au 30 avril 2019) et, pour le semestre clos le 30 avril 2020, à 260 millions (227 millions au 30 avril 2019). Pour une analyse plus détaillée, voir la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation du rapport annuel 2019.
- (2) Depuis le quatrième trimestre de 2019, la composante intérêt et les intérêts courus à payer constatés sur certains dépôts comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net auparavant présentés dans les revenus tirés des activités de négociation et dans les dépôts, respectivement, sont présentés dans le revenu net d'intérêt et dans les autres passifs, respectivement. Les montants des périodes correspondantes ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.

## Rendement financier

## Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019

Le bénéfice net a reculé de 671 millions de dollars, ou 86 %, en raison essentiellement de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit attribuable surtout à l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les actifs productifs et à la hausse des dotations liées aux actifs dépréciés dans quelques secteurs. Le repli des revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement est également à l'origine de ce recul. Ces facteurs ont été atténués par la hausse des revenus du secteur Marchés mondiaux et par la diminution des impôts attribuable à une augmentation de la proportion du bénéfice dégagé dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés.

Le total des revenus s'est renforcé de 144 millions de dollars, ou 7 %.

Les revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement se sont repliés de 247 millions de dollars, ou 25 %, ce qui est principalement imputable à la diminution des revenus tirés de la négociation de titres à revenu fixe surtout lié aux réductions des souscriptions de prêts aux États-Unis et en Europe, sous l'effet de l'élargissement des écarts de taux.

Les revenus du secteur Marchés mondiaux ont grimpé de 459 millions de dollars, ou 37 %, ce qui a résulté de l'augmentation des revenus tirés de la négociation de titres à revenu fixe dans toutes les régions en raison surtout de l'intensification des activités des clients relativement aux produits liés aux taux et aux mises en pension de titres dans le contexte de forte volatilité des marchés du trimestre à l'étude. L'augmentation des revenus sous forme de commissions provenant d'actions au comptant attribuable à l'intensification des activités des clients est également à l'origine de cette progression. Les revenus du secteur Marchés mondiaux ont également été touchés par la baisse des revenus provenant de la négociation de titres de participation, surtout au Canada et en Europe, facteur en partie contrebalancé par l'augmentation des revenus provenant de la négociation de titres de participation aux États-Unis.

Les autres revenus ont baissé de 68 millions de dollars, ce qui rend essentiellement compte de la hausse des coûts de financement résiduels.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 992 millions de dollars en raison essentiellement de la hausse des dotations liées aux actifs productifs, laquelle s'explique surtout par la pandémie de COVID-19. L'accroissement des dotations liées aux prêts douteux a aussi contribué à l'augmentation, en raison surtout des dotations constituées pour le secteur du pétrole et du gaz qui reflètent la pression soutenue sur les prix du pétrole, ainsi que celles constituées pour le secteur de la consommation discrétionnaire, avec pour résultat une montée de 75 p.b. du ratio des prêts douteux. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt sont restés relativement inchangés.

### Deuxième trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2020

Le bénéfice net a reculé de 777 millions de dollars, ou 88 %, en raison essentiellement de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit attribuable surtout à l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les actifs productifs et de la hausse des dotations liées aux actifs dépréciés dans quelques secteurs. Le fléchissement des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans le secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement surtout lié aux réductions des souscriptions de prêts aux États-Unis et en Europe, ce qui reflète l'élargissement des écarts de taux et le repli des activités de fusion et acquisition, principalement aux États-Unis, ont également contribué au recul. Ces facteurs ont été atténués par une baisse de la rémunération découlant de résultats inférieurs et par une diminution des impôts attribuable à une augmentation de la proportion du bénéfice dégagé dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés. Le bénéfice net a également été touché par l'augmentation des revenus tirés de la négociation de titres à revenu fixe dans le secteur Marchés mondiaux au Canada et en Europe en raison de l'intensification des activités des clients, facteur contrebalancé en partie par la baisse des revenus tirés de la négociation de titres à revenu fixe aux États-Unis.

### Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a reculé de 442 millions de dollars, ou 31 %, en raison essentiellement de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit, laquelle a découlé surtout de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les actifs productifs et de la hausse des dotations liées aux actifs dépréciés dans quelques secteurs. Une hausse de la rémunération découlant de l'accroissement des revenus a également contribué au recul. Ces facteurs ont été atténués par une augmentation des revenus du secteur Marchés mondiaux.

Le total des revenus s'est renforcé de 594 millions de dollars, ou 14 %, grâce principalement à la hausse des revenus tirés de la négociation de titres à revenu fixe dans le secteur Marchés mondiaux pour toutes les régions ainsi qu'à l'intensification des activités d'origination de titres de créance et de fusion et acquisition, principalement en Amérique du Nord.

L'accroissement des activités de syndication de prêts aux États-Unis a également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le fléchissement des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans le secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement essentiellement lié aux réductions des souscriptions de prêts aux États-Unis et en Europe, ce qui reflète l'élargissement des écarts de taux, par la baisse des revenus tirés de la négociation de titres de participation dans toutes les régions, ainsi que par le repli des profits tirés de la vente de certains titres de placement.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 931 millions de dollars en raison essentiellement de la hausse des dotations liées aux actifs productifs attribuable à la pandémie de COVID-19. Une augmentation des dotations liées aux prêts douteux a également contribué à cette progression, ce qui a donné lieu à une hausse de 32 p.b. du ratio des prêts douteux, sous l'effet essentiellement des dotations constituées pour le secteur d'activité du pétrole et du gaz, qui reflètent la pression soutenue sur les prix du pétrole, et à l'égard du secteur de la consommation discrétionnaire au cours de l'exercice à l'étude, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par une dotation constituée pour le secteur d'activité des services publics au cours de l'exercice précédent. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont grimpé de 207 millions de dollars, ou 8 %, ce qui s'explique d'abord et avant tout par une hausse de la rémunération découlant de revenus supérieurs.

## Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2020	le 31 janvier 2020	le 30 avril 2019	le 30 avril 2020	le 30 avril 2019
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	49 \$	38 \$	23 \$	87 \$	54 \$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt (1)	(157)	(117)	(107)	(274)	(223)
<b>Total des revenus (1)</b>	<b>(108)</b>	<b>(79)</b>	<b>(84)</b>	<b>(187)</b>	<b>(169)</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1	–	(1)	1	(1)
Frais autres que d'intérêt	(5)	34	(2)	29	29
<b>Bénéfice net (perte nette) avant impôt (1)</b>	<b>(104)</b>	<b>(113)</b>	<b>(81)</b>	<b>(217)</b>	<b>(197)</b>
Charge (économie) d'impôt (1)	(118)	(107)	(96)	(225)	(236)
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>14 \$</b>	<b>(6)\$</b>	<b>15 \$</b>	<b>8 \$</b>	<b>39 \$</b>

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

En raison de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés pour ce secteur, nous estimons qu'une analyse comparative des périodes n'est pas utile. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Le total des revenus et la charge (l'économie) d'impôt de chaque période comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes et provenant des crédits d'impôt à l'investissement des États-Unis, qui est comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction des revenus a été compensé par une augmentation équivalente de la charge (l'économie) d'impôt.

Le montant de la majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 30 avril 2020 s'est établi à 132 millions de dollars, comparativement à 128 millions au trimestre précédent et à 120 millions un an plus tôt. Le montant de la majoration au montant imposable équivalent pour le semestre clos le 30 avril 2020 s'est établi à 260 millions de dollars, comparativement à 227 millions un an auparavant.

Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs, outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent déjà mentionnée, qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

### Deuxième trimestre de 2020

Le bénéfice net s'est établi à 14 millions de dollars, ce qui rend surtout compte des activités de gestion actif-passif, facteur atténué par le montant net des ajustements fiscaux défavorables.

### Premier trimestre de 2020

La perte nette s'est établie à 6 millions de dollars, ce qui rend surtout compte des coûts non affectés résiduels et du montant net des ajustements fiscaux défavorables, facteurs atténués par les activités de gestion actif-passif.

### Deuxième trimestre de 2019

Le bénéfice net a atteint 15 millions de dollars, ce qui est essentiellement imputable aux activités de gestion actif-passif, facteur neutralisé en partie par le montant net des ajustements fiscaux défavorables.

### Deuxième trimestre de 2020 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a été de 8 millions de dollars, ce qui provient en grande partie des activités de gestion actif-passif, facteur atténué par le montant net des ajustements fiscaux défavorables et des coûts non affectés résiduels.

### Deuxième trimestre de 2019 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a été de 39 millions de dollars, résultat qui reflète surtout les activités de gestion actif-passif.

## Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels subissent l'action de tendances et de facteurs récurrents divers, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux devises. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période).

### Résultats trimestriels <sup>(1)</sup>

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	2020		2019			2018		
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	4 400 \$	4 610 \$	4 568 \$	4 546 \$	4 333 \$	4 418 \$	4 364 \$	4 284 \$
Gestion de patrimoine	2 822	3 166	3 187	3 029	2 979	2 948	2 740	2 798
Assurances	197	1 994	1 153	1 463	1 515	1 579	1 039	1 290
Services aux investisseurs et de trésorerie	709	597	566	561	587	631	624	620
Marchés des Capitaux <sup>(2)</sup>	2 313	2 548	1 987	2 034	2 169	2 098	2 056	2 157
Services de soutien généraux <sup>(2)</sup>	(108)	(79)	(91)	(89)	(84)	(85)	(154)	(124)
<b>Total des revenus</b>	<b>10 333 \$</b>	<b>12 836 \$</b>	<b>11 370 \$</b>	<b>11 544 \$</b>	<b>11 499 \$</b>	<b>11 589 \$</b>	<b>10 669 \$</b>	<b>11 025 \$</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit	2 830	419	499	425	426	514	353	346
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	(177)	1 614	654	1 046	1 160	1 225	494	925
Frais autres que d'intérêt	5 942	6 378	6 319	5 992	5 916	5 912	5 882	5 858
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>1 738 \$</b>	<b>4 425 \$</b>	<b>3 898 \$</b>	<b>4 081 \$</b>	<b>3 997 \$</b>	<b>3 938 \$</b>	<b>3 940 \$</b>	<b>3 896 \$</b>
Impôt sur le résultat	257	916	692	818	767	766	690	787
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 481 \$</b>	<b>3 509 \$</b>	<b>3 206 \$</b>	<b>3 263 \$</b>	<b>3 230 \$</b>	<b>3 172 \$</b>	<b>3 250 \$</b>	<b>3 109 \$</b>
Bénéfice par action – de base	1,00 \$	2,41 \$	2,19 \$	2,23 \$	2,20 \$	2,15 \$	2,21 \$	2,10 \$
– dilué	1,00	2,40	2,18	2,22	2,20	2,15	2,20	2,10
Taux d'imposition effectif	14,8 %	20,7 %	17,8 %	20,0 %	19,2 %	19,5 %	17,5 %	20,2 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période	0,725 \$	0,760 \$	0,755 \$	0,754 \$	0,751 \$	0,749 \$	0,767 \$	0,767 \$

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

(2) Majoration au montant imposable équivalent. Pour une analyse plus détaillée, voir la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation du rapport annuel 2019.

## Fluctuations saisonnières

Des facteurs saisonniers pourraient se répercuter sur les résultats de certains trimestres. Le premier trimestre a été historiquement celui au cours duquel le secteur Marchés des Capitaux a affiché ses meilleurs résultats. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les autres, ce qui donne généralement lieu à une diminution du revenu net d'intérêt et de certains éléments de charges. Les troisième et quatrième trimestres comprennent les mois estivaux au cours desquels les activités des clients ralentissent, ce qui peut affaiblir les résultats des activités de courtage du secteur Marchés des Capitaux.

## Analyse des tendances

Le bénéfice a, de façon générale, été à la hausse au cours de la période. Cependant, le bénéfice du deuxième trimestre de 2020 reflète l'incidence de la pandémie de COVID-19 dans tous nos secteurs, ce qui se traduit principalement par une augmentation importante de la dotation à la provision pour pertes de crédit et des fluctuations des revenus en raison de la volatilité des marchés, y compris les taux d'intérêt et les écarts de taux, ainsi que de l'activité des clients. Les résultats du premier trimestre de 2019 avaient été affaiblis par des conditions de marché difficiles au début du trimestre. L'incidence du change a également influé sur le bénéfice trimestriel.

Une forte croissance des volumes depuis le début de la période a accru les revenus du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. L'élargissement des écarts tout au long de 2018 et au premier semestre de 2019 associé à la remontée des taux d'intérêt a été atténué par l'incidence soutenue des pressions concurrentielles sur les prix. La marge nette d'intérêt du secteur Services bancaires canadiens a généralement fléchi dans la dernière partie de la période, ce qui reflète surtout l'incidence des pressions concurrentielles. En outre, la Banque du Canada a abaissé ses taux de 150 p.b. au deuxième trimestre de 2020. Au cours de ce même trimestre, les résultats ont été affaiblis par la diminution des revenus sur cartes qu'a causée la baisse importante des volumes d'achats.

En règle générale, les revenus du secteur Gestion de patrimoine ont été en hausse essentiellement en raison de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, qui a bénéficié de l'appréciation des marchés et des ventes nettes. Le revenu net d'intérêt a également progressé pendant la majeure partie de la période, sous l'effet essentiellement de la croissance des volumes pendant la période et de l'incidence de l'augmentation des taux d'intérêt au début de la période. L'incidence des baisses de taux pratiquées par la Réserve fédérale a entraîné un rétrécissement des écarts dans la deuxième moitié de la période. Un profit à la vente des activités de BlueBay dans le secteur de la dette privée a favorisé la hausse au quatrième trimestre de 2019. La variation de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui est compensée en grande partie dans les frais autres que d'intérêt, a également accentué les fluctuations des revenus au cours de la période, y compris l'incidence accrue de la volatilité des marchés au deuxième trimestre de 2020. Cette volatilité des marchés au cours du deuxième trimestre de 2020 a également entraîné des variations défavorables des actifs liés aux services tarifés des clients ainsi que de la juste valeur des dérivés sur taux d'intérêt et des investissements du capital de démarrage.

Les revenus du secteur Assurances ont fluctué tout au long de la période, et ce, en raison surtout de l'incidence des variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, compensées en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Les revenus ont bénéficié de l'expansion des activités des secteurs Assurances – Canada et Assurances – International pendant la majeure partie de la période, à l'exception du fléchissement des ventes de rentes collectives, qui s'est répercuté sur les résultats de la majeure partie de la seconde moitié de la période.

Les revenus du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie ont, tout au long de la période, été touchés par les fluctuations des conditions de marché et des activités des clients. Les revenus tirés de nos activités de financement et de gestion des liquidités ont fluctué pendant toute la seconde moitié de la période en raison surtout des modifications des occasions sur le marché monétaire. Pendant la première moitié de 2019, nos services d'administration d'actifs avaient été marqués par des conditions de marché difficiles. Alors que, en règle générale, la deuxième moitié de la période est caractérisée par un ralentissement des activités des clients et un repli des marges sur les dépôts des clients, le deuxième trimestre de 2020 a été favorisé par les fluctuations des taux d'intérêt et la plus grande volatilité des marchés, laquelle a contribué à intensifier les activités des clients.

Les revenus du secteur Marchés des Capitaux dépendent fortement des conditions de marché qui influent sur les activités des clients dans nos secteurs Grande entreprise et services de banque d'investissement et Marchés mondiaux et les résultats du premier trimestre sont généralement meilleurs que ceux des autres. Quant au recul enregistré au quatrième trimestre de 2018, il a découlé surtout de la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe. Les activités des clients en 2019 ont été touchées par les conditions de marché difficiles, ce qui s'est traduit par un repli des revenus tirés des frais bancaires d'investissement dans l'ensemble du secteur. Les conditions de marché difficiles ont également eu comme conséquence le repli des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans pratiquement toute la seconde moitié de la période. Au premier trimestre de 2020, les conditions de marché ont été plus favorables et les activités des clients se sont intensifiées, ce qui a donné lieu à une hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et à une intensification des activités de fusion et acquisition. La volatilité accrue des marchés au deuxième trimestre de 2020 a eu pour effet d'intensifier les activités des clients, ce qui a été plus que compensé par la réduction des revenus tirés de la négociation de titres à revenu fixe, y compris l'incidence des réductions des souscriptions de prêts.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs a varié au cours de la période puisqu'elle est touchée par les conditions macroéconomiques, la croissance des volumes, les changements dans la qualité du crédit et les changements apportés aux modèles, la pandémie de COVID-19 ayant entraîné un accroissement considérable des dotations au cours du deuxième trimestre de 2020. Les dotations à la provision pour pertes de crédit liées aux actifs dépréciés ont été moins élevées et les recouvrements ont été plus élevés dans quelques secteurs pour la deuxième moitié de 2018, bien que les résultats du quatrième trimestre de 2018 aient subi les conséquences de la restructuration de portefeuilles à la Barbade.

Après des conditions de crédit généralement favorables, les pertes de crédit sont revenues à un niveau plus habituel vers la fin de 2019, même si, au premier trimestre de 2020, les dotations liées aux prêts douteux ont diminué dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine. Au deuxième trimestre de 2020, les dotations liées aux prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux ont augmenté pour les secteurs du pétrole et du gaz et de la consommation discrétionnaire.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont subi des fluctuations trimestrielles puisqu'ils reflètent la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et l'expansion des activités, dont l'incidence des ventes de rentes collectives, facteurs qui sont en grande partie compensés dans les revenus. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont également fluctué du fait de la sinistralité liée aux placements et des coûts des sinistres au cours de la période, le deuxième trimestre de 2020 ayant subi l'incidence de la hausse des demandes de remboursement de frais de voyage en lien avec la pandémie de COVID-19. Depuis la fin de 2018, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont été touchés positivement par les renégociations de contrats de réassurance fructueuses. Les ajustements actuariels, qui surviennent habituellement au quatrième trimestre de l'exercice, ont également influé sur les résultats au chapitre des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Même si nous continuons de porter une attention soutenue à nos activités de gestion de l'efficacité, les frais autres que d'intérêt ont été à la hausse pendant la majeure partie de la période. La croissance de ces frais rend surtout compte de l'accroissement des coûts afin de soutenir l'expansion des activités et de nos investissements continus dans la technologie et coûts connexes, notamment le numérique, ainsi que de la hausse des coûts liés au personnel, ce qui inclut la rémunération variable. L'augmentation constatée au quatrième trimestre de 2019 reflète les indemnités de départ et coûts connexes associés au repositionnement de notre secteur Services aux investisseurs et de trésorerie. Le deuxième trimestre de 2020 a été touché par l'incidence qu'a eue la volatilité des marchés sur la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondés sur des actions aux États-Unis, qui a été largement compensée dans les revenus ainsi que par la baisse de la rémunération variable découlant de résultats inférieurs.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, et ce, en raison surtout de divers niveaux d'ajustements fiscaux et des changements dans la composition du bénéfice. Les résultats du premier trimestre de 2019 tenaient compte d'une réduction de valeur des actifs d'impôt différé par suite d'un changement apporté au taux d'imposition des sociétés à la Barbade. Au deuxième trimestre de 2020, ce taux a diminué, ce qui s'explique essentiellement par le fait que, par rapport à la baisse globale des bénéficiaires, une plus grande partie du bénéfice exonéré d'impôts et du bénéfice a été dégagée dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés.

## Situation financière

### Bilans résumés

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	30 avril 2020	31 octobre 2019
<b>Actif</b>		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	98 777 \$	26 310 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	48 398	38 345
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable (1)	269 941	249 004
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	325 534	306 961
Prêts		
Prêts de détail	435 409	426 086
Prêts de gros	243 269	195 870
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(5 230)	(3 100)
Autres – Dérivés	140 807	101 560
– Autres (2)	118 777	87 899
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 675 682 \$</b>	<b>1 428 935 \$</b>
<b>Passif</b>		
Dépôts	1 009 447 \$	886 005 \$
Autres – Dérivés	144 710	98 543
– Autres (2)	426 711	350 947
Débitures subordonnées	9 774	9 815
<b>Total du passif</b>	<b>1 590 642</b>	<b>1 345 310</b>
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires</b>	<b>84 935</b>	<b>83 523</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	105	102
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>85 040</b>	<b>83 625</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 675 682 \$</b>	<b>1 428 935 \$</b>

(1) Inclut les titres de placement et les titres de négociation.

(2) Les postes Autres – Autres dans les actifs et passifs comprennent respectivement l'actif net des fonds distincts ou le passif net des fonds distincts.

### Deuxième trimestre de 2020 par rapport au quatrième trimestre de 2019

Le total de l'actif a augmenté de 247 milliards de dollars, ou 17 %, par rapport au 31 octobre 2019. De cette hausse, une tranche de 30 milliards de dollars était attribuable à l'incidence du change.

La trésorerie et les montants à recevoir de banques ont grimpé de 72 milliards de dollars, ou 275 %, sous l'effet essentiellement de l'augmentation des dépôts auprès de banques centrales, ce qui rend compte de nos activités de gestion de la trésorerie et des liquidités à court terme dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

Les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques ont monté de 10 milliards de dollars, ou 26 %, résultat qui provient surtout de la hausse des dépôts auprès de banques centrales, ce qui reflète nos activités de gestion de la trésorerie et des liquidités dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

Les titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, ont progressé de 21 milliards de dollars, ou 8 %, en raison surtout de la hausse des titres de créance d'État, rendant essentiellement compte de nos activités de gestion des liquidités et de l'incidence du change. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une diminution des titres de participation détenus à des fins de transaction qui rend compte de la conjoncture défavorable.

Les actifs achetés en vertu de conventions de revente et les titres empruntés se sont accrus de 19 milliards de dollars, ou 6 %, et ce, en raison principalement de l'incidence du change, de l'intensification des activités des clients et de la diminution de la compensation financière.

Les prêts (déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts) se sont accrus de 55 milliards de dollars, ou 9 %, en raison surtout de la croissance des volumes de prêts de gros qui a servi, en partie, à aider nos clients au cours de cette situation sans précédent. La croissance des volumes de prêts hypothécaires résidentiels et l'incidence du change ont également accentué l'augmentation.

Les actifs dérivés ont monté de 39 milliards de dollars, ou 39 %, grâce principalement à la hausse de la juste valeur des contrats de change et des contrats de taux d'intérêt.

Les autres actifs ont grimpé de 31 milliards de dollars, ou 35 %, en raison essentiellement de l'augmentation des soldes de garanties en trésorerie et d'un accroissement du montant comptabilisé au titre des locaux et du matériel ayant résulté de l'adoption d'IFRS 16. L'augmentation des exigences liées aux marges et l'incidence du change ont également accentué la hausse.

Le total du passif a crû de 245 milliards de dollars, ou 18 %. De cette hausse, une tranche de 30 milliards de dollars était attribuable au change.

Les dépôts ont augmenté de 123 milliards de dollars, ou 14 %, en raison essentiellement de la hausse des dépôts des entreprises et de ceux de détail qui a résulté de l'intensification des activités des clients. L'incidence du change et l'augmentation des dépôts bancaires ont également contribué à la hausse.

Les passifs dérivés ont monté de 46 milliards de dollars, ou 47 %, grâce principalement à la hausse de la juste valeur des contrats de change et des contrats de taux d'intérêt.

Les autres passifs ont augmenté de 76 milliards de dollars, ou 22 %, du fait principalement de la hausse des obligations liées aux conventions de rachat, hausse reflétant l'intensification des activités de financement et le repli de la compensation financière. L'incidence du change, l'augmentation des obligations locatives découlant de l'adoption d'IFRS 16 et l'accroissement des obligations liées aux titres vendus à découvert sont autant de facteurs qui ont contribué à l'augmentation.

Le total des capitaux a augmenté de 1 milliard de dollars, ou 2 %.

## Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas inscrites dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, des fonds propres et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Il peut s'agir en l'occurrence de transactions avec des entités structurées et de l'émission de garanties. Ces transactions donnent lieu à des risques divers tels que les risques de marché, de crédit, et de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2020.

Ce qui suit constitue une mise à jour de nos transactions hors bilan importantes qui sont décrites aux pages 52 à 54 de notre rapport annuel 2019.

## Participations dans des entités structurées non consolidées

### *Conduits multicédants gérés par RBC*

Nous administrons des conduits multicédants qui servent principalement à titriser des actifs financiers de nos clients. Notre risque de perte maximal aux termes des transactions a essentiellement trait aux facilités de garantie de liquidité et de rehaussement partiel de crédit consentis aux conduits. Au 30 avril 2020, le total de l'actif des conduits multicédants se chiffrait à 42,3 milliards de dollars (37,2 milliards au 31 octobre 2019) et notre risque de perte maximal s'établissait à 43,2 milliards (37,9 milliards au 31 octobre 2019). La variation reflète l'incidence du change et une intensification des activités de titrisation depuis le 31 octobre 2019, surtout en ce qui concerne les catégories d'actifs des prêts automobiles et crédit-bail automobile et des créances sur matériel.

Au 30 avril 2020, le total du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par les conduits s'élevait à 28,2 milliards de dollars (23,8 milliards de dollars au 31 octobre 2019). Les agences de notation qui attribuent des notations au PCAA ont accordé à 100 % de son total une notation parmi les plus élevées (100 % au 31 octobre 2019).

## Gestion du risque

## Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité possible ou la réticence d'un débiteur à s'acquitter de ses obligations contractuelles au moment opportun. Le risque de crédit peut découler directement du risque de défaillance d'un débiteur principal, indirectement d'un débiteur secondaire, d'un risque hors bilan, d'un risque de crédit éventuel ou d'un risque transactionnel.

Notre cadre de gestion du risque de crédit ainsi que les politiques qui le sous-tendent ont pour objet de définir clairement les rôles et les responsabilités, les pratiques acceptables, les limites et les contrôles clés. Aucun changement important n'a été apporté à notre cadre de gestion du risque de crédit, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2019.

## Risque de crédit par portefeuille, par secteur et par secteur géographique

Le tableau qui suit présente notre risque de crédit conformément aux catégories réglementaires définies par l'accord de Bâle et reflète notre exposition en cas de défaillance (ECD). Le classement de nos secteurs cadre avec notre vision du risque de crédit par secteur.

(en millions de dollars canadiens)	Aux						31 janvier 2020	Risque total
	30 avril 2020							
	Risque de crédit (1)			Risque de contrepartie (2)				
	Montant au bilan	Montant hors bilan (3)		Mise en pension de titres		Risque total		
	Engagements inutilisés	Autres (4)		Dérivés				
<b>Prêts de détail</b>								
Prêts résidentiels garantis (5)	325 460 \$	85 590 \$	– \$	– \$	– \$	411 050 \$	403 152 \$	
Prêts renouvelables admissibles (6)	24 858	67 389	–	–	–	92 247	91 656	
Autres prêts de détail	63 277	13 201	70	–	–	76 548	75 353	
<b>Total des prêts de détail</b>	<b>413 595 \$</b>	<b>166 180 \$</b>	<b>70 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>	<b>579 845 \$</b>	<b>570 161 \$</b>	
<b>Prêts de gros</b>								
Exploitations agricoles	9 559 \$	1 748 \$	48 \$	– \$	139 \$	11 494 \$	11 198 \$	
Industrie automobile	13 157	5 715	319	–	974	20 165	17 949	
Services bancaires	37 659	1 867	573	44 094	20 910	105 103	106 230	
Consommation discrétionnaire	18 965	7 735	733	–	593	28 026	25 187	
Biens de consommation de base	7 006	6 595	545	–	1 317	15 463	14 127	
Pétrole et gaz	9 402	10 939	1 688	–	1 555	23 584	21 161	
Services financiers	33 012	21 753	2 933	111 292	21 192	190 182	193 281	
Produits de financement	3 728	870	545	311	753	6 207	5 129	
Produits forestiers	1 589	660	102	–	68	2 419	2 411	
Administrations publiques	231 575	8 190	1 513	32 585	7 610	281 473	163 053	
Produits industriels	9 685	8 221	660	–	898	19 464	16 784	
Technologie de l'information	8 080	5 217	251	–	2 127	15 675	14 303	
Placements	17 668	2 787	392	11	453	21 311	20 521	
Mines et métaux	3 046	3 370	868	–	340	7 624	6 833	
Travaux publics et infrastructure	2 091	1 462	421	–	226	4 200	4 063	
Immobilier et autres	68 921	12 961	1 355	–	1 256	84 493	80 086	
Autres services	27 911	10 765	996	28	2 019	41 719	39 903	
Télécommunications et médias	7 790	6 934	87	–	1 798	16 609	16 476	
Transport	8 306	5 296	1 833	–	2 613	18 048	15 440	
Services publics	12 155	17 538	4 504	–	5 274	39 471	33 728	
Autres secteurs	1 759	258	3	32	15 341	17 393	21 779	
<b>Total des prêts de gros</b>	<b>533 064 \$</b>	<b>140 881 \$</b>	<b>20 369 \$</b>	<b>188 353 \$</b>	<b>87 456 \$</b>	<b>970 123 \$</b>	<b>829 642 \$</b>	
<b>Risque total (7)</b>	<b>946 659 \$</b>	<b>307 061 \$</b>	<b>20 439 \$</b>	<b>188 353 \$</b>	<b>87 456 \$</b>	<b>1 549 968 \$</b>	<b>1 399 803 \$</b>	
<b>Par secteur géographique (8)</b>								
Canada	632 572 \$	239 475 \$	10 407 \$	77 920 \$	38 589 \$	998 963 \$	912 174 \$	
États-Unis	214 250	49 738	8 947	45 774	20 857	339 566	297 411	
Europe	61 136	15 622	950	54 699	22 350	154 757	133 376	
Autres pays	38 701	2 226	135	9 960	5 660	56 682	56 842	
<b>Risque total (7)</b>	<b>946 659 \$</b>	<b>307 061 \$</b>	<b>20 439 \$</b>	<b>188 353 \$</b>	<b>87 456 \$</b>	<b>1 549 968 \$</b>	<b>1 399 803 \$</b>	

(1) L'ECD liée aux expositions standards est présentée déduction faite de la correction de valeur des actifs dépréciés, et l'ECD associée aux expositions fondées sur des notations internes est présentée avant déduction de la correction de valeur pour pertes de crédit et des sorties du bilan partielles, conformément aux définitions données dans la réglementation.

(2) L'ECD associée au risque de contrepartie reflète le risque calculé après compensation. Dans le cas des mises en pension, les sûretés sont prises en compte dans l'ECD dans la mesure autorisée par les lignes directrices réglementaires.

(3) L'ECD au titre des engagements de crédit inutilisés et d'autres montants hors bilan est présentée après application des facteurs de conversion de crédit.

(4) Inclut les autres éléments hors bilan, telles les lettres de crédit et les garanties.

(5) Inclut les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette.

(6) Inclut les prêts sur cartes de crédit, les marges de crédit non garanties ainsi que les produits de protection contre les découverts.

(7) Ne tient pas compte de la titrisation, des titres de participation du portefeuille d'intermédiation bancaire ni des autres actifs qui ne sont pas assujettis à l'approche standard ou à celle fondée sur les notations internes. Ne tient pas non plus compte des risques auxquels nous sommes exposés par l'intermédiaire du Paycheck Protection Program instauré par le gouvernement des États-Unis au deuxième trimestre de 2020. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Faits nouveaux importants : la COVID-19 du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2020.

(8) Le profil géographique est déterminé en fonction du pays de résidence de l'emprunteur.

## Deuxième trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2020

Le risque de crédit total a augmenté de 150 milliards de dollars, ou 11 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique essentiellement par l'augmentation des dépôts auprès de banques centrales, la croissance des volumes de prêts et acceptations et l'incidence favorable du change.

Le risque de crédit lié aux prêts de détail a grimpé de 10 milliards de dollars, ou 2 %, ce qui est surtout attribuable à la croissance du volume du portefeuille de prêts résidentiels garantis.

Le risque de crédit lié aux prêts de gros a augmenté de 140 milliards de dollars, ou 17 %, résultat qui tient principalement à l'augmentation des dépôts auprès de banques centrales qui reflète nos activités de gestion de la trésorerie et des liquidités à court terme et la croissance des volumes de prêts et acceptations pour soutenir les clients de différents secteurs d'activité dans le contexte de la pandémie de COVID-19. L'incidence favorable du change a aussi contribué à l'augmentation.

Sur le plan géographique, notre risque de crédit est demeuré sensiblement le même qu'au trimestre précédent. Notre risque lié au Canada, aux États-Unis, à l'Europe et aux autres pays s'est établi respectivement à 64 %, 22 %, 10 % et 4 % (respectivement à 65 %, 21 %, 10 % et 4 % au 31 janvier 2020).

## Risque net lié à l'Europe par pays, par type d'actif et par type de client (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Aux								31 janvier 2020
	30 avril 2020								
	Type d'actif				Type de client				
Prêts en cours	Titres (3)	Mise en pension de titres	Dérivés	Institutions financières	Organismes souverains	Grandes entreprises	Total	Total	
Royaume-Uni	9 841 \$	17 231 \$	2 509 \$	5 640 \$	14 820 \$	10 684 \$	9 717 \$	35 221 \$	29 029 \$
Allemagne	2 328	7 953	28	623	6 348	1 708	2 876	10 932	8 592
France	1 900	11 764	4	229	1 227	11 014	1 656	13 897	10 559
<b>Total Royaume-Uni, Allemagne, France</b>	<b>14 069 \$</b>	<b>36 948 \$</b>	<b>2 541 \$</b>	<b>6 492 \$</b>	<b>22 395 \$</b>	<b>23 406 \$</b>	<b>14 249 \$</b>	<b>60 050 \$</b>	<b>48 180 \$</b>
Irlande	898 \$	95 \$	394 \$	60 \$	625 \$	24 \$	798 \$	1 447 \$	1 368 \$
Italie	115	85	–	5	61	72	72	205	497
Portugal	–	20	–	–	10	–	10	20	48
Espagne	408	315	–	67	302	17	471	790	525
<b>Total – pays périphériques</b>	<b>1 421 \$</b>	<b>515 \$</b>	<b>394 \$</b>	<b>132 \$</b>	<b>998 \$</b>	<b>113 \$</b>	<b>1 351 \$</b>	<b>2 462 \$</b>	<b>2 438 \$</b>
Luxembourg	2 591 \$	8 408 \$	59 \$	62 \$	1 672 \$	7 915 \$	1 533 \$	11 120 \$	10 844 \$
Pays-Bas	1 731	922	28	621	915	–	2 387	3 302	2 650
Norvège	124	1 949	45	48	1 889	90	187	2 166	2 185
Suède	348	1 595	–	20	937	634	392	1 963	3 048
Suisse	842	4 117	161	350	747	3 832	891	5 470	4 381
Autres	2 098	2 085	102	213	1 471	1 164	1 863	4 498	4 498
<b>Total – Autres pays d'Europe</b>	<b>7 734 \$</b>	<b>19 076 \$</b>	<b>395 \$</b>	<b>1 314 \$</b>	<b>7 631 \$</b>	<b>13 635 \$</b>	<b>7 253 \$</b>	<b>28 519 \$</b>	<b>27 606 \$</b>
<b>Risque net lié à l'Europe (4), (5)</b>	<b>23 224 \$</b>	<b>56 539 \$</b>	<b>3 330 \$</b>	<b>7 938 \$</b>	<b>31 024 \$</b>	<b>37 154 \$</b>	<b>22 853 \$</b>	<b>91 031 \$</b>	<b>78 224 \$</b>

(1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Les risques sont calculés selon la juste valeur, déduction faite de la valeur des sûretés, lesquelles représentent 149,6 milliards de dollars donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres (157,6 milliards au 31 janvier 2020) et 13,0 milliards à l'égard des dérivés (10,2 milliards au 31 janvier 2020).

(3) Les titres comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 5,9 milliards de dollars (8,7 milliards au 31 janvier 2020), des dépôts de 33,1 milliards (27,6 milliards au 31 janvier 2020) et des titres d'emprunt comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de 17,5 milliards (13,7 milliards au 31 janvier 2020).

(4) Exclut un risque de 2,7 milliards de dollars (2,5 milliards au 31 janvier 2020) lié aux organismes supranationaux, surtout au Luxembourg.

(5) Reflète une tranche de 2,0 milliards de dollars au titre de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont généralement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché (2,6 milliards au 31 janvier 2020).

## Deuxième trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2020

Le risque de crédit net lié à l'Europe a augmenté de 12,8 milliards de dollars, ou 16 %, par rapport au trimestre précédent, et ce, en raison surtout de l'augmentation des dépôts auprès des banques centrales en France et au Royaume-Uni, de la croissance des volumes accrue dans la plupart de l'Europe ainsi que de la hausse des dérivés, principalement au Royaume-Uni.

Notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises en Europe est géré à l'échelle mondiale, et les normes en matière de souscription reflètent la même approche que celle adoptée au Canada et aux États-Unis pour ce qui est de l'utilisation de notre bilan. Le montant de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts se chiffrait à 220 millions de dollars pour le trimestre. Le montant brut des prêts douteux s'est chiffré à 285 millions de dollars, le ratio du montant brut des prêts douteux ayant augmenté de 62 p.b. par rapport au dernier trimestre pour s'établir à 123 p.b., et ce, principalement dans quelques secteurs.

**Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés)**

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Les tableaux ci-après présentent la répartition par secteur géographique.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 30 avril 2020					
	Prêts hypothécaires résidentiels				Marges de crédit sur valeur nette	
	Assurés (1)		Non assurés		Total	Total
<b>Secteur géographique (2)</b>						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	7 819 \$	52 %	7 321 \$	48 %	15 140 \$	1 749 \$
Québec	12 966	37	22 519	63	35 485	3 347
Ontario	37 360	28	98 325	72	135 685	16 228
Alberta	20 811	53	18 540	47	39 351	6 075
Saskatchewan et Manitoba	9 068	48	9 731	52	18 799	2 238
Colombie-Britannique et territoires	14 635	27	39 794	73	54 429	8 023
<b>Total – Canada (3)</b>	<b>102 659 \$</b>	<b>34 %</b>	<b>196 230 \$</b>	<b>66 %</b>	<b>298 889 \$</b>	<b>37 660 \$</b>
États-Unis (4)	1	–	19 926	100	19 927	1 815
Autres pays (4)	1	–	3 107	100	3 108	1 374
<b>Total – Autres pays</b>	<b>2 \$</b>	<b>– %</b>	<b>23 033 \$</b>	<b>100 %</b>	<b>23 035 \$</b>	<b>3 189 \$</b>
<b>Total</b>	<b>102 661 \$</b>	<b>32 %</b>	<b>219 263 \$</b>	<b>68 %</b>	<b>321 924 \$</b>	<b>40 849 \$</b>

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 janvier 2020					
	Prêts hypothécaires résidentiels				Marges de crédit sur valeur nette	
	Assurés (1)		Non assurés		Total	Total
<b>Secteur géographique (2)</b>						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	7 658 \$	51 %	7 352 \$	49 %	15 010 \$	1 795 \$
Québec	12 120	35	22 894	65	35 014	3 387
Ontario	35 339	27	97 354	73	132 693	16 173
Alberta	20 474	53	18 452	47	38 926	6 152
Saskatchewan et Manitoba	8 842	49	9 335	51	18 177	2 286
Colombie-Britannique et territoires	14 370	27	38 972	73	53 342	8 018
<b>Total – Canada (3)</b>	<b>98 803 \$</b>	<b>34 %</b>	<b>194 359 \$</b>	<b>66 %</b>	<b>293 162 \$</b>	<b>37 811 \$</b>
États-Unis (4)	–	–	18 098	100	18 098	1 644
Autres pays (4)	6	–	2 938	100	2 944	1 366
<b>Total – Autres pays</b>	<b>6 \$</b>	<b>– %</b>	<b>21 036 \$</b>	<b>100 %</b>	<b>21 042 \$</b>	<b>3 010 \$</b>
<b>Total</b>	<b>98 809 \$</b>	<b>31 %</b>	<b>215 395 \$</b>	<b>69 %</b>	<b>314 204 \$</b>	<b>40 821 \$</b>

- (1) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaillance auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.
- (2) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
- (3) Le total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 299 milliards de dollars (293 milliards au 31 janvier 2020) comprend essentiellement des prêts hypothécaires résidentiels de 274 milliards (268 milliards au 31 janvier 2020) et des prêts hypothécaires commerciaux de 7 milliards (7 milliards au 31 janvier 2020), dont une tranche de 4 milliards (4 milliards au 31 janvier 2020) est garantie, tous dans le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que des prêts hypothécaires résidentiels de 18 milliards (18 milliards au 31 janvier 2020) dans le secteur Marchés des Capitaux, qui sont détenus à des fins de titrisation.
- (4) Les marges de crédit sur valeur nette comprennent les prêts à terme garantis par des prêts hypothécaires résidentiels.

Les marges de crédit sur valeur nette ne sont pas assurées et sont présentées dans les prêts aux particuliers. Au 30 avril 2020, les marges de crédit sur valeur nette du secteur Services bancaires canadiens se chiffraient à 38 milliards de dollars (38 milliards au 31 janvier 2020).

### Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement

Le tableau ci-après présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents.

Période d'amortissement	Aux					
	30 avril 2020			31 janvier 2020		
	Canada	États-Unis et autres pays	Total	Canada	États-Unis et autres pays	Total
25 ans ou moins	78 %	35 %	75 %	72 %	36 %	69 %
De 25 à 30 ans	22	65	25	24	64	27
De 30 à 35 ans	–	–	–	3	–	3
Plus de 35 ans	–	–	–	1	–	1
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

### Ratio prêt-valeur moyen

Le tableau ci-après présente un sommaire du ratio prêt-valeur moyen des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio RBC® par secteur géographique.

Secteur géographique (3)	Pour les trimestres clos				Pour le semestre clos	
	le 30 avril 2020		le 31 janvier 2020		le 30 avril 2020	
	Non assurés		Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC® (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC® (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC® (2)
Provinces de l'Atlantique	74 %	76 %	74 %	74 %	74 %	75 %
Québec	72	73	72	73	72	73
Ontario	71	68	71	67	71	68
Alberta	73	72	72	71	73	72
Saskatchewan et Manitoba	74	75	74	75	74	75
Colombie-Britannique et territoires	68	66	68	65	68	65
États-Unis	72	n.s.	73	n.s.	73	n.s.
Autres pays	67	n.s.	71	n.s.	69	n.s.
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période (4), (5)	71 %	69 %	71 %	68 %	71 %	68 %
<b>Total du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens (6)</b>	<b>58 %</b>	<b>50 %</b>	<b>58 %</b>	<b>50 %</b>	<b>58 %</b>	<b>50 %</b>

(1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio RBC®.

(2) Les produits de la gamme Marge Proprio RBC® comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(3) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

(4) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio RBC® sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors de l'origination.

(5) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio RBC®, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio RBC® divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

(6) Pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'indice composite de prix des maisons Teranet – Banque Nationale.

n.s. non significatif

## Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Les tableaux et analyses suivants, qui portent sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit, fournissent de l'information sur les prêts, lesquels englobent les prêts, les acceptations et les engagements, ainsi que sur les autres actifs financiers.

### Dotation à la provision pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2020	le 31 janvier 2020	le 30 avril 2019	le 30 avril 2020	le 30 avril 2019
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 687 \$	343 \$	385 \$	2 030 \$	732 \$
Gestion de patrimoine	87	(2)	30	85	56
Marchés des Capitaux	950	80	27	1 030	170
Services de soutien généraux et autres	10	–	(1)	10	(1)
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit – prêts</b>	<b>2 734 \$</b>	<b>421 \$</b>	<b>441 \$</b>	<b>3 155 \$</b>	<b>957 \$</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit – autres actifs financiers</b>	<b>96</b>	<b>(2)</b>	<b>(15)</b>	<b>94</b>	<b>(17)</b>
<b>Total de la dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>2 830 \$</b>	<b>419 \$</b>	<b>426 \$</b>	<b>3 249 \$</b>	<b>940 \$</b>
La dotation à la provision pour pertes de crédit comprend ce qui suit :					
Prêts de détail	725 \$	34 \$	30 \$	759 \$	63 \$
Prêts de gros	1 396	49	(24)	1 445	36
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs</b>	<b>2 121 \$</b>	<b>83 \$</b>	<b>6 \$</b>	<b>2 204 \$</b>	<b>99 \$</b>
Prêts de détail	281 \$	271 \$	258 \$	552 \$	527 \$
Prêts de gros	332	67	177	399	331
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>613 \$</b>	<b>338 \$</b>	<b>435 \$</b>	<b>951 \$</b>	<b>858 \$</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit – prêts</b>	<b>2 734 \$</b>	<b>421 \$</b>	<b>441 \$</b>	<b>3 155 \$</b>	<b>957 \$</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations</b>	<b>1,65 %</b>	<b>0,26 %</b>	<b>0,29 %</b>	<b>0,96 %</b>	<b>0,32 %</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations</b>	<b>0,37 %</b>	<b>0,21 %</b>	<b>0,29 %</b>	<b>0,29 %</b>	<b>0,28 %</b>

### Information supplémentaire par secteur géographique (1)

Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	9 \$	10 \$	6 \$	19 \$	16 \$
Prêts aux particuliers	138	129	116	267	237
Prêts sur cartes de crédit	139	137	122	276	238
Prêts aux petites entreprises	14	12	9	26	14
Prêts de détail	300	288	253	588	505
Prêts de gros	76	6	113	82	154
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>376 \$</b>	<b>294 \$</b>	<b>366 \$</b>	<b>670 \$</b>	<b>659 \$</b>
États-Unis					
Prêts de détail	2 \$	(2)\$	1 \$	– \$	3 \$
Prêts de gros	178	55	48	233	158
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>180 \$</b>	<b>53 \$</b>	<b>49 \$</b>	<b>233 \$</b>	<b>161 \$</b>
Autres pays					
Prêts de détail	(21)\$	(15)\$	4 \$	(36)\$	19 \$
Prêts de gros	78	6	16	84	19
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>57 \$</b>	<b>(9)\$</b>	<b>20 \$</b>	<b>48 \$</b>	<b>38 \$</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>613 \$</b>	<b>338 \$</b>	<b>435 \$</b>	<b>951 \$</b>	<b>858 \$</b>

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

### Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a été de 2 830 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de 2 734 millions de dollars, en hausse de 2 293 millions par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui a découlé essentiellement de l'augmentation des dotations des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à 165 p.b., en hausse de 136 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs qui a totalisé 2 121 millions de dollars s'est accrue de 2 115 millions, ce qui rend surtout compte de la hausse des dotations des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine attribuable à la pandémie de COVID-19.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux qui a totalisé 613 millions de dollars s'est accrue de 178 millions, ce qui a découlé surtout de la hausse des dotations du secteur Marchés des Capitaux, atténuée par le recul des dotations des Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers s'est établie à 96 millions de dollars, en hausse de 111 millions, ce qui reflète majoritairement l'augmentation des dotations du secteur Marchés des Capitaux causée surtout par la pandémie de COVID-19.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'est accrue de 1 302 millions de dollars, et ce, en raison surtout de la hausse des dotations liées aux prêts productifs dans nos portefeuilles du secteur Services bancaires canadiens, tel qu'il a été précisé ci-dessus. L'augmentation des dotations liées aux prêts douteux de nos portefeuilles de détail du secteur Services bancaires canadiens a été plus que compensée par la diminution des dotations liées aux prêts douteux de nos portefeuilles de prêts aux entreprises des secteurs Services bancaires canadiens et Services bancaires dans les Antilles, puisque, un an plus, les dotations constituées pour les secteurs d'activité des travaux publics et infrastructure et des technologies de l'information étaient plus élevées.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 57 millions de dollars, du fait surtout de la hausse des dotations liées aux prêts productifs dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), comme il est décrit plus haut.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 923 millions de dollars, ce qui reflète principalement la hausse des dotations liées aux prêts productifs, tel qu'il est indiqué ci-dessus. La hausse des dotations liées aux prêts douteux a également contribué à l'augmentation, et ce, en raison surtout des dotations constituées pour le secteur du pétrole et du gaz qui reflètent la pression soutenue sur les prix du pétrole, ainsi que celles constituées pour le secteur de la consommation discrétionnaire.

### **Deuxième trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2020**

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de 2 734 millions de dollars, en hausse de 2 313 millions par rapport au trimestre précédent, ce qui a découlé essentiellement de l'augmentation des dotations des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de 165 p.b., ayant augmenté de 139 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs, d'un montant de 2 121 millions de dollars, s'est accrue de 2 038 millions, ce qui rend essentiellement compte de l'augmentation des dotations des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine attribuable à la pandémie de COVID-19.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux, soit 613 millions de dollars, a augmenté de 275 millions en raison surtout de la hausse des dotations des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers s'est établie à 96 millions de dollars, en hausse de 98 millions, ce qui reflète principalement l'accroissement des dotations du secteur Marchés des Capitaux causé surtout par la pandémie de COVID-19.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'est accrue de 1 344 millions de dollars, et ce, en raison surtout de la hausse des dotations liées aux prêts productifs dans nos portefeuilles du secteur Services bancaires canadiens, tel qu'il a été précisé ci-dessus. L'augmentation des dotations liées aux prêts douteux de nos portefeuilles du secteur Services bancaires canadiens a également contribué à la hausse.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 89 millions de dollars, du fait principalement de la hausse des dotations liées aux prêts productifs dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), comme il est décrit plus haut.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 870 millions de dollars, ce qui reflète essentiellement la hausse des dotations liées aux prêts productifs, tel qu'il est indiqué ci-dessus. L'accroissement des dotations liées aux prêts douteux a également contribué à l'augmentation, et ce, en raison surtout des dotations constituées pour le secteur du pétrole et du gaz qui reflètent la pression soutenue sur les prix du pétrole, ainsi que celles constituées pour le secteur de la consommation discrétionnaire.

### **Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019 (résultats semestriels)**

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a été de 3 249 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de 3 155 millions de dollars, en hausse de 2 198 millions par rapport à l'exercice précédent, ce qui a découlé essentiellement de l'augmentation des dotations des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de 96 p.b., ayant augmenté de 64 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs, d'un montant de 2 204 millions de dollars, s'est accrue de 2 105 millions, ce qui rend essentiellement compte de l'augmentation des dotations des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine attribuable à la pandémie de COVID-19.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux qui s'est chiffrée à 951 millions de dollars s'est accrue de 93 millions, ce qui a découlé de la hausse des dotations du secteur Marchés des Capitaux, hausse atténuée par le recul des dotations des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers s'est établie à 94 millions de dollars, en hausse de 111 millions, ce qui reflète principalement l'accroissement des dotations du secteur Marchés des Capitaux causé surtout par la pandémie de COVID-19.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'est accrue de 1 298 millions de dollars, et ce, en raison surtout de la hausse des dotations liées aux prêts productifs dans nos portefeuilles du secteur Services bancaires canadiens, tel qu'il a été précisé ci-dessus. L'augmentation des dotations liées aux prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens a été plus qu'annulée par la diminution des dotations liées aux prêts douteux de nos portefeuilles de prêts aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens et de nos portefeuilles du secteur Services bancaires dans les Antilles, les chiffres de l'exercice précédent reflétant une hausse des dotations inscrites pour les secteurs d'activité des travaux publics et infrastructure et des technologies de l'information.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 29 millions de dollars, du fait essentiellement de la hausse des dotations liées aux prêts productifs dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), comme il est décrit plus haut. Ce facteur a été annulé en partie par le recul des dotations liées aux prêts douteux causé par un accroissement des recouvrements dans les secteurs d'activité des technologies de l'information et des autres services.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 860 millions de dollars, ce qui reflète principalement la hausse des dotations liées aux prêts productifs, tel qu'il est indiqué ci-dessus. L'augmentation des dotations liées aux prêts douteux a également contribué à la hausse, et ce, en raison surtout des dotations constituées pour le secteur du pétrole et du gaz qui reflètent la pression soutenue sur les prix du pétrole, ainsi que celles constituées pour le secteur de la consommation discrétionnaire au cours de l'exercice considéré. Ces facteurs ont été atténués par une dotation inscrite pour le secteur des services publics à l'exercice précédent.

### Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux		
	30 avril 2020	31 janvier 2020	30 avril 2019
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 637 \$	1 689 \$	1 786 \$
Gestion de patrimoine	329	344	243
Marchés des Capitaux	1 563	903	1 013
Services de soutien généraux et autres	–	–	–
<b>Total du montant brut des prêts douteux</b>	<b>3 529 \$</b>	<b>2 936 \$</b>	<b>3 042 \$</b>
Canada (1)			
Prêts de détail	832 \$	816 \$	763 \$
Prêts de gros	625	709	630
Montant brut des prêts douteux	1 457	1 525	1 393
États-Unis (1)			
Prêts de détail	31 \$	31 \$	31 \$
Prêts de gros	1 311	793	969
Montant brut des prêts douteux	1 342	824	1 000
Autres pays (1)			
Prêts de détail	211 \$	235 \$	324 \$
Prêts de gros	519	352	325
Montant brut des prêts douteux	730	587	649
<b>Total du montant brut des prêts douteux</b>	<b>3 529 \$</b>	<b>2 936 \$</b>	<b>3 042 \$</b>
Prêts douteux, solde au début de la période	2 936 \$	2 976 \$	2 782 \$
Classés comme douteux au cours de la période (nouveaux prêts douteux) (2)	1 308	713	1 162
Remboursements nets (2)	(253)	(304)	(129)
Montants sortis du bilan	(423)	(399)	(501)
Autres (2), (3)	(39)	(50)	(272)
Prêts douteux, solde à la fin de la période	3 529 \$	2 936 \$	3 042 \$
<b>Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations</b>			
Total du montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,51 %	0,45 %	0,49 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,34 %	0,36 %	0,40 %
Services bancaires canadiens	0,28 %	0,29 %	0,29 %
Services bancaires dans les Antilles	3,84 %	4,46 %	6,23 %
Gestion de patrimoine	0,40 %	0,48 %	0,38 %
Marchés des Capitaux	1,19 %	0,89 %	0,99 %

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires canadiens sont généralement attribuées aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux prêts de nouveau productifs, aux remboursements nets, aux prêts vendus et aux écarts de change et autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés. Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires dans les Antilles sont généralement attribuées aux remboursements nets et aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux prêts de nouveau productifs, aux prêts vendus et aux écarts de change et autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés.

(3) Tient compte des prêts de nouveau productifs pour la période, des recouvrements au titre des prêts et avances sortis du bilan précédemment, des prêts vendus et des écarts de change et autres variations.

### Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019

Le total du montant brut des prêts douteux s'est chiffré à 3 529 millions de dollars, en hausse de 487 millions, ou 16 %, par rapport à l'exercice précédent, et le ratio total du montant brut des prêts douteux, à savoir 51 p.b., a augmenté de 2 p.b., ce qui rend compte de l'accroissement des prêts douteux dans les secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine, contrebalancé en partie par le repli des prêts douteux dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 149 millions de dollars, ou 8 %, en raison de la baisse des prêts douteux dans les portefeuilles de prêts aux entreprises des secteurs Services bancaires dans les Antilles et Services bancaires canadiens, en partie contrebalancée par l'augmentation des prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine s'est accru de 86 millions de dollars, ou 35 %, ce qui est en bonne partie attribuable à l'augmentation des prêts douteux dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), en particulier dans le secteur des biens de consommation de base.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 550 millions de dollars, ou 54 %, en raison essentiellement de la hausse des prêts douteux dans quelques secteurs d'activité, notamment ceux de la consommation discrétionnaire et du pétrole et du gaz, ce qui a été atténué par le recul des prêts douteux dans le secteur des services publics.

## Deuxième trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2020

Le total du montant brut des prêts douteux a augmenté de 593 millions de dollars, ou 20 %, par rapport au trimestre précédent, et le ratio total du montant brut des prêts douteux, à savoir 51 p.b., a augmenté de 6 p.b., ce qui rend compte de l'accroissement des prêts douteux dans le secteur Marchés des Capitaux, contrebalancé en partie par le repli des prêts douteux dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 52 millions de dollars, ou 3 %, en raison de la baisse des prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts aux entreprises des secteurs Services bancaires canadiens et Services bancaires dans les Antilles, en partie contrebalancée par l'augmentation des prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a diminué de 15 millions de dollars, ou 4 %, ce qui reflète essentiellement la baisse des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), dans le secteur d'activité de la consommation discrétionnaire, baisse qui a été atténuée par la hausse des prêts douteux dans le secteur d'activité des biens de consommation de base.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 660 millions de dollars, ou 73 %, en raison essentiellement de la hausse des prêts douteux dans les secteurs d'activité du pétrole et du gaz et de la consommation discrétionnaire.

## Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Aux		
	30 avril 2020	31 janvier 2020	30 avril 2019
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	4 102 \$	2 714 \$	2 692 \$
Gestion de patrimoine	336	254	218
Marchés des Capitaux	1 415	501	378
Services de soutien généraux et autres	12	2	2
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts</b>	<b>5 865 \$</b>	<b>3 471 \$</b>	<b>3 290 \$</b>
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers</b>	<b>118</b>	<b>43</b>	<b>56</b>
<b>Total de la correction de valeur pour pertes de crédit</b>	<b>5 983 \$</b>	<b>3 514 \$</b>	<b>3 346 \$</b>
La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts comprend ce qui suit :			
Prêts de détail	2 635 \$	1 910 \$	1 818 \$
Prêts de gros	2 158	746	677
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs</b>	<b>4 793 \$</b>	<b>2 656 \$</b>	<b>2 495 \$</b>
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>1 072</b>	<b>815</b>	<b>795</b>

## Information supplémentaire par secteur géographique (1)

Canada			
Prêts de détail	216 \$	200 \$	169 \$
Prêts de gros	207	153	192
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	423 \$	353 \$	361 \$
États-Unis			
Prêts de détail	2 \$	2 \$	– \$
Prêts de gros	279	159	141
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	281 \$	161 \$	141 \$
Autres pays			
Prêts de détail	117 \$	129 \$	169 \$
Prêts de gros	251	172	124
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	368 \$	301 \$	293 \$
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>1 072 \$</b>	<b>815 \$</b>	<b>795 \$</b>

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

### Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019

Le total de la correction de valeur pour pertes de crédit s'est établi à 5 983 millions de dollars, en hausse de 2 637 millions, ou 79 %, par rapport à l'exercice précédent, ce qui reflète essentiellement une augmentation de 2 575 millions de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs, d'un montant de 4 793 millions de dollars, s'est accrue de 2 298 millions par rapport à celle de l'exercice précédent, ce qui rend essentiellement compte de l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine attribuable à la pandémie de COVID-19.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux, d'un montant de 1 072 millions de dollars, a augmenté de 277 millions par rapport à il y a un an, en raison de l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Marchés des Capitaux, contrebalancée en partie par la diminution de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. L'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens a été plus que compensée par le recul de la correction de valeur pour pertes de crédit dans nos portefeuilles de prêts aux entreprises des secteurs Services bancaires dans les Antilles et Services bancaires canadiens.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers, d'un montant de 118 millions de dollars, s'est accrue de 62 millions par rapport à celle d'il y a un an, ce qui rend essentiellement compte de l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Marchés des Capitaux, principalement attribuable à la pandémie de COVID-19.

### Deuxième trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2020

Le total de la correction de valeur pour pertes de crédit s'est établi à 5 983 millions de dollars, en hausse de 2 469 millions, ou 70 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète une augmentation de 2 394 millions de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs, d'un montant de 4 793 millions de dollars, s'est accrue de 2 137 millions par rapport à celle du trimestre précédent, ce qui rend essentiellement compte de l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine attribuable à la pandémie de COVID-19.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux, d'un montant de 1 072 millions de dollars, a augmenté de 257 millions par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Marchés des Capitaux.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers, d'un montant de 118 millions de dollars, s'est accrue de 75 millions par rapport à celle du trimestre précédent, ce qui rend essentiellement compte de l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Marchés des Capitaux, principalement attribuable à la pandémie de COVID-19.

Pour plus de détails, se reporter à la note 5 de nos états financiers résumés.

### Risque de marché

Le risque de marché s'entend de l'incidence des prix du marché sur notre situation financière, notamment les profits ou les pertes potentiels découlant des fluctuations de variables déterminées par le marché telles que les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les prix des marchandises, les taux de change et les volatilités implicites. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de marché depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2019. Nous continuons de gérer les contrôles et les procédures de gouvernance qui servent à nous assurer que les risques de marché auxquels nous sommes exposés cadrent avec les contraintes relatives à l'appétit pour le risque établies par le Conseil d'administration. Ces contrôles prévoient des plafonds relatifs aux mesures fondées sur des probabilités utilisées pour déterminer les pertes potentielles des positions liées aux activités de négociation, telles que la valeur à risque (« VAR ») et la valeur à risque en période de tensions (« VAR en période de tensions »).

Des contrôles du risque de marché sont aussi mis en place pour gérer le risque de taux d'intérêt structurel découlant de produits bancaires traditionnels. Les facteurs qui contribuent au risque de taux d'intérêt structurel incluent la non-concordance des dates de modification futures des taux des actifs et des passifs, les modifications relatives des taux des actifs et des passifs, et les caractéristiques des produits qui pourraient avoir une incidence sur le calendrier prévu des flux de trésorerie, telles que les options de remboursement anticipé de prêts ou de remboursement des dépôts à terme avant leur échéance contractuelle. Afin d'assurer la surveillance et le contrôle du risque de taux d'intérêt structurel, nous évaluons deux principaux paramètres financiers, soit le risque lié au revenu net d'intérêt et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, en fonction de divers chocs et scénarios touchant le marché. Pour plus de détails sur notre approche de gestion du risque de marché, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2019. Il n'y a eu aucun changement important à la méthode de mesure du risque de taux d'intérêt structurel ni aux contrôles et plafonds relatifs à cette mesure, depuis ceux décrits dans notre rapport annuel 2019.

## Évaluations du risque de marché – Positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

### VAR et VAR en période de tensions

Le tableau ci-après présente les données ayant trait à la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2020				31 janvier 2020		30 avril 2019	
	Pour le trimestre clos à cette date				Pour le trimestre clos à cette date		Pour le trimestre clos à cette date	
	Aux	Moyenne	Haut	Bas	Aux	Moyenne	Aux	Moyenne
Titres de participation	55 \$	39 \$	64 \$	13 \$	22 \$	20 \$	14 \$	15 \$
Change	3	3	5	2	3	2	4	4
Marchandises	5	3	5	2	1	2	1	1
Taux d'intérêt (1)	132	61	178	12	13	13	15	13
Risque de crédit spécifique (2)	6	6	7	5	6	5	5	5
Effet de diversification (3)	(15)	(20)	n.s.	n.s.	(18)	(17)	(21)	(18)
<b>VAR liée à la gestion du risque de marché (4)</b>	<b>186 \$</b>	<b>92 \$</b>	<b>232 \$</b>	<b>20 \$</b>	<b>27 \$</b>	<b>25 \$</b>	<b>18 \$</b>	<b>20 \$</b>
<b>VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché (4)</b>	<b>139 \$</b>	<b>147 \$</b>	<b>228 \$</b>	<b>75 \$</b>	<b>95 \$</b>	<b>84 \$</b>	<b>86 \$</b>	<b>96 \$</b>

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2020				30 avril 2019	
	Pour le semestre clos à cette date				Pour le semestre clos à cette date	
	Aux	Moyenne	Haut	Bas	Aux	Moyenne
Titres de participation	55 \$	30 \$	64 \$	13 \$	14 \$	18 \$
Change	3	3	5	1	4	5
Marchandises	5	2	5	1	1	2
Taux d'intérêt (1)	132	37	178	11	15	15
Risque de crédit spécifique (2)	6	5	7	4	5	5
Effet de diversification (3)	(15)	(19)	n.s.	n.s.	(21)	(18)
<b>VAR liée à la gestion du risque de marché (5)</b>	<b>186 \$</b>	<b>58 \$</b>	<b>232 \$</b>	<b>18 \$</b>	<b>18 \$</b>	<b>27 \$</b>
<b>VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché (5)</b>	<b>139 \$</b>	<b>115 \$</b>	<b>228 \$</b>	<b>72 \$</b>	<b>86 \$</b>	<b>110 \$</b>

(1) Le risque lié à l'écart de taux général et le risque lié à l'écart de financement associé aux dérivés non garantis sont inclus dans la VAR liée aux taux d'intérêt.

(2) Le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(3) La VAR liée à la gestion du risque de marché est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification du portefeuille.

(4) La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché et la moyenne de la VAR en période de tensions du trimestre clos le 30 avril 2020 comprenaient des montants respectifs de 41 millions de dollars et de 41 millions (1 million et 5 millions au 31 janvier 2020; néant et 2 millions au 30 avril 2019), relativement aux engagements de souscription de prêts, le montant restant étant lié à notre portefeuille de négociation principal.

(5) La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché et la moyenne de la VAR en période de tensions du semestre clos le 30 avril 2020 comprenaient des montants respectifs de 21 millions de dollars et de 23 millions (1 million et 4 millions au 30 avril 2019), relativement aux engagements de souscription de prêts, le montant restant étant lié à notre portefeuille de négociation principal.

n.s. non significatif

La période utilisée pour calculer la VAR comprend les deux derniers exercices pour lesquels il existe des données de marché équipondérées et pour lesquels les calculs sont révisés au moins une fois par mois. La période utilisée pour le calcul de la VAR en avril 2020 inclut les turbulences du marché en mars 2020. Elle reflète donc une perte potentielle plus importante que l'estimation de la VAR en période de tensions, qui porte actuellement sur une période couvrant la crise financière mondiale de 2008. Au troisième trimestre de 2020, la VAR en période de tensions sera mise à jour pour refléter la volatilité du marché observée au deuxième trimestre de 2020.

### Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 92 millions de dollars, en hausse de 72 millions, et la moyenne de la VAR en période de tensions, soit 147 millions, a augmenté de 51 millions par rapport à il y a un an en raison surtout de l'élargissement des écarts de taux et de l'incidence de la volatilité des marchés importante au cours du trimestre considéré. Cette situation a eu une incidence tant sur les engagements de souscription de prêts que sur les portefeuilles de titres à revenu fixe et d'actions.

### Deuxième trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2020

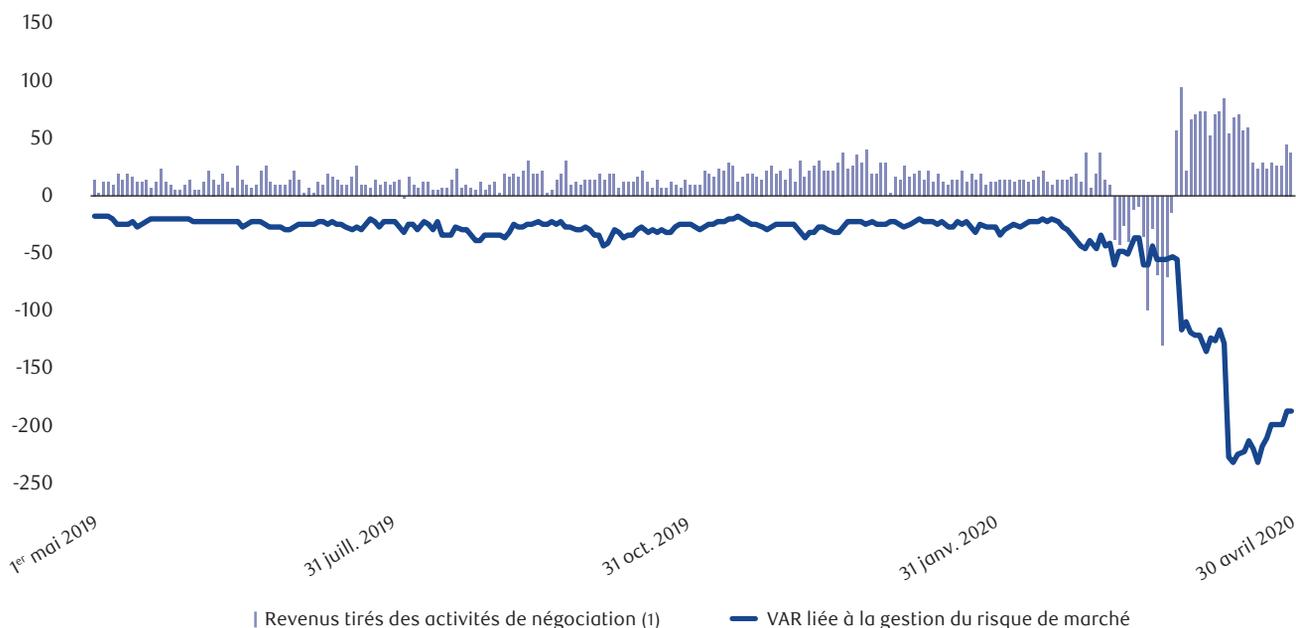
La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 92 millions de dollars, en hausse de 67 millions, et la moyenne de la VAR en période de tensions, soit 147 millions, a augmenté de 63 millions par rapport au trimestre précédent en raison surtout de l'élargissement des écarts de taux et de l'incidence de la volatilité des marchés importante au cours du trimestre considéré. Cette situation a eu une incidence tant sur les engagements de souscription de prêts que sur les portefeuilles de titres à revenu fixe et d'actions.

## Deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019 (résultats semestriels)

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 58 millions de dollars, en hausse de 31 millions de dollars, et la moyenne de la VAR en période de tensions, à savoir 115 millions, a augmenté de 5 millions par rapport à il y a un an, hausses qui reflètent essentiellement les facteurs ci-dessus.

Le graphique ci-après illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens (graphique à barres), ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché (graphique linéaire). Nous avons subi une perte de négociation nette de 13 jours au cours du trimestre clos le 30 avril 2020 en raison de la volatilité des marchés importante au cours du trimestre considéré. Quatre de ces pertes de négociation nettes sont supérieures à la VAR. Nous n'avons subi aucune perte de négociation nette au cours du trimestre clos le 31 janvier 2020.

Revenus tirés des activités de négociation (1) et VAR (en millions de dollars canadiens)



(1) Tient compte des engagements de souscription de prêts.

### Évaluations du risque de marché – Actifs et passifs de RBC Assurances®

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Au 30 avril 2020, nous détenons des actifs à l'appui de passifs d'assurance de 11,4 milliards de dollars (12,3 milliards au 31 janvier 2020).

### Évaluations du risque de marché – Sensibilités au risque de taux d'intérêt structurel

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt sur notre bilan structurel d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 p.b. des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres prévus sur une période de 12 mois, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Dans le cas de scénarios de baisse des taux, des taux planchers sont appliqués, et ceux-ci sont établis en fonction des mouvements de taux à l'échelle mondiale. Les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur les risques de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et des mesures prises par la direction.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2020						31 janvier 2020		30 avril 2019	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (1)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (2)	Total	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (2)	Total				
<b>Incidence avant impôt d'une :</b>										
augmentation des taux de 100 p.b.	(1 465)\$	(243)\$	(1 708)\$	566 \$	135 \$	701 \$	(1 564)\$	468 \$	(1 112)\$	469 \$
diminution des taux de 100 p.b.	1 292	167	1 459	(571)	(155)	(726)	1 143	(627)	505	(612)

(1) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

(2) Représente l'incidence sur le risque de taux d'intérêt structurel des portefeuilles détenus par City National et nos services bancaires aux États-Unis.

Au 30 avril 2020, un choc immédiat et soutenu constituant une diminution de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 726 millions de dollars sur notre revenu net d'intérêt, en hausse par rapport à 627 millions au trimestre précédent. Un choc immédiat et soutenu constituant une augmentation de 100 p.b. au 30 avril 2020 aurait eu une incidence négative de 1 708 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux propres de la banque, en hausse par rapport à 1 564 millions au trimestre précédent. D'un trimestre à l'autre, la variation de la sensibilité du revenu net d'intérêt est essentiellement attribuable à la croissance des dépôts, conjuguée à l'incidence négligeable de la baisse des taux, alors que la variation de la valeur économique des capitaux propres résulte surtout de la croissance du bilan structurel. Pendant le deuxième trimestre de 2020, le risque de taux d'intérêt structurel, le risque lié au revenu net d'intérêt et celui lié à la valeur économique des capitaux propres sont demeurés dans les limites approuvées.

### **Évaluations du risque de marché concernant les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs**

#### **Titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global**

Les titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global que nous détenons s'établissaient à 89,0 milliards de dollars au 30 avril 2020, comparativement à 77,5 milliards au trimestre précédent. Nous détenons des titres d'emprunt comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global principalement à des fins de placement, ainsi que de gestion du risque de liquidité et de couverture du risque de taux d'intérêt liés à nos activités bancaires autres que de négociation dans notre bilan. Au 30 avril 2020, notre portefeuille de titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global était sensible aux fluctuations des taux d'intérêt, les autres éléments du résultat global pourraient ainsi subir l'incidence d'une variation de valeur avant impôt de 8 millions de dollars, ce qui correspondait à la variation de la valeur des titres découlant d'une augmentation parallèle d'un (1) point de base des rendements. Le portefeuille nous exposait également au risque lié à l'écart de taux, lequel représentait une variation de valeur avant impôt de 25 millions de dollars, ce qui correspondait à la variation de la valeur découlant de l'élargissement d'un (1) point de base des écarts de taux. La valeur des titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel au 30 avril 2020 s'établissait à 11,5 milliards de dollars. Nos titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global comprenaient également des positions en capitaux propres de 0,5 milliard de dollars au 30 avril 2020, contre 0,5 milliard au trimestre précédent.

#### **Risque de change lié aux activités autres que de négociation**

Le risque de change correspond à l'incidence défavorable possible des fluctuations des taux de change sur le bénéfice et la valeur économique. Nos revenus, nos charges et notre bénéfice libellés en devises autres que le dollar canadien sont assujettis aux fluctuations de la moyenne du dollar canadien par rapport à la moyenne de chacune de ces devises. Notre exposition la plus importante concerne le dollar américain, en raison des activités que nous exerçons aux États-Unis et de nos autres opérations conclues en dollars américains. Nous sommes également considérablement exposés à la livre sterling et à l'euro, du fait de nos activités dans ces monnaies à l'échelle mondiale. L'appréciation ou la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou à l'euro pourrait accroître ou contracter, selon le cas, la valeur convertie de nos revenus, charges et bénéfices libellés en devises et avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation. Nous sommes aussi exposés au risque de change découlant de nos placements dans des établissements étrangers. Dans le cas des placements en titres de participation qui ne font pas l'objet d'une opération de couverture, lorsque le dollar canadien s'apprécie par rapport à d'autres monnaies, les pertes de change latentes sur les placements étrangers nets donnent lieu à une diminution de nos capitaux propres, par l'entremise des autres composantes des capitaux propres, et à une réduction de la valeur convertie de l'actif pondéré en fonction des risques relativement aux actifs libellés en devises. La situation inverse se produit lorsque le dollar canadien se déprécie par rapport à des devises. Nous tenons donc compte de ces répercussions lorsque nous déterminons le niveau approprié de nos placements dans des établissements étrangers qui doivent faire l'objet d'une opération de couverture.

#### **Dérivés liés aux activités autres que de négociation**

Nous avons aussi recours à des dérivés pour couvrir les risques de marché non liés à nos activités de négociation. Le cas échéant, nous choisissons d'appliquer à leur égard la comptabilité de couverture. Ces dérivés sont pris en compte dans notre évaluation du risque de taux d'intérêt structurel et dans d'autres évaluations du risque de marché concernant les activités internes autres que de négociation. Nous avons recours à des swaps de taux d'intérêt pour gérer notre risque lié au taux d'intérêt structurel ainsi que pour les activités de financement et d'investissement. Nous avons aussi recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir la variation de la juste valeur de certains instruments à taux fixe. Nous utilisons également des dérivés de change pour gérer le risque relativement aux placements en titres de capitaux propres dans des filiales qui sont libellés en devises, particulièrement ceux qui sont libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros.

Pour plus de détails sur l'application de la comptabilité de couverture et l'utilisation de dérivés aux fins des activités de couverture, se reporter aux notes 2 et 8 de nos états financiers consolidés annuels de 2019.

**Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan**

Les tableaux ci-après illustrent le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ce qui illustre la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes évaluations du risque.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2020			
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		Risque principal lié aux activités autres que de négociation
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
<b>Actifs exposés au risque de marché</b>				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	98 777 \$	– \$	98 777 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	48 398	33 794	14 604	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	135 778	125 087	10 691	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	134 163	–	134 163	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	325 534	271 679	53 855	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	435 409	8 045	427 364	Taux d'intérêt
Prêts de gros	243 269	8 258	235 011	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(5 230)	–	(5 230)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts	1 743	–	1 743	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	140 807	136 597	4 210	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	106 392	6 112	100 280	Taux d'intérêt
<b>Actifs non exposés au risque de marché (3)</b>	<b>10 642</b>			
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 675 682 \$</b>	<b>589 572 \$</b>	<b>1 075 468 \$</b>	
<b>Passifs exposés au risque de marché</b>				
Dépôts	1 009 447 \$	123 955 \$	885 492 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts	1 743	–	1 743	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	40 347	40 347	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	278 605	265 708	12 897	Taux d'intérêt
Dérivés	144 710	141 353	3 357	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	91 499	11 049	80 450	Taux d'intérêt
Débitures subordonnées	9 774	–	9 774	Taux d'intérêt
<b>Passifs non exposés au risque de marché (4)</b>	<b>14 517</b>			
<b>Total du passif</b>	<b>1 590 642 \$</b>	<b>582 412 \$</b>	<b>993 713 \$</b>	
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>85 040 \$</b>			
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 675 682 \$</b>			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions et les simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances® et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent un montant de 10 642 millions de dollars au titre des immobilisations corporelles et d'autres actifs.

(4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 14 517 millions de dollars.

Au 31 janvier 2020				
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		Risque principal lié aux activités autres que de négociation
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
(en millions de dollars canadiens)				
<b>Actifs exposés au risque de marché</b>				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	34 120 \$	– \$	34 120 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	31 331	19 166	12 165	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	145 015	134 046	10 969	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	121 652	–	121 652	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	324 187	261 216	62 971	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	430 841	7 285	423 556	Taux d'intérêt
Prêts de gros	202 238	8 901	193 337	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(3 139)	–	(3 139)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts	1 788	–	1 788	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	93 982	91 622	2 360	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	82 679	5 315	77 364	Taux d'intérêt
<b>Actifs non exposés au risque de marché (3)</b>	<b>11 610</b>			
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 476 304 \$</b>	<b>527 551 \$</b>	<b>937 143 \$</b>	
<b>Passifs exposés au risque de marché</b>				
Dépôts	902 284 \$	95 918 \$	806 366 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts	1 788	–	1 788	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 624	35 624	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	254 391	247 170	7 221	Taux d'intérêt
Dérivés	94 611	92 527	2 084	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	81 258	9 107	72 151	Taux d'intérêt
Débitures subordonnées	9 269	–	9 269	Taux d'intérêt
<b>Passifs non exposés au risque de marché (4)</b>	<b>13 018</b>			
<b>Total du passif</b>	<b>1 392 243 \$</b>	<b>480 346 \$</b>	<b>898 879 \$</b>	
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>84 061 \$</b>			
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 476 304 \$</b>			

- (1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions et les simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.
- (2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances® et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- (3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent un montant de 11 610 millions de dollars au titre des immobilisations corporelles et d'autres actifs.
- (4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 13 018 millions de dollars.

## Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement (risque de liquidité) est le risque que nous ne soyons pas en mesure de générer en temps opportun et de façon rentable la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à nos engagements lorsqu'ils deviennent exigibles. Le risque de liquidité résulte de la non-concordance de l'échéancier et de la valeur des flux de trésorerie, en ce qui concerne tant les éléments figurant au bilan que ceux hors bilan.

Notre cadre de gestion du risque de liquidité est structuré de manière à nous procurer les liquidités suffisantes pour satisfaire aux engagements courants et éventuels en temps normal et en période de crise. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de liquidité décrit dans notre rapport annuel 2019.

Nous continuons de maintenir une position de liquidité et de financement qui est appropriée aux fins de l'exécution de notre stratégie. Le risque de liquidité auquel nous sommes exposés demeure largement dans les limites de notre appétit pour le risque.

Conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité révisée, l'exigence minimale pour le ratio de liquidité à long terme prescrite par le BSIF, soit 100 %, est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Le ratio de liquidité à long terme est établi en fonction des caractéristiques de liquidité et du profil des échéances de nos actifs, passifs et autres éléments hors bilan et vise à atténuer le risque de financement structurel en exigeant des banques qu'elles conservent un excédent de liquidités à long terme disponibles. Nous ne prévoyons pas avoir de difficulté à nous conformer à cette exigence. La publication du ratio de liquidité à long terme consolidé et de ses principales composantes sera obligatoire à compter du 31 janvier 2021 pour les banques canadiennes d'importance systémique intérieure.

Au deuxième trimestre de 2020, les gouvernements et agences gouvernementales ont instauré et également assoupli leurs critères d'admissibilité aux programmes de financement déjà en place et ont annoncé l'ajout de nouveaux programmes afin de fournir plus de liquidité aux banques. En plus de ces programmes, le BSIF a annoncé une série de mesures réglementaires et a communiqué des directives supplémentaires pour aider les banques à se concentrer sur leurs efforts de résilience et favoriser la stabilité du système financier. Ces mesures fournissent une souplesse accrue pour les activités de prêts puisqu'elles autorisent les banques à se situer en deçà du seuil réglementaire en utilisant les réserves disponibles qui dépassent notre ratio de liquidité à court terme réglementaire minimal et des modifications temporaires des limites, y compris celles utilisées pour les obligations couvertes et ajustements des mesures de liquidité.

### Réserve de liquidités

Notre réserve de liquidités est constituée d'actifs liquides non grevés disponibles ainsi que de facilités de crédit non engagées et inutilisées consenties par des banques centrales auxquelles nous pouvons accéder dans des circonstances exceptionnelles, dans la mesure où certaines conditions préalables établies par les diverses banques centrales (p. ex., la Banque du Canada, la Réserve fédérale, la Banque d'Angleterre et la Banque de France) sont respectées.

Les actifs liquides non grevés représentent à différents degrés une source de financement à laquelle nous pouvons rapidement avoir accès. Les actifs non grevés représentent l'écart entre le total des actifs et les actifs grevés, qu'ils figurent au bilan ou non. En revanche, à l'égard du risque de liquidité, les actifs grevés ne sont pas considérés comme une source de liquidités disponibles.

Notre capacité inutilisée en matière de financement de gros, laquelle est évaluée régulièrement, pourrait constituer une autre source de liquidités pour atténuer des périodes de tensions, mais nous ne la prenons pas en considération pour le calcul de la réserve de liquidités.

	Au 30 avril 2020				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et montants à recevoir de banques	98 777 \$	– \$	98 777 \$	3 178 \$	95 599 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	48 398	–	48 398	348	48 050
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	242 169	345 253	587 422	385 690	201 732
Autres titres	87 640	107 169	194 809	98 721	96 088
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales (2)	24 692	–	24 692	–	24 692
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte (3), (4)	117 122	–	117 122	–	117 122
Autres actifs liquides (5)	39 139	–	39 139	36 647	2 492
<b>Total des actifs liquides</b>	<b>657 937 \$</b>	<b>452 422 \$</b>	<b>1 110 359 \$</b>	<b>524 584 \$</b>	<b>585 775 \$</b>

Au 31 janvier 2020					
(en millions de dollars canadiens)	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
Trésorerie et montants à recevoir de banques	34 120 \$	– \$	34 120 \$	2 899 \$	31 221 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	31 331	–	31 331	331	31 000
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	221 047	327 977	549 024	381 064	167 960
Autres titres	97 168	116 376	213 544	93 188	120 356
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales (2)	7 679	–	7 679	–	7 679
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte (3)	107 727	–	107 727	–	107 727
Autres actifs liquides (5)	21 955	–	21 955	20 993	962
<b>Total des actifs liquides</b>	<b>521 027 \$</b>	<b>444 353 \$</b>	<b>965 380 \$</b>	<b>498 475 \$</b>	<b>466 905 \$</b>

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	30 avril 2020	31 janvier 2020
Banque Royale du Canada	309 677 \$	232 799 \$
Succursales à l'étranger	96 843	64 856
Filiales	179 255	169 250
<b>Total des actifs liquides non grevés</b>	<b>585 775 \$</b>	<b>466 905 \$</b>

- (1) Inclut les titres liquides émis par des gouvernements provinciaux et des entités parrainées par le gouvernement américain et dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex., la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).
- (2) Inclut les prêts qui sont admissibles à titre de garanties pour la facilité d'escompte dont nous disposons à la Federal Reserve Bank of New York (FRBNY). Les montants sont présentés à la valeur nominale et pourraient être assujettis aux exigences en matière de marges de nantissement appliquées par la FRBNY afin de déterminer la valeur de la garantie ou la capacité d'emprunt. L'accès au programme d'emprunt sur la facilité d'escompte est tributaire du respect des exigences établies par la FRBNY. En outre, il est entendu que les emprunts sont rares et attribuables à des circonstances inhabituelles nécessitant des arrangements temporaires.
- (3) Représente notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) qui pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et de l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garantie à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Ce programme n'est pas considéré comme une source de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal, mais pourrait, dans des circonstances exceptionnelles, lorsque la liquidité normale sur le marché est gravement perturbée, nous permettre, ainsi qu'à d'autres banques, de monétiser les actifs admissibles à titre de garanties afin de satisfaire aux exigences et d'atténuer toute perturbation supplémentaire des liquidités sur le marché. Le solde comprend également nos prêts hypothécaires non grevés admissibles en tant que garanties auprès d'une Federal Home Loan Bank (FHLB).
- (4) Exclut les prêts hypothécaires admissibles à la mise en gage à la Banque du Canada, conformément aux nouveaux critères d'admissibilité annoncés au deuxième trimestre de 2020. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Faits nouveaux importants : la COVID-19 du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2020.
- (5) Le montant des actifs liquides grevés représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires en espèces qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

D'ordinaire, la réserve de liquidités reflète surtout l'activité bancaire courante des clients, alors que les portefeuilles d'actifs liquides s'ajustent aux fluctuations des soldes de trésorerie, mais elle dépend aussi de l'activité des marchés financiers; en effet, les stratégies d'entreprises et les entrées-sorties de clients peuvent également modifier l'ajout ou la soustraction d'actifs liquides utilisés dans le calcul global de la réserve de liquidités. La réserve de liquidités est également tributaire de la Trésorerie générale puisque, dans le cadre des activités de gestion d'émission de titres d'emprunt, ce sont les réserves qui permettent d'absorber les écarts entre l'émission de titres d'emprunt et le déploiement d'activités.

## Deuxième trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2020

Le total des actifs liquides a augmenté de 145 milliards de dollars, ou 15 %, en raison surtout de l'assouplissement des critères d'admissibilité des actifs de la banque aux facilités de la banque centrale, de l'augmentation des dépôts des clients ainsi que des mesures prises pour maintenir notre position de liquidité prudente.

## Charges grevant les actifs

Le tableau ci-dessous présente un aperçu des montants figurant au bilan et des montants hors bilan au titre de la trésorerie, des titres et des autres actifs et indique ceux qui sont grevés ainsi que ceux qui sont disponibles à la vente ou qui peuvent être donnés à titre de garantie dans le cadre de transactions de financement garanti. Les autres actifs, tels que les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit, peuvent aussi être monétisés, mais cela nécessite un plus long délai d'exécution que pour les titres négociables. Au 30 avril 2020, nos actifs non grevés et pouvant être donnés en garantie représentaient 31 % du total de l'actif (28 % au 31 janvier 2020).

## Charges grevant les actifs

(en millions de dollars canadiens)	Aux									
	30 avril 2020					31 janvier 2020				
	Actifs grevés		Actifs non grevés			Actifs grevés		Actifs non grevés		
	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total
Trésorerie et montants à recevoir de banques	- \$	3 178 \$	95 599 \$	- \$	98 777 \$	- \$	2 899 \$	31 221 \$	- \$	34 120 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	-	348	48 050	-	48 398	-	331	31 000	-	31 331
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction	49 125	-	84 214	2 439	135 778	44 278	-	98 240	2 497	145 015
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	19 024	-	115 090	49	134 163	16 481	-	105 122	49	121 652
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (4)	429 018	17 100	35 908	5 136	487 162	432 249	23 468	34 221	5 578	495 516
Prêts										
Prêts de détail										
Titres hypothécaires	30 233	-	44 508	-	74 741	30 834	-	41 281	-	72 115
Prêts hypothécaires (5)	64 629	-	32 783	149 771	247 183	49 997	-	21 210	170 882	242 089
Prêts autres qu'hypothécaires	5 967	-	74 009	33 509	113 485	7 129	-	59 583	49 925	116 637
Prêts de gros	-	-	35 874	207 395	243 269	-	-	35 226	167 012	202 238
Correction de valeur pour pertes sur prêts	-	-	-	(5 230)	(5 230)	-	-	-	(3 139)	(3 139)
Actif net des fonds distincts	-	-	-	1 743	1 743	-	-	-	1 788	1 788
Autres										
Dérivés	-	-	-	140 807	140 807	-	-	-	93 982	93 982
Autres (6)	36 647	-	2 492	77 895	117 034	20 993	-	962	72 334	94 289
<b>Total de l'actif</b>	<b>634 643 \$</b>	<b>20 626 \$</b>	<b>568 527 \$</b>	<b>613 514 \$</b>	<b>1 837 310 \$</b>	<b>601 961 \$</b>	<b>26 698 \$</b>	<b>458 066 \$</b>	<b>560 908 \$</b>	<b>1 647 633 \$</b>

- (1) Inclut les actifs qui ne peuvent pas être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.
- (2) Inclut les prêts qui pourraient être utilisés afin de garantir les avances consenties par les banques centrales. Notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et de l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garantie à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Représente également nos prêts hypothécaires non grevés qui sont admissibles à titre de garanties auprès d'une FHLB. Nous déposons également en garantie des prêts qui sont admissibles à titre de garanties au titre de la facilité d'escompte dont nous disposons à la FRBNY. Le programme d'aide d'urgence et d'autres facilités de la banque centrale ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal. Toutefois, en période de crise exceptionnelle et aiguë de liquidités sur le marché, les banques pourraient monétiser des actifs qui remplissent les conditions de sûreté.
- (3) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme facilement disponibles, car ils pourraient ne pas être acceptables par les banques centrales ou conformément à d'autres programmes de prêts.
- (4) Inclut les actifs liquides détenus par la banque et les titres reçus en garantie dans le cadre de financement de titres hors bilan, de transactions sur dérivés et de prêts sur marges. Comprend des garanties de 17,1 milliards de dollars (23,5 milliards au 31 janvier 2020) reçues dans le cadre d'opérations de revente qui ne peuvent pas être redonnées en gage dans leur forme juridique actuelle.
- (5) Exclut les prêts hypothécaires admissibles à la mise en gage à la Banque du Canada, conformément aux nouveaux critères d'admissibilité annoncés au deuxième trimestre de 2020. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Faits nouveaux importants : la COVID-19 du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2020.
- (6) Le montant des actifs donnés en garantie représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

## Financement

## Stratégie de financement

Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une moindre mesure, de dépôts d'entreprises et de dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position de liquidité structurelle.

## Profil des dépôts et du financement

Au 30 avril 2020, les dépôts fondés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts hypothécaires, s'établissaient à 673 milliards de dollars, ou 50 % du total du financement (601 milliards, ou 50 %, au 31 janvier 2020). La tranche restante est composée de financement de gros à court terme et à long terme.

Le financement des actifs très liquides se compose principalement d'un financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation de ces actifs. Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides et à soutenir des réserves d'actifs liquides.

Le 18 avril 2018, le ministère des Finances a publié ses règlements sur la recapitalisation interne en vertu de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC)* et de la *Loi sur les banques*, qui sont entrés en vigueur le 23 septembre 2018. La dette à long terme de premier rang émise par la Banque depuis le 23 septembre 2018, inclusivement, ayant une échéance initiale supérieure à 400 jours et étant négociable, sous réserve de certaines exceptions, est assujettie au régime de recapitalisation interne des banques canadiennes. Aux termes de ce régime, si le surintendant des institutions financières détermine qu'une banque pourrait ne plus être viable, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, lorsque ce dernier juge qu'il en va de l'intérêt du public, ordonner que la SADC convertisse une partie ou la totalité de certaines actions et de certains passifs de cette banque en actions ordinaires. Au 30 avril 2020, la valeur nominale des titres d'emprunt à long terme émis et en cours qui étaient assujettis à la conversion en vertu du régime de recapitalisation interne s'élevait à 31 074 millions de dollars (26 684 millions au 31 janvier 2020).

Pour plus de détails sur le financement de gros, se reporter au tableau de la composition du financement de gros ci-dessous.

### Émission de titres d'emprunt à long terme

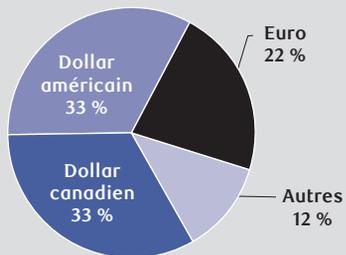
Nos activités de financement de gros sont bien diversifiées tant sur le plan géographique que sur le plan des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à cibler les opportunités ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. Nous avons recours à des programmes enregistrés d'émission de titres d'emprunt à long terme. Le tableau ci-après présente un sommaire de ces programmes et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

#### Programmes par secteur géographique

Canada	États-Unis	Europe/Asie
<ul style="list-style-type: none"> <li>Prospectus préalable de base au Canada – 25 milliards de dollars</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prospectus préalable de base aux États-Unis – 40 milliards de dollars US</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 40 milliards de dollars US</li> <li>Programme mondial d'obligations sécurisées – 60 milliards d'euros</li> <li>Programmes d'émission au Japon – 1 billion de yens</li> </ul>

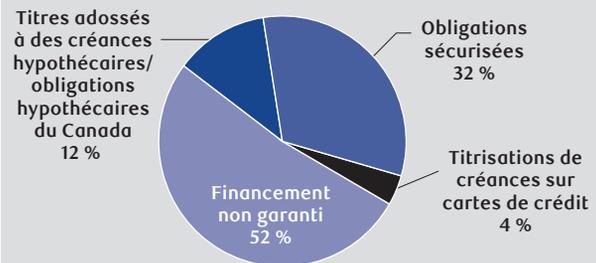
Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de premier rang canadiens, de titres adossés à des créances hypothécaires aux termes du Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (Canada), d'obligations hypothécaires du Canada, de titres adossés à des créances sur cartes de crédit, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères). Nous évaluons continuellement les possibilités de percer de nouveaux marchés et des secteurs d'investissement inexploités, car la diversification nous donne une plus grande souplesse de financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel de la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque produit. Le maintien de notations concurrentielles est aussi un élément essentiel du financement rentable.

Composition du financement de la dette à long terme <sup>(1)</sup> – par monnaie d'émission



(1) Selon une durée à l'échéance initiale supérieure à un an

Composition du financement de la dette à long terme <sup>(1)</sup> – par produit



(1) Selon une durée à l'échéance initiale supérieure à un an

Les tableaux ci-après montrent la composition de notre financement de gros selon la durée à courir jusqu'à l'échéance.

### Composition du financement de gros <sup>(1)</sup>

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2020							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques (2)	4 719 \$	278 \$	80 \$	906 \$	5 983 \$	– \$	– \$	5 983 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	4 920	15 165	21 920	24 817	66 822	445	–	67 267
Papier commercial adossé à des actifs (3)	3 017	3 844	3 438	6 423	16 722	–	–	16 722
Billets à moyen terme non garantis de premier rang (4)	18	5 107	9 728	14 589	29 442	14 466	31 920	75 828
Obligations structurées non garanties de premier rang (5)	274	176	764	1 498	2 712	1 758	5 329	9 799
Titrisation de prêts hypothécaires	–	371	355	1 406	2 132	3 753	11 475	17 360
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs (6)	–	–	5 486	9 733	15 219	6 751	28 574	50 544
Passif subordonné	–	–	1 000	1 500	2 500	1 000	5 937	9 437
Autres (7)	11 687	3 615	1 777	1 746	18 825	776	7 820	27 421
<b>Total</b>	<b>24 635 \$</b>	<b>28 556 \$</b>	<b>44 548 \$</b>	<b>62 618 \$</b>	<b>160 357 \$</b>	<b>28 949 \$</b>	<b>91 055 \$</b>	<b>280 361 \$</b>
Comprend :								
– Financement garanti	11 700 \$	5 329 \$	9 359 \$	17 747 \$	44 135 \$	10 504 \$	40 049 \$	94 688 \$
– Financement non garanti	12 935	23 227	35 189	44 871	116 222	18 445	51 006	185 673

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2020							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques (2)	5 476 \$	44 \$	– \$	33 \$	5 553 \$	– \$	– \$	5 553 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	3 331	17 696	17 345	16 815	55 187	544	–	55 731
Papier commercial adossé à des actifs (3)	5 120	4 846	3 719	3 169	16 854	–	–	16 854
Billets à moyen terme non garantis de premier rang (4)	1 626	5 323	4 982	13 682	25 613	14 993	37 389	77 995
Obligations structurées non garanties de premier rang (5)	34	140	598	1 179	1 951	2 077	5 065	9 093
Titrisation de prêts hypothécaires	–	1 795	371	1 517	3 683	2 720	11 162	17 565
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs (6)	2 647	3 656	–	8 822	15 125	11 731	24 497	51 353
Passif subordonné	–	–	935	1 476	2 411	1 000	5 780	9 191
Autres (7)	8 973	2 431	3 133	375	14 912	–	10 400	25 312
<b>Total</b>	<b>27 207 \$</b>	<b>35 931 \$</b>	<b>31 083 \$</b>	<b>47 068 \$</b>	<b>141 289 \$</b>	<b>33 065 \$</b>	<b>94 293 \$</b>	<b>268 647 \$</b>
Comprend :								
– Financement garanti	15 438 \$	11 838 \$	5 546 \$	13 508 \$	46 330 \$	14 451 \$	35 659 \$	96 440 \$
– Financement non garanti	11 769	24 093	25 537	33 560	94 959	18 614	58 634	172 207

(1) Ne tient pas compte des acceptations bancaires ni des conventions de rachat.

(2) Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons aux banques (p. ex., services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(4) Inclut les billets de dépôt.

(5) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(6) Inclut les prêts sur cartes de crédit et les prêts hypothécaires.

(7) Inclut les obligations encaissables par anticipation (garanties) de 8 529 millions de dollars (7 889 millions au 31 janvier 2020), les billets de dépôt au porteur (non garantis) de 6 825 millions (4 399 millions au 31 janvier 2020), d'autres dépôts structurés à long terme (non garantis) de 10 536 millions (10 245 millions au 31 janvier 2020) et des avances de FHLB (garanties) de 1 531 millions (2 779 millions au 31 janvier 2020).

### Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à mener, de façon rentable, certaines activités de titrisation dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications, en raison de facteurs comprenant, notamment, notre solidité financière, notre situation concurrentielle, nos liquidités ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Hormis ce qui est indiqué ci-après, il n'y a eu aucun changement touchant nos principales notations, tel qu'il est indiqué dans notre rapport annuel 2019.

### Notations (1)

	Au 26 mai 2020			
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang existante (2)	Dettes à long terme de premier rang (3)	Perspective
Moody's (4)	P-1	Aa2	A2	stable
Standard & Poor's (5)	A-1+	AA-	A	stable
Fitch Ratings (6)	F1+	AA+	AA	négative
DBRS (7)	R-1 (élevée)	AA (élevée)	AA	stable

- (1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ni la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.
- (2) Comprend la dette à long terme de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 ainsi que celle émise à cette date ou par la suite, laquelle est ignorée aux fins du régime de recapitalisation interne.
- (3) Comprend la dette à long terme de premier rang émise le 23 septembre 2018 ou après cette date, laquelle peut être convertie aux termes du régime de recapitalisation interne.
- (4) Le 1<sup>er</sup> août 2019, Moody's a confirmé nos notations et une perspective stable.
- (5) Le 24 juin 2019, Standard & Poor's a confirmé nos notations et une perspective stable.
- (6) Le 3 avril 2020, Fitch Ratings a rehaussé la notation de notre dette à long terme de premier rang existante, la faisant passer de AA à AA+ et a revu notre perspective, de stable à négative.
- (7) Le 18 juin 2019, DBRS a révisé notre perspective, la faisant passer de positive à stable, a relevé la notation de notre dette à long terme de premier rang existante, la faisant passer de AA à AA (élevée) et a relevé la notation de notre dette à long terme de premier rang de AA (faible) à AA.

### Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Nous sommes tenus de donner des biens en garantie à certaines contreparties dans l'éventualité où nos notations actuelles baisseraient. Le tableau ci-après présente les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse d'un cran, de deux crans ou de trois crans de nos notations. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences supplémentaires pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative de multiples révisions à la baisse. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, dont le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des Bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que les positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

### Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

	Aux					
	30 avril 2020			31 janvier 2020		
(en millions de dollars canadiens)	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans
Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges	272 \$	84 \$	127 \$	194 \$	65 \$	135 \$
Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges (1)	209	—	—	205	45	9

(1) Inclut les certificats de placement garanti (CPG) émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York.

### Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux besoins de liquidités sur une période de 30 jours advenant une grave crise de liquidité. Le ratio de liquidité à court terme minimal exigé par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et le BSIF est de 100 %. Toutefois, conformément aux mesures annoncées par le BSIF afin de répondre aux inquiétudes relatives à la pandémie de COVID-19, les banques canadiennes sont temporairement autorisées à se situer en deçà du seuil minimal réglementaire de 100 % en utilisant leur réserve pour actifs liquides de haute qualité.

Le BSIF exige que les banques canadiennes communiquent le ratio de liquidité à court terme selon le modèle de déclaration prévu par l'accord de Bâle, calculé à partir de la moyenne des positions quotidiennes liées au ratio de liquidité à court terme enregistrées au cours du trimestre.

## Modèle commun de déclaration du ratio de liquidité à court terme (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			
	le 30 avril 2020		le 31 janvier 2020	
	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)
<b>Actifs liquides de haute qualité</b>				
Total des actifs liquides de haute qualité	s.o.	288 979 \$	s.o.	249 762 \$
<b>Sorties de trésorerie</b>				
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :				
<i>Dépôts stables</i> (3)	289 867 \$	27 113	271 090 \$	21 973
<i>Dépôts moins stables</i>	108 519	3 256	96 833	2 905
<i>Dépôts moins stables</i>	181 348	23 857	174 257	19 068
Financement de gros non garanti, dont :	338 508	156 041	308 718	142 391
<i>Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et   dépôts dans les réseaux de banques   coopératives</i> (4)	145 260	34 793	135 265	32 379
<i>Dépôts non opérationnels</i>	160 358	88 358	144 506	81 065
<i>Dettes non garanties</i>	32 890	32 890	28 947	28 947
Financement de gros garanti	s.o.	30 596	s.o.	30 074
Exigences supplémentaires, dont :	255 490	62 145	239 573	52 559
<i>Sorties associées aux expositions sur dérivés et   autres sûretés exigées</i>	51 944	21 136	34 796	15 092
<i>Sorties associées à une perte de financement sur   produits de dette</i>	11 723	11 723	7 633	7 633
<i>Facilités de crédit et de liquidité</i>	191 823	29 286	197 144	29 834
Autres obligations de financement contractuelles (5)	26 143	26 143	20 196	20 196
Autres obligations de financement conditionnelles (6)	502 821	8 243	460 167	8 091
<b>Total des sorties de trésorerie</b>	<b>s.o.</b>	<b>310 281 \$</b>	<b>s.o.</b>	<b>275 284 \$</b>
<b>Entrées de trésorerie</b>				
Prêts garantis (p. ex., conventions de revente)	302 560 \$	47 866 \$	281 430 \$	46 792 \$
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	12 937	7 558	14 151	9 708
Autres entrées de trésorerie	32 029	32 029	25 039	25 039
<b>Total des entrées de trésorerie</b>	<b>s.o.</b>	<b>87 453 \$</b>	<b>s.o.</b>	<b>81 539 \$</b>
		<b>Total de la valeur ajustée</b>		<b>Total de la valeur ajustée</b>
Total des actifs liquides de haute qualité		288 979 \$		249 762 \$
Total des sorties de trésorerie nettes		222 828		193 745
<b>Ratio de liquidité à court terme</b>		<b>130 %</b>		<b>129 %</b>

- (1) Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la Ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB, révisées pour tenir compte des lignes directrices du deuxième trimestre de 2020 qui sont décrites précédemment. Le ratio de liquidité à court terme pour le trimestre clos le 30 avril 2020 correspond à une moyenne de 62 positions quotidiennes.
- (2) À l'exception des autres obligations de financement conditionnelles, les entrées et sorties non pondérées représentent des éléments venant à échéance ou remboursables par anticipation dans 30 jours tout au plus. Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent aussi les titres d'emprunt dont la durée restante jusqu'à l'échéance dépasse 30 jours.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les autres obligations de financement contractuelles comprennent principalement les sorties liées aux opérations sur valeur non réglées et les sorties liées aux engagements afférents à des titres vendus à découvert.
- (6) Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent les sorties liées à d'autres facilités hors bilan dont le facteur de retrait du ratio de liquidité à court terme est faible (de 0 % à 5 %).
- s.o. sans objet

Nous gérons notre position liée au ratio de liquidité à court terme en fonction d'une fourchette cible qui reflète notre tolérance à l'égard du risque de liquidité et qui tient compte de la composition des activités et des actifs ainsi que des capacités en matière de financement. Cette fourchette est revue périodiquement à la lumière des modifications apportées aux exigences internes et des faits nouveaux externes.

Nous détenons des actifs liquides de haute qualité libellés dans les principales monnaies, dont l'étendue du marché et l'envergure sont fiables. Nos pratiques de gestion de la trésorerie permettent de nous assurer que les différents niveaux d'actifs liquides de haute qualité sont gérés activement, de manière à atteindre les objectifs cibles en matière de ratio de liquidité à court terme. Nos actifs de niveau 1, calculés en respectant la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et les exigences du CBCB concernant le ratio de liquidité à court terme, représentent 85 % du total des actifs liquides de haute qualité. Ces actifs comprennent la trésorerie, les placements auprès de banques centrales et les titres assortis de notations élevées émis ou garantis par des gouvernements, des banques centrales ou des entités supranationales.

Le ratio de liquidité à court terme tient compte des flux de trésorerie provenant des activités au bilan et hors bilan qui sont prévus ou qui pourraient être enregistrés dans un délai de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Les sorties de trésorerie découlent de l'application de facteurs de retrait et de non-renouvellement aux dépôts à terme et à vue, et sont classées par type de client (prêts de gros, prêts de détail et petites et moyennes entreprises). Les sorties de trésorerie découlent aussi des activités commerciales qui donnent lieu à des exigences en matière de financement conditionnel et de

garanties, comme le financement de rachat, les dérivés, la vente de titres à découvert et la prorogation des engagements de crédit et de liquidité consentis aux clients. Les entrées de trésorerie résultent principalement de l'arrivée à échéance de prêts garantis, de prêts interbancaires et de titres qui ne font pas partie des actifs liquides de haute qualité.

Le ratio de liquidité à court terme ne reflète pas la capacité de financement sur le marché qui, à notre avis, pourrait être disponible advenant une crise. Un taux de sortie de 100 % est appliqué à tous les titres d'emprunt de gros arrivant à échéance aux fins du calcul du ratio de liquidité à court terme.

## Deuxième trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2020

La moyenne du ratio de liquidité à court terme du trimestre clos le 30 avril 2020 s'est établie à 130 %, ce qui se traduit par un excédent d'environ 66 milliards de dollars, comparativement à 129 % au trimestre précédent. L'augmentation de cet excédent par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à la croissance accrue des dépôts des entreprises et ceux de détail, laquelle a été compensée en partie par une augmentation des prêts aux grandes entreprises par suite des prélèvements sur les facilités de crédit et des mesures additionnelles prises pour maintenir notre position de liquidité.

## Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

Les tableaux ci-après présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (p. ex., le coût amorti ou la juste valeur), à la date de clôture. Les éléments hors bilan sont répartis selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source d'information aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste et qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la section Évaluation du risque qui se trouve dans la rubrique Risque de liquidité et de financement de notre rapport annuel 2019.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2020									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
<b>Actif</b>										
Trésorerie et dépôts auprès des banques	144 577 \$	3 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 595 \$	147 175 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	91 976	20	27	19	41	89	105	9 354	34 147	135 778
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	5 670	6 684	4 873	3 739	8 340	28 100	24 258	52 000	499	134 163
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	151 988	95 167	39 179	12 582	16 679	227	–	–	9 712	325 534
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	25 038	17 605	28 979	29 465	29 177	132 605	270 196	57 226	83 157	673 448
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	13 967	5 422	145	4	–	–	5	–	(105)	19 438
Dérivés	8 788	13 267	7 406	8 544	4 226	12 729	25 059	60 784	4	140 807
Autres actifs financiers	44 931	2 438	2 034	154	224	241	333	1 963	3 707	56 025
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>486 935 \$</b>	<b>140 606 \$</b>	<b>82 643 \$</b>	<b>54 507 \$</b>	<b>58 687 \$</b>	<b>173 991 \$</b>	<b>319 956 \$</b>	<b>181 327 \$</b>	<b>133 716 \$</b>	<b>1 632 368 \$</b>
Autres actifs non financiers	4 622	1 569	541	(31)	499	3 010	1 909	6 188	25 007	43 314
<b>Total de l'actif</b>	<b>491 557 \$</b>	<b>142 175 \$</b>	<b>83 184 \$</b>	<b>54 476 \$</b>	<b>59 186 \$</b>	<b>177 001 \$</b>	<b>321 865 \$</b>	<b>187 515 \$</b>	<b>158 723 \$</b>	<b>1 675 682 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	69 061 \$	49 596 \$	65 099 \$	31 398 \$	50 060 \$	24 397 \$	53 348 \$	19 339 \$	543 005 \$	905 303 \$
Emprunts garantis	2 930	5 762	6 830	6 738	2 289	10 289	17 645	6 351	–	58 834
Obligations sécurisées	–	–	5 504	1 914	5 490	4 833	16 419	11 150	–	45 310
Autres										
Acceptations	13 967	5 423	145	–	–	–	–	–	13	19 548
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	40 347	–	–	–	–	–	–	–	–	40 347
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	207 115	31 627	12 683	1 004	19 229	500	–	–	6 447	278 605
Dérivés	9 347	14 337	7 890	9 045	4 486	12 545	26 423	60 537	100	144 710
Autres passifs financiers	37 305	3 531	1 706	517	578	882	2 374	13 242	432	60 567
Dépendances subordonnées	–	–	–	–	–	–	326	9 448	–	9 774
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>380 072 \$</b>	<b>110 276 \$</b>	<b>99 857 \$</b>	<b>50 616 \$</b>	<b>82 132 \$</b>	<b>53 446 \$</b>	<b>116 535 \$</b>	<b>120 067 \$</b>	<b>549 997 \$</b>	<b>1 562 998 \$</b>
Autres passifs non financiers	904	949	178	3 125	446	761	764	11 070	9 447	27 644
Titres de participation	–	–	–	–	–	–	–	–	85 040	85 040
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>380 976 \$</b>	<b>111 225 \$</b>	<b>100 035 \$</b>	<b>53 741 \$</b>	<b>82 578 \$</b>	<b>54 207 \$</b>	<b>117 299 \$</b>	<b>131 137 \$</b>	<b>644 484 \$</b>	<b>1 675 682 \$</b>
<b>Éléments hors bilan</b>										
Garanties financières	493 \$	2 375 \$	2 437 \$	2 432 \$	2 023 \$	785 \$	5 102 \$	1 303 \$	81 \$	17 031 \$
Engagements de crédit	5 783	5 210	7 513	9 049	18 406	38 212	154 369	18 064	2 451	259 057
Autres engagements liés au crédit	946	1 367	1 324	1 555	1 567	238	539	9	86 189	93 734
Autres engagements	88	12	19	18	18	66	188	370	538	1 317
<b>Total des éléments hors bilan</b>	<b>7 310 \$</b>	<b>8 964 \$</b>	<b>11 293 \$</b>	<b>13 054 \$</b>	<b>22 014 \$</b>	<b>39 301 \$</b>	<b>160 198 \$</b>	<b>19 746 \$</b>	<b>89 259 \$</b>	<b>371 139 \$</b>

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la section Profil des dépôts et du financement plus haut.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2020									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
<b>Actif</b>										
Trésorerie et dépôts auprès des banques	62 994 \$	1 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 456 \$	65 451 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	90 235	22	69	21	19	96	108	9 557	44 888	145 015
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	2 080	9 158	4 099	3 377	4 767	27 704	22 850	47 118	499	121 652
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	177 395	80 269	25 806	13 439	14 467	127	–	–	12 684	324 187
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	23 953	18 689	28 999	26 978	28 199	118 544	243 370	52 401	88 807	629 940
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	13 112	5 595	129	–	4	–	–	–	(39)	18 801
Dérivés	4 718	6 115	4 012	3 510	3 731	8 555	16 171	47 169	1	93 982
Autres actifs financiers	27 883	1 633	1 833	127	109	208	303	1 922	2 333	36 351
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>402 370 \$</b>	<b>121 482 \$</b>	<b>64 947 \$</b>	<b>47 452 \$</b>	<b>51 296 \$</b>	<b>155 234 \$</b>	<b>282 802 \$</b>	<b>158 167 \$</b>	<b>151 629 \$</b>	<b>1 435 379 \$</b>
Autres actifs non financiers	3 974	2 189	120	191	415	1 320	1 812	6 416	24 488	40 925
<b>Total de l'actif</b>	<b>406 344 \$</b>	<b>123 671 \$</b>	<b>65 067 \$</b>	<b>47 643 \$</b>	<b>51 711 \$</b>	<b>156 554 \$</b>	<b>284 614 \$</b>	<b>164 583 \$</b>	<b>176 117 \$</b>	<b>1 476 304 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	52 623 \$	47 214 \$	43 686 \$	45 994 \$	29 521 \$	24 937 \$	58 240 \$	17 557 \$	477 175 \$	796 947 \$
Emprunts garantis	2 671	9 551	6 087	3 868	5 363	7 476	19 525	5 897	–	60 438
Obligations sécurisées	2 646	2 199	–	5 261	1 848	9 909	12 501	10 535	–	44 899
Autres										
Acceptations	13 116	5 594	129	–	4	–	–	–	1	18 844
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 624	–	–	–	–	–	–	–	–	35 624
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	214 377	30 867	2 064	354	5	–	–	–	6 724	254 391
Dérivés	5 416	5 933	4 336	3 708	4 033	8 038	16 185	46 919	43	94 611
Autres passifs financiers	25 633	2 724	3 518	543	760	796	2 177	11 478	499	48 128
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	–	316	8 953	–	9 269
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>352 106 \$</b>	<b>104 082 \$</b>	<b>59 820 \$</b>	<b>59 728 \$</b>	<b>41 534 \$</b>	<b>51 156 \$</b>	<b>108 944 \$</b>	<b>101 339 \$</b>	<b>484 442 \$</b>	<b>1 363 151 \$</b>
Autres passifs non financiers	1 417	946	225	975	2 079	835	757	11 999	9 859	29 092
Titres de participation	–	–	–	–	–	–	–	–	84 061	84 061
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>353 523 \$</b>	<b>105 028 \$</b>	<b>60 045 \$</b>	<b>60 703 \$</b>	<b>43 613 \$</b>	<b>51 991 \$</b>	<b>109 701 \$</b>	<b>113 338 \$</b>	<b>578 362 \$</b>	<b>1 476 304 \$</b>
<b>Éléments hors bilan</b>										
Garanties financières	666 \$	1 775 \$	2 854 \$	2 452 \$	2 498 \$	844 \$	5 207 \$	48 \$	51 \$	16 395 \$
Engagements de crédit	2 385	6 563	9 146	7 772	12 032	40 296	165 908	16 415	1 343	261 860
Autres engagements liés au crédit	729	1 069	1 915	1 388	1 317	239	524	8	90 838	98 027
Autres engagements	83	12	18	18	18	97	224	395	491	1 356
<b>Total des éléments hors bilan</b>	<b>3 863 \$</b>	<b>9 419 \$</b>	<b>13 933 \$</b>	<b>11 630 \$</b>	<b>15 865 \$</b>	<b>41 476 \$</b>	<b>171 863 \$</b>	<b>16 866 \$</b>	<b>92 723 \$</b>	<b>377 638 \$</b>

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la section Profil des dépôts et du financement plus haut.

## Gestion des fonds propres

Nous continuons de gérer nos fonds propres conformément à notre cadre de gestion des fonds propres tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2019. En outre, nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de fonds propres réglementaires, notamment les annonces récentes concernant les réformes de Bâle III du CBCB, afin d'assurer le respect intégral et opportun de ces exigences, tel qu'il est présenté aux rubriques Gestion des fonds propres et Faits nouveaux en matière de fonds propres, de liquidité et de réglementation de notre rapport annuel 2019 mises à jour ci-après.

Le BSIF s'attend à ce que les banques canadiennes se conforment aux ratios cibles de Bâle III en ce qui concerne le ratio CET1, le ratio de fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres. En vertu de l'accord de Bâle III, les banques doivent choisir l'une des deux approches principales suivantes pour calculer les fonds propres réglementaires minimaux nécessaires pour couvrir le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel : l'approche standard et l'approche fondée sur les notations internes. Le 1<sup>er</sup> novembre 2019, nous avons adopté l'approche standard pour la présentation de l'information réglementaire consolidée du risque opérationnel, le BSIF ne permettant plus l'utilisation de l'approche de mesure avancée.

Avant la propagation de la COVID-19 à l'échelle mondiale, le 10 décembre 2019, le BSIF a annoncé que la réserve pour stabilité intérieure serait portée de 2,0 % à 2,25 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques à compter du 30 avril 2020. Par la suite, le 13 mars 2020, en réponse aux bouleversements entraînés par la pandémie de COVID-19, et pour aider les banques à soutenir l'économie, en fournissant davantage de crédit, le BSIF a annoncé une diminution de la réserve pour stabilité intérieure, qui passerait immédiatement de 2,25 % à 1,0 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques. À cette date, le BSIF s'est également engagé à ne pas accroître cette réserve pour une période de 18 mois et a indiqué qu'il s'attendait à ce que les banques interrompent tout processus d'augmentation des dividendes ou de rachat d'actions.

De même, le 27 mars 2020, le BSIF a annoncé une série d'ajustements réglementaires et de directives visant à soutenir la résilience financière et opérationnelle du secteur bancaire dans le contexte de la pandémie de COVID-19, notamment :

- Ajustements réglementaires ayant trait à l'actif pondéré en fonction des risques :
  - Pour une période de six mois, les reports de paiement ne seront pas pris en compte dans le nombre de jours en souffrance des prêts, ce qui évite d'avoir à accroître l'actif pondéré en fonction des risques lorsque les clients demandent un report de paiement sur des prêts, notamment des prêts hypothécaires, des prêts sur cartes de crédit, des prêts automobiles, des prêts à la petite entreprise ou des prêts commerciaux;
  - Réductions temporaires des multiplicateurs de la VAR en période de tensions qui passent de trois à un et exclusion des couvertures des ajustements de l'évaluation liés au financement du calcul du risque de marché.
- Modifications pour les augmentations de dotations à la provision pour pertes de crédit attendues liées aux fonds propres CET1 consistant à appliquer un montant majoré, ajusté en fonction des incidences fiscales et multiplié par un taux d'exclusion de 70 % pour les provisions de stade 1 et de stade 2 entre le premier trimestre de 2020 et le trimestre considéré pour le reste de l'exercice 2020. Par la suite, le taux d'exclusion sera respectivement ramené à 50 % et à 25 % pour les exercices 2021 et 2022. Ces modifications ne s'appliquent pas aux portefeuilles d'une institution financière qui sont calculés selon l'approche fondée sur les notations internes pour les trimestres au cours desquels l'institution affiche un déficit au titre des provisions.
- Autorisation d'utiliser les réserves disponibles qui dépassent le seuil réglementaire minimal autorisé pour le ratio de levier.

En ce qui concerne les programmes d'allégement lancés par le gouvernement du Canada et décrits à la rubrique Faits nouveaux importants : la COVID-19 du rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2020, le BSIF a émis le 30 mars 2020 des directives concernant le régime de fonds propres applicable à ces programmes, comme suit :

- Les prêts consentis dans le cadre du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) doivent être exclus du calcul des ratios de fonds propres fondés sur les risques et des ratios de levier, car ils sont entièrement garantis par le gouvernement.
- La pondération du risque applicable sera attribuée à la partie garantie et à la partie non garantie des prêts accordés dans le cadre de la Garantie – Programme de crédit aux entreprises d'EDC conformément aux directives réglementaires actuelles. Toutefois, le montant total des prêts doit être inclus dans le calcul du ratio de levier.
- Le calcul des fonds propres fondés sur les risques et du ratio de levier doit uniquement tenir compte de la part des nouveaux prêts consentie par l'institution financière dans le cadre du programme de prêts conjoints de BDC.

De nouvelles modifications réglementaires ont été apportées par le BSIF le 9 avril 2020 et le 16 avril 2020, à l'appui des mesures concernant les fonds propres et la liquidité, avec prise d'effet immédiate :

- Les montants de l'exposition du ratio de levier doivent exclure les réserves auprès de la banque centrale et les titres d'émetteurs souverains qui sont admissibles en tant qu'actifs liquides de haute qualité pour une période d'un an se terminant le 30 avril 2021.
- Abaissement du plancher de fonds propres réglementaire actuel pour les institutions financières qui utilisent l'approche fondée sur les notations internes, ce plancher étant ramené de 75 % à 70 % de l'actif pondéré en fonction des risques aux termes de l'approche standard. Le plancher réduit restera en vigueur jusqu'à l'adoption des réformes de Bâle III au premier trimestre de 2023.
- Les expositions acquises par la participation au Paycheck Protection Program (PPP) Lending Facility des États-Unis doivent être exclues du montant de l'actif pondéré en fonction des risques et de l'exposition du ratio de levier.

Au besoin, nous avons tenu compte des ajustements et directives ci-dessus dans nos résultats et nos activités de planification des fonds propres pour le deuxième trimestre de 2020.

Le tableau ci-après présente un sommaire des ratios cibles réglementaires actuels établis par le BSIF au titre de Bâle III ainsi que des exigences relatives au deuxième pilier. Nous respectons toutes les exigences en matière de fonds propres et de levier que nous impose le BSIF.

Ratios de fonds propres et de levier au titre de Bâle III	Exigences de ratios cibles des fonds propres réglementaires du BSIF applicables aux grandes banques au titre de Bâle III					Ratios de fonds propres et de levier de RBC au 30 avril 2020	Réserve pour stabilité intérieure (3)	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres, le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et la réserve pour stabilité intérieure
	Ratio minimal	Réserves de fonds propres (1)	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale (2)	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale (2)			
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	2,5 %	7,0 %	1,0 %	8,0 %	11,7 %	1,0 %	9,0 %
Fonds propres de première catégorie	6,0 %	2,5 %	8,5 %	1,0 %	9,5 %	12,7 %	1,0 %	10,5 %
Total des fonds propres	8,0 %	2,5 %	10,5 %	1,0 %	11,5 %	14,6 %	1,0 %	12,5 %
Ratio de levier	3,0 %	s.o.	3,0 %	s.o.	3,0 %	4,5 %	s.o.	3,0 %

(1) Les réserves de fonds propres comprennent la réserve de conservation des fonds propres et la réserve de fonds propres anticyclique, comme le BSIF le prescrit.

(2) Un supplément de fonds propres équivalant à notre supplément applicable aux banques d'importance systémique intérieure et au supplément du CBCB applicable aux banques d'importance systémique mondiale, selon le plus élevé des deux montants, s'applique aux fonds propres pondérés en fonction des risques.

(3) Au 31 janvier 2020, la réserve pour stabilité intérieure s'établissait à 2,0 % et elle devait passer à 2,25 % en date du 30 avril 2020. Or, le 13 mars 2020, conformément aux lignes directrices révisées mentionnées précédemment, le BSIF a fait passer le niveau de la réserve de stabilité intérieure de 2,25 % de l'actif pondéré en fonction des risques à 1,0 % sans objet.

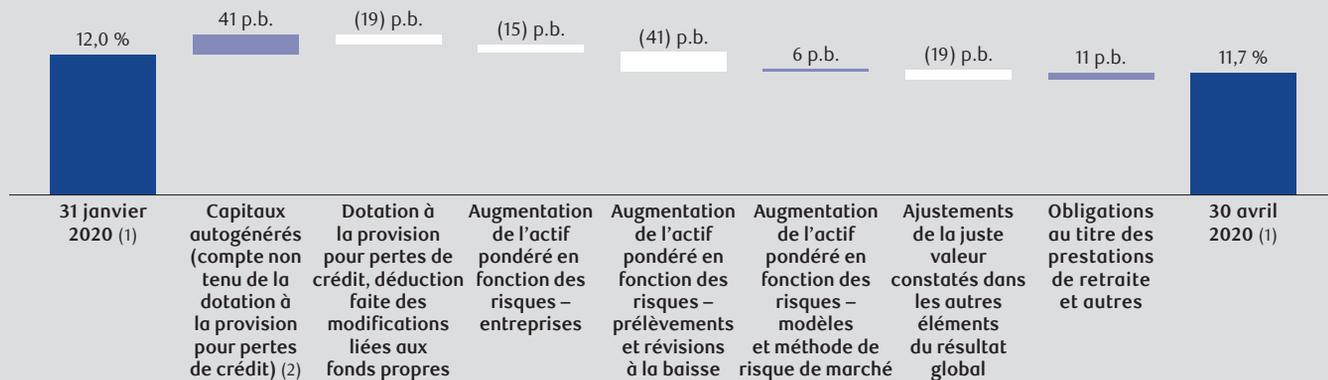
Le tableau qui suit présente des informations détaillées sur nos fonds propres réglementaires, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de fonds propres et de levier. Notre position de capital demeure solide, et nos ratios de fonds propres et de levier restent bien supérieurs aux cibles de fonds propres réglementaires fixées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux		
	30 avril 2020	31 janvier 2020	31 octobre 2019
<b>Fonds propres (1)</b>			
Fonds propres CET1	65 198 \$	63 054 \$	62 184 \$
Fonds propres de première catégorie	70 854	68 709	67 861
Total des fonds propres	81 469	78 220	77 888
<b>Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1)</b>			
Risque de crédit	463 567 \$	428 067 \$	417 835 \$
Risque de marché	26 900	28 415	28 917
Risque opérationnel	67 945	67 243	66 104
<b>Total de l'actif pondéré en fonction des risques</b>	<b>558 412 \$</b>	<b>523 725 \$</b>	<b>512 856 \$</b>
<b>Ratios de fonds propres et ratio de levier (1)</b>			
Ratio CET1	11,7 %	12,0 %	12,1 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	12,7 %	13,1 %	13,2 %
Ratio du total des fonds propres	14,6 %	14,9 %	15,2 %
Ratio de levier	4,5 %	4,2 %	4,3 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 578 \$	1 630 \$	1 570 \$

(1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément aux exigences en matière d'adéquation des fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément aux exigences de levier du BSIF, révisées pour tenir compte des lignes directrices publiées au deuxième trimestre de 2020 dont il est question ci-dessus. Les lignes directrices sur les exigences en matière d'adéquation des fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III.

## Deuxième trimestre de 2020 par rapport au premier trimestre de 2020

## Continuité du ratio CET1 (Bâle III)



(1) Représente des chiffres arrondis.

(2) Capitaux autogénérés d'un montant de 2,1 milliards de dollars qui représente le bénéfice net disponible pour les actionnaires, compte non tenu de la dotation à la provision pour pertes de crédit, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées.

Notre ratio CET1 s'est établi à 11,7 %, en baisse de 30 p.b. par rapport au dernier trimestre, ce qui reflète essentiellement l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques découlant des prélèvements sur les facilités de crédit, des révisions nettes à la baisse des notations et de la croissance du bilan. L'incidence défavorable des ajustements de la juste valeur constatés dans les autres éléments du résultat global et l'incidence de l'accroissement de la dotation à la provision pour pertes de crédit, déduction faite des modifications relatives aux fonds propres connexes pour l'établissement de provisions pour pertes attendues ont également contribué à la baisse. Ces facteurs ont été annulés en partie par les capitaux autogénérés, par l'incidence de l'augmentation des taux d'actualisation servant au calcul de nos obligations au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi ainsi que par les modifications relatives aux fonds propres associées à la réduction du risque de marché.

Notre ratio de fonds propres de première catégorie, soit 12,7 %, a fléchi de 40 p.b. en raison des facteurs énoncés ci-dessus à l'égard du ratio CET1.

Notre ratio du total des fonds propres de 14,6 % a baissé de 30 p.b. en raison des facteurs énoncés ci-dessus à l'égard du ratio CET1. Le ratio du total de fonds propres a également été favorisé par l'inclusion des provisions excédentaires, déduction faite des modifications relatives aux fonds propres appliquées.

L'actif pondéré en fonction des risques a augmenté de 35 milliards de dollars, en raison essentiellement de l'incidence du change, de l'accroissement des prélèvements sur les facilités de crédit et de l'incidence nette des révisions à la baisse des notations. L'expansion des activités de prêts de gros et de prêts aux particuliers a également contribué à cette hausse. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par l'incidence de l'actualisation des modèles de risque de marché et les changements de méthodes. L'incidence du change sur l'actif pondéré en fonction des risques a été largement compensée par les couvertures économiques de notre ratio CET1.

Notre ratio de levier de 4,5 % est en hausse de 30 p.b. par rapport au trimestre précédent, l'incidence des modifications réglementaires concernant les réserves des banques centrales, de l'admission des titres d'émetteurs souverains en tant qu'actifs liquides de haute qualité ainsi que des capitaux autogénérés ayant été contrebalancée en partie par la progression des positions de levier, par l'incidence défavorable des ajustements de la juste valeur constatés dans les autres éléments du résultat global et par l'incidence de la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit, déduction faite des modifications relatives aux fonds propres pour l'établissement de provisions pour pertes attendues. La progression des positions de levier découle surtout de l'accroissement de la trésorerie et des dépôts productifs d'intérêts, ainsi que de l'augmentation des prêts des grandes entreprises, à la faveur de l'augmentation des prélèvements sur les facilités de crédit.

## Principales activités de gestion des fonds propres

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion des fonds propres.

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2020			Pour le semestre clos le 30 avril 2020	
	Date d'émission ou de rachat	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
<b>Fonds propres de première catégorie</b>					
Activités liées aux actions ordinaires					
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)					
		314	26 \$	547	44 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation					
		(867)	(11)	(7 860)	(97)
<b>Fonds propres de deuxième catégorie</b>					
Rachat de débetures subordonnées échéant le 6 décembre 2024 (2)					
	6 décembre 2019		– \$		(2 000)\$
Émission de débetures subordonnées échéant le 23 décembre 2029 (2), (3)					
	23 décembre 2019		–		1 500
<b>Autre</b>					
Achat et annulation d'actions privilégiées, série C-2 (2)					
	17 décembre 2019		– \$	(5)	(8)\$

(1) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Pour plus de détails, se reporter à la note 8 de nos états financiers résumés.

(3) Instruments de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV).

Le 27 février 2019, nous avons annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 20 millions de nos actions ordinaires, offre qui a commencé le 1<sup>er</sup> mars 2019 et qui a pris fin le 29 février 2020 ou à une date antérieure si nous procédons au rachat de la totalité des actions autorisées en vertu de cette offre.

Le 27 février 2020, nous avons annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 20 millions de nos actions ordinaires, offre qui a commencé le 2 mars 2020 et qui prendra fin le 1<sup>er</sup> mars 2021 ou à une date antérieure si nous procédons au rachat de la totalité des actions autorisées en vertu de cette offre. Le nombre total d'actions ordinaires qui ont été rachetées et annulées aux termes de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, depuis son lancement, a été d'environ 0,4 million, pour un coût d'environ 39 millions de dollars. Conformément à l'annonce par le BSIF de son intention d'imposer un arrêt des rachats d'actions, nous avons cessé le rachat de nos actions ordinaires à compter du 13 mars 2020.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2020, environ 0,9 million d'actions ordinaires ont été rachetées et annulées en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Le coût total des actions rachetées a été de 87 millions de dollars.

Au cours du semestre clos le 30 avril 2020, environ 7,9 millions d'actions ordinaires ont été rachetées et annulées en vertu de nos offres publiques de rachat dans le cours normal des activités. Le coût total des actions rachetées a été de 814 millions de dollars.

Nous déterminons le montant et le calendrier des rachats dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités après consultation du BSIF. Les rachats peuvent être effectués par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, de la Bourse de New York et d'autres bourses ou systèmes canadiens de négociation désignés. Le prix payé pour les actions rachetées correspond au cours en vigueur à la date du rachat.

Le 6 décembre 2019, nous avons racheté la totalité des 2 000 millions de dollars de nos débetures subordonnées à 2,99 % en circulation échéant le 6 décembre 2024 pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

Le 17 décembre 2019, nous avons racheté contre espèces 200 000 actions représentatives d'actions étrangères, chacune représentant un quarantième de droit sur nos actions privilégiées de premier rang à taux fixe/à taux variable et à dividende non cumulatif de série C-2 (les actions privilégiées C-2), pour un prix total, y compris les dividendes cumulés, de 6 millions de dollars américains. Les actions représentatives d'actions étrangères et les actions privilégiées C-2 acquises ont été par la suite annulées. Les actions privilégiées C-2 ne sont pas admissibles à titre de fonds propres réglementaires de première catégorie.

Le 23 décembre 2019, nous avons émis 1 500 millions de dollars de débetures subordonnées relatives aux FPUNV. Les débetures portent intérêt au taux fixe de 2,88 % par année jusqu'au 23 décembre 2024, puis au taux CDOR (Canadian Dollar Offered Rate) à trois mois majoré de 0,89 % jusqu'à leur échéance, le 23 décembre 2029.

Le 24 avril 2020, nous avons également annoncé notre intention de racheter la totalité des 1 000 millions de dollars de nos débetures subordonnées à 2,48 % relatives aux FPUNV en circulation échéant le 4 juin 2025 pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat le 4 juin 2020, sans compter cette date.

## Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et sauf indication contraire)	Au 30 avril 2020		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires émises	1 423 365	17 592 \$	1,08 \$
Actions propres – actions ordinaires	(799)	(75)	
Actions ordinaires en circulation	1 422 566	17 517 \$	
Options sur actions et attribution d'actions			
En cours	8 231		
Exercçables	3 818		
Actions privilégiées de premier rang émises			
À dividende non cumulatif, série W (2)	12 000	300 \$	0,31 \$
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300	0,28
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200	0,29
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200	0,28
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AZ (3), (4)	20 000	500	0,23
À dividende non cumulatif, série BB (3), (4)	20 000	500	0,23
À dividende non cumulatif, série BD (3), (4)	24 000	600	0,23
À dividende non cumulatif, série BF (3), (4)	12 000	300	0,23
À dividende non cumulatif, série BH (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BI (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BJ (4)	6 000	150	0,33
À dividende non cumulatif, série BK (3), (4)	29 000	725	0,34
À dividende non cumulatif, série BM (3), (4)	30 000	750	0,34
À dividende non cumulatif, série BO (3), (4)	14 000	350	0,30
À dividende non cumulatif, série C-2 (5)	15	23	16,88 \$US
Actions privilégiées émises	227 015	5 698 \$	
Actions propres – actions privilégiées (6)	15	1	
Actions privilégiées en circulation	227 030	5 699 \$	
Dividendes			
Actions ordinaires		1 538 \$	
Actions privilégiées (7)		64	

- (1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion des fonds propres, se reporter à la note 8 de nos états financiers résumés.
- (2) Depuis le 24 février 2010, nous avons le droit de convertir ces actions en actions ordinaires, à notre gré et sous réserve de certaines restrictions.
- (3) Le taux de dividende est révisé tous les cinq ans.
- (4) Instruments relatifs aux FPUNV.
- (5) Représente 615 400 actions représentatives d'actions étrangères relatives aux actions privilégiées de série C-2. Chaque action représentative d'action étrangère représente un quarantième de droit sur une action de série C-2.
- (6) Les montants positifs représentent une position vendeur dans des actions propres.
- (7) Les dividendes sur les actions privilégiées excluent les distributions versées aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.

Le 22 mai 2020, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'établissait à 1 423 110 363, déduction faite des 255 482 actions propres détenues, et le nombre d'options sur actions et d'attributions d'actions en cours était de 8 234 318.

Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion des instruments de fonds propres en un nombre variable d'actions ordinaires dès lors que le BSIF considère une banque comme non viable ou que le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement qu'une banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait se produire, les actions privilégiées de séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI, BJ, BK, BM, BO et les débetures subordonnées échéant le 29 septembre 2026, le 4 juin 2025, le 20 janvier 2026, le 27 janvier 2026, le 25 juillet 2029 et le 23 décembre 2029, qui sont des instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV, seraient converties en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique, à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher contractuel de 5,00 \$; et ii) le cours de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (cours moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et en tenant compte des dividendes et intérêts cumulés estimés, ces instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV se convertiraient au total en un maximum de 3 464 millions d'actions ordinaires de RBC, d'où un effet dilutif de 70,89 % selon le nombre d'actions ordinaires en circulation au 30 avril 2020.

### Capacité totale d'absorption des pertes

Le 18 avril 2018, le BSIF a publié la version définitive de sa ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes qui s'applique aux banques canadiennes d'importance systémique intérieure dans le cadre du régime de recapitalisation interne mis en place par le gouvernement fédéral. Cette ligne directrice s'inscrit dans la même veine que la norme sur la capacité totale d'absorption des pertes publiée le 9 novembre 2015 par le CSF à l'intention des institutions désignées en tant que banques d'importance systémique mondiale, si ce n'est qu'elle a été adaptée pour le contexte canadien. L'exigence vise à assurer une capacité suffisante d'absorption des pertes d'une banque d'importance systémique de manière à permettre sa

recapitalisation interne dans l'éventualité d'une défaillance. On entend par « capacité totale d'absorption des pertes » l'ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des autres instruments liés à la capacité totale d'absorption des pertes qui permettent leur conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et moyennant satisfaction de tous les critères d'admissibilité de la directive.

Les exigences relatives à la capacité totale d'absorption des pertes établissaient deux normes minimales qui doivent être appliquées d'ici le 1<sup>er</sup> novembre 2021 : le ratio de la capacité totale d'absorption des pertes fondé sur les risques, qui s'appuie sur les ratios de fonds propres fondés sur les risques décrits dans la ligne directrice sur les normes de fonds propres et le ratio de levier de la capacité totale d'absorption des pertes, qui s'appuie sur le ratio de levier décrit dans la ligne directrice Exigences de levier du BSIF. Le 16 avril 2020, le BSIF a informé les banques d'importance systémique de leur obligation de maintenir un ratio de la capacité totale d'absorption des pertes minimal de 22,5 %, ce qui inclut la réserve pour stabilité intérieure révisée de 1,0 % indiquée précédemment. Le BSIF continue d'exiger un ratio de levier de la capacité totale d'absorption des pertes de 6,75 %. Nous avons commencé à émettre des titres de créance admissibles au régime de recapitalisation interne au quatrième trimestre de 2018, ce qui a contribué à l'accroissement de notre ratio de la capacité totale d'absorption des pertes. Selon nos prévisions, ce ratio devrait continuer d'augmenter grâce au refinancement, dans le cours normal de nos activités, des titres de créance à terme non garantis arrivant à échéance.

## Faits nouveaux en matière de réglementation

### Réformes de Bâle III

Le 27 mars 2020, le CBCB a reporté les dates d'entrée en vigueur des exigences réglementaires ci-après dans le contexte des défis opérationnels que pose la pandémie de COVID-19, tant pour les organismes de supervision des banques, comme le BSIF, que pour les banques qui en relèvent, notamment :

- Réformes de Bâle III : report au 1<sup>er</sup> janvier 2023 de la date d'entrée en vigueur précédente du 1<sup>er</sup> janvier 2022.
- Exigences minimales de fonds propres en regard du risque de marché : report au 1<sup>er</sup> janvier 2023 de la date d'entrée en vigueur précédente du 1<sup>er</sup> janvier 2022.
- Exigences de communication financière révisées au titre du troisième pilier : report au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Le 27 mars 2020, le BSIF a également annoncé le report de l'entrée en vigueur des exigences au titre des réformes de Bâle III qui s'appliquent à nous et aux autres banques canadiennes d'importance systémique intérieure, soit au 31 janvier 2023, conformément à la décision du CBCB, et au 31 janvier 2024 pour les Exigences minimales de fonds propres en regard du risque de marché.

### Banques d'importance systémique mondiale

Le 3 avril 2020, le CBCB a annoncé le report, de 2021 à 2022, de la mise en œuvre du cadre de gestion des banques d'importance systémique mondiale afin d'accroître la capacité opérationnelle des banques et de leurs organismes de supervision compte tenu de la pandémie de COVID-19.

## Questions en matière de comptabilité et de contrôle

### Résumé des méthodes comptables et estimations

Nos états financiers résumés sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Nos principales méthodes comptables sont décrites à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2019 et de nos états financiers résumés du deuxième trimestre de 2020.

### Mise en application des méthodes, jugements, estimations et hypothèses comptables critiques

La pandémie de COVID-19 évolue rapidement et l'environnement économique dans lequel nous exerçons nos activités pourrait être soumis à une volatilité soutenue, ce qui pourrait continuer à avoir un impact négatif sur nos résultats financiers, car la durée de la pandémie, ainsi que toute vague ultérieure possible, et l'efficacité des mesures prises par les gouvernements et les banques centrales restent incertaines. Nous continuons à surveiller et à évaluer les impacts de la pandémie de COVID-19 sur nos jugements, estimations et hypothèses comptables critiques, tel qu'il est décrit dans la note 2 de nos états financiers consolidés annuels et la note 2 de nos états financiers résumés du deuxième trimestre 2020. Certains jugements critiques, relatifs à la correction de valeur pour pertes de crédit, au goodwill, aux programmes d'aide clientèle RBC et aux programmes gouvernementaux sont particulièrement complexes dans le contexte actuel d'incertitude et des montants sensiblement différents pourraient être présentés dans des conditions ou des hypothèses différentes.

## Changements de méthodes comptables et des informations à fournir

### Changements de méthodes comptables

Au cours du premier trimestre de 2020, nous avons adopté IFRS 16. Comme l'autorisent les dispositions transitoires d'IFRS 16, nous avons choisi de ne pas retraiter les résultats des périodes correspondantes. En conséquence, toute l'information concernant les périodes correspondantes antérieures au premier trimestre de 2020 est présentée conformément aux méthodes comptables utilisées précédemment, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2019. Au 1<sup>er</sup> novembre 2019, par suite de l'adoption d'IFRS 16, nous avons comptabilisé des actifs au titre de droits d'utilisation, des obligations locatives et un ajustement du solde d'ouverture des bénéfices non distribués. Pour plus de détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

Au cours du premier trimestre de 2020, nous avons adopté par anticipation des modifications à IFRS 9 *Instruments financiers*, à IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* et à IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir* (les Modifications). Pour plus de détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

### **Changements futurs de méthodes comptables et des informations à fournir**

Les changements futurs de méthodes comptables et des informations à fournir qui, en ce qui nous concerne, ne sont pas encore en vigueur sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2019.

#### **Contrôles et procédures**

##### **Contrôles et procédures de présentation de l'information**

Au 30 avril 2020, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de présentation de l'information conformément aux règles adoptées par la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef des finances, qui ont conclu que nos contrôles et procédures de présentation de l'information étaient efficaces au 30 avril 2020.

##### **Contrôle interne à l'égard de l'information financière**

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2020, nous n'avons effectué aucune modification de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

#### **Transactions entre parties liées**

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires et des services d'exploitation habituels, et concluons d'autres transactions avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés liées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles des parties non liées. Nous consentons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. Nous offrons en outre des régimes d'attribution d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 12 et 27 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2019.

## Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

La publication de notre rapport annuel 2019, de notre rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2020, du document d'information financière complémentaire (IFC) et du rapport portant sur le troisième pilier a pour objectif la présentation de renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements du conseil de la stabilité financière (CSF). L'information figurant dans l'IFC et le rapport portant sur le troisième pilier n'est pas et ne doit pas être considérée comme étant intégrée par renvoi à notre rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2020.

L'index qui suit présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Référence		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
Généralités	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	62	129	1
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques		56-62 248-250	–
	3	Risques connus et risques émergents		55-56	–
	4	Nouveaux ratios réglementaires	54-56	106-111	–
Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion des risques		56-62	–
	6	Culture à l'égard du risque		58-62	–
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités		115	–
	8	Simulation de crise		60,77	–
Adéquation des fonds propres et actif pondéré en fonction des risques	9	Ratios de fonds propres minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure	56	106-111	–
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire		–	20-23
	11	État de l'évolution des fonds propres réglementaires		–	24
	12	Planification stratégique en matière de fonds propres		105-111	–
	13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité		–	25
	14	Analyse des exigences en matière de fonds propres et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe		63-67	*
	15	Information relative au risque de crédit lié à l'actif pondéré en fonction des risques et mesures de risque connexes		–	*
16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque		–	25	
17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle		60, 63-64	37	
Liquidités	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	46-47	84-86 91-92	–
Financement	19	Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	47-48, 51	86, 90	–
	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan	53-54	92-94	–
	21	Sources de financement et stratégie de financement	48-50	86-89	–
Risque de marché	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	44-45	81-82	–
	23	Ventilation des facteurs de risque de marché	40-43	76-80	–
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché		76	–
	25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés		76-80	–
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit de la Banque	32-40	63-75 182-189	26-37*
		Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan	83-90	123-128	*
	27	Politiques de détermination des prêts douteux		64-67, 118, 149-152	–
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice		–	28, 33
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en Bourse		68	39
	30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit		66-67	36
Autres	31	Autres types de risque		96-105	–
	32	Événements publics comportant des risques		99-100 234-236	–

\* Ces exigences de communication sont remplies en totalité ou en partie grâce aux informations incluses dans le rapport portant sur le troisième pilier pour le trimestre clos le 30 avril 2020 et l'exercice clos le 31 octobre 2019.

## États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

## Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	30 avril 2020	31 octobre 2019
<b>Actif</b>		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	98 777 \$	26 310 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	48 398	38 345
<b>Titres</b>		
Titres détenus à des fins de transaction	135 778	146 534
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable (note 4)	134 163	102 470
	269 941	249 004
<b>Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>	<b>325 534</b>	<b>306 961</b>
<b>Prêts</b> (note 5)		
Prêts de détail	435 409	426 086
Prêts de gros	243 269	195 870
	678 678	621 956
Correction de valeur pour pertes sur prêts (note 5)	(5 230)	(3 100)
	673 448	618 856
<b>Actif net des fonds distincts</b>	<b>1 743</b>	<b>1 663</b>
<b>Autres</b>		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	19 438	18 062
Dérivés	140 807	101 560
Locaux et matériel	8 394	3 191
Goodwill	11 591	11 236
Autres immobilisations incorporelles	4 736	4 674
Autres actifs	72 875	49 073
	257 841	187 796
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 675 682 \$</b>	<b>1 428 935 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>		
<b>Dépôts</b> (note 6)		
Particuliers	328 386 \$	294 732 \$
Entreprises et gouvernements	632 725	565 482
Banques	48 336	25 791
	1 009 447	886 005
<b>Passif net des fonds distincts</b>	<b>1 743</b>	<b>1 663</b>
<b>Autres</b>		
Acceptations	19 548	18 091
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	40 347	35 069
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	278 605	226 586
Dérivés	144 710	98 543
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	11 383	11 401
Autres passifs	75 085	58 137
	569 678	447 827
<b>Débitures subordonnées</b> (note 8)	<b>9 774</b>	<b>9 815</b>
<b>Total du passif</b>	<b>1 590 642</b>	<b>1 345 310</b>
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires</b>		
Actions privilégiées (note 8)	5 699	5 707
Actions ordinaires (note 8)	17 517	17 587
Bénéfices non distribués	57 466	55 981
Autres composantes des capitaux propres	4 253	4 248
	84 935	83 523
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>	<b>105</b>	<b>102</b>
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>85 040</b>	<b>83 625</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 675 682 \$</b>	<b>1 428 935 \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## États consolidés intermédiaires résumés du résultat net (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2020	le 30 avril 2019	le 30 avril 2020	le 30 avril 2019
<b>Revenu d'intérêt et de dividende</b> (note 3)				
Prêts	5 937 \$	6 123 \$	12 295 \$	12 283 \$
Titres	1 730	1 702	3 472	3 398
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	1 492	2 191	3 501	4 339
Dépôts et autres	67	116	196	261
	9 226	10 132	19 464	20 281
<b>Charge d'intérêt</b> (note 3)				
Dépôts et autres	2 337	3 267	5 357	6 529
Autres passifs	1 343	1 999	3 257	3 947
Débentures subordonnées	81	93	164	185
	3 761	5 359	8 778	10 661
<b>Revenu net d'intérêt</b>	<b>5 465</b>	<b>4 773</b>	<b>10 686</b>	<b>9 620</b>
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>				
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	197	1 515	2 191	3 094
Revenus tirés des activités de négociation	(66)	314	392	709
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 500	1 381	3 035	2 831
Revenus tirés des fonds communs de placement	890	899	1 836	1 772
Commissions de courtage en valeurs mobilières	460	316	778	658
Frais bancaires	468	466	956	934
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	544	554	1 171	899
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	280	243	533	492
Revenus sur cartes	212	266	499	548
Commissions de crédit	304	288	664	603
Profits nets sur les titres de placement	45	37	56	83
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	15	14	37	29
Autres	19	433	335	816
	4 868	6 726	12 483	13 468
<b>Total des revenus</b>	<b>10 333</b>	<b>11 499</b>	<b>23 169</b>	<b>23 088</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b> (notes 4 et 5)	<b>2 830</b>	<b>426</b>	<b>3 249</b>	<b>940</b>
<b>Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance</b>	<b>(177)</b>	<b>1 160</b>	<b>1 437</b>	<b>2 385</b>
<b>Frais autres que d'intérêt</b>				
Ressources humaines (note 7)	3 573	3 622	7 633	7 265
Matériel	468	445	930	876
Frais d'occupation	417	405	814	802
Communications	252	273	502	513
Honoraires	324	290	608	595
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	315	299	618	589
Autres	593	582	1 215	1 188
	5 942	5 916	12 320	11 828
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>1 738</b>	<b>3 997</b>	<b>6 163</b>	<b>7 935</b>
Impôt sur le résultat	257	767	1 173	1 533
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 481 \$</b>	<b>3 230 \$</b>	<b>4 990 \$</b>	<b>6 402 \$</b>
<b>Bénéfice net attribuable aux :</b>				
Actionnaires	1 484 \$	3 226 \$	4 988 \$	6 396 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(3)	4	2	6
	1 481 \$	3 230 \$	4 990 \$	6 402 \$
<b>Bénéfice de base par action</b> (en dollars) (note 9)	<b>1,00 \$</b>	<b>2,20 \$</b>	<b>3,41 \$</b>	<b>4,36 \$</b>
<b>Bénéfice dilué par action</b> (en dollars) (note 9)	<b>1,00</b>	<b>2,20</b>	<b>3,40</b>	<b>4,34</b>
<b>Dividendes par action ordinaire</b> (en dollars)	<b>1,08</b>	<b>1,02</b>	<b>2,13</b>	<b>2,00</b>

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2020	le 30 avril 2019	le 30 avril 2020	le 30 avril 2019
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 481 \$</b>	<b>3 230 \$</b>	<b>4 990 \$</b>	<b>6 402 \$</b>
<b>Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt</b>				
<b>Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :</b>				
<b>Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</b>				
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(989)	140	(806)	139
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	24	(9)	23	(10)
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(64)	(31)	(73)	(60)
	<b>(1 029)</b>	<b>100</b>	<b>(856)</b>	<b>69</b>
<b>Écarts de change</b>				
Profits (pertes) de change latents	2 937	1 096	3 348	1 131
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	(1 126)	(398)	(1 304)	(464)
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	–	–	–	2
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	–	–	–	2
	<b>1 811</b>	<b>698</b>	<b>2 044</b>	<b>671</b>
<b>Variation nette des couvertures de flux de trésorerie</b>				
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(1 103)	(182)	(1 277)	(498)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	108	(25)	100	(99)
	<b>(995)</b>	<b>(207)</b>	<b>(1 177)</b>	<b>(597)</b>
<b>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :</b>				
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel (note 7)	457	(92)	(12)	(486)
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	662	(189)	553	(26)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	20	30	21	37
	<b>1 139</b>	<b>(251)</b>	<b>562</b>	<b>(475)</b>
<b>Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt</b>	<b>926</b>	<b>340</b>	<b>573</b>	<b>(332)</b>
<b>Total du résultat global</b>	<b>2 407 \$</b>	<b>3 570 \$</b>	<b>5 563 \$</b>	<b>6 070 \$</b>
<b>Total du résultat global attribuable aux :</b>				
Actionnaires	2 404 \$	3 566 \$	5 555 \$	6 063 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	3	4	8	7
	<b>2 407 \$</b>	<b>3 570 \$</b>	<b>5 563 \$</b>	<b>6 070 \$</b>

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2020	le 30 avril 2019	le 30 avril 2020	le 30 avril 2019
<b>Impôt sur les autres éléments du résultat global</b>				
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(147)\$	48 \$	(92)\$	44 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	3	–	3	–
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(23)	(15)	(26)	(32)
Profits (pertes) de change latents	1	1	1	2
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	(384)	(136)	(446)	(160)
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	–	–	–	1
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(394)	(66)	(457)	(179)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	39	(9)	36	(36)
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel	165	(45)	(2)	(170)
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	237	(69)	198	(10)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	7	(6)	5	(7)
<b>Total de la charge (l'économie) d'impôt</b>	<b>(496)\$</b>	<b>(297)\$</b>	<b>(780)\$</b>	<b>(547)\$</b>

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Pour le trimestre clos le 30 avril 2020											
	Autres composantes des capitaux propres										Total des capitaux propres	
	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres					
Actions privilégiées ordinaires	Actions privilégiées ordinaires	Actions propres – privilégiées ordinaires	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
(en millions de dollars canadiens)	5 698 \$	17 577 \$	1 \$	(72) \$	56 279 \$	206 \$	4 454 \$	(188) \$	4 472 \$	83 955 \$	106 \$	84 061 \$
<b>Solde au début de la période</b>												
Variation des capitaux propres												
Capital social émis		26								26		26
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation		(11)			(76)					(87)		(87)
Rachat d'actions privilégiées												
Actions propres – vente			30	1 605						1 635		1 635
Actions propres – achat			(30)	(1 608)						(1 638)		(1 638)
Attributions de rémunération fondée sur des actions					(2)					(2)		(2)
Dividendes sur actions ordinaires					(1 538)					(1 538)		(1 538)
Dividendes sur actions privilégiées et autres					(64)					(64)	(3)	(67)
Autres					244					244	(1)	243
Bénéfice net					1 484					1 484	(3)	1 481
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt					1 139	(1 029)	1 805	(995)	(219)	920	6	926
<b>Solde à la fin de la période</b>	5 698 \$	17 592 \$	1 \$	(75) \$	57 466 \$	(823) \$	6 259 \$	(1 183) \$	4 253 \$	84 935 \$	105 \$	85 040 \$
(en millions de dollars canadiens)	6 406 \$	17 601 \$	– \$	(36) \$	52 184 \$	(43) \$	4 119 \$	298 \$	4 374 \$	80 529 \$	97 \$	80 626 \$
<b>Solde au début de la période</b>												
Variation des capitaux propres												
Capital social émis		38								38		38
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation		(1)			(10)					(11)		(11)
Rachat d'actions privilégiées	(700)									(700)		(700)
Actions propres – vente			43	1 272						1 315		1 315
Actions propres – achat			(43)	(1 340)						(1 383)		(1 383)
Attributions de rémunération fondée sur des actions					(8)					(8)		(8)
Dividendes sur actions ordinaires					(1 466)					(1 466)		(1 466)
Dividendes sur actions privilégiées et autres					(65)					(65)		(65)
Autres					5					5		5
Bénéfice net					3 226					3 226	4	3 230
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt					(251)	100	698	(207)	591	340		340
<b>Solde à la fin de la période</b>	5 706 \$	17 638 \$	– \$	(104) \$	53 615 \$	57 \$	4 817 \$	91 \$	4 965 \$	81 820 \$	101 \$	81 921 \$

Pour le trimestre clos le 30 avril 2019

Pour le semestre clos le 30 avril 2020													
	Autres composantes des capitaux propres												
	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global			Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes propres		Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres			
	Actions privilégiées ordinaires	Actions privilégiées ordinaires	Actions propres – ordinaires			Bénéfices distribués non distribués	Autres				Capitaux propres		
(en millions de dollars canadiens)	5 706 \$	17 645 \$	1 \$	(58)\$	55 981 \$	(107)	33 \$	4 221 \$	(6)\$	4 248 \$	83 523 \$	102 \$	83 625 \$
<b>Solde au début de la période</b>													
Ajustement de transition (note 2)													
<b>Solde ajusté au début de la période</b>	5 706 \$	17 645 \$	1 \$	(58)\$	55 874 \$	(107)	33 \$	4 221 \$	(6)\$	4 248 \$	83 416 \$	102 \$	83 518 \$
Variation des capitaux propres													
Capital social émis		44									44		44
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation		(97)			(717)						(814)		(814)
Rachat d'actions privilégiées	(8)										(8)		(8)
Actions propres – vente			63	3 171							3 234		3 234
Actions propres – achat			(63)	(3 188)							(3 251)		(3 251)
Attributions de rémunération fondée sur des actions													
Dividendes sur actions ordinaires					(3 034)						(3 034)		(3 034)
Dividendes sur actions privilégiées et autres					(129)						(129)	(4)	(133)
Autres					(78)						(78)	(1)	(79)
Bénéfice net					4 988						4 988	2	4 990
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt					562		(856)	2 038	(1 177)		567	6	573
<b>Solde à la fin de la période</b>	5 698 \$	17 592 \$	1 \$	(75)\$	57 466 \$	(104)	(823)\$	6 259 \$	(1 183)\$	4 253 \$	84 935 \$	105 \$	85 040 \$

Pour le semestre clos le 30 avril 2019													
	Autres composantes des capitaux propres												
	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global			Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes propres		Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres			
	Actions privilégiées ordinaires	Actions privilégiées ordinaires	Actions propres – ordinaires			Bénéfices distribués non distribués	Autres				Capitaux propres		
(en millions de dollars canadiens)	6 306 \$	17 635 \$	3 \$	(18)\$	51 018 \$	(475)	(12)\$	4 147 \$	688 \$	4 823 \$	79 767 \$	94 \$	79 861 \$
<b>Solde au début de la période</b>													
Variation des capitaux propres													
Capital social émis	350	49									399		399
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation		(46)			(313)						(359)		(359)
Rachat d'actions privilégiées	(950)										(950)		(950)
Actions propres – vente			125	2 801							2 926		2 926
Actions propres – achat			(128)	(2 887)							(3 015)		(3 015)
Attributions de rémunération fondée sur des actions					(6)						(6)		(6)
Dividendes sur actions ordinaires					(2 873)						(2 873)		(2 873)
Dividendes sur actions privilégiées et autres					(139)						(139)		(139)
Autres					7						7		7
Bénéfice net					6 396						6 396	6	6 402
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt					(475)		69	670	(597)	142	(333)	1	(332)
<b>Solde à la fin de la période</b>	5 706 \$	17 638 \$	– \$	(104)\$	53 615 \$	(104)	57 \$	4 817 \$	91 \$	4 965 \$	81 820 \$	101 \$	81 921 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2020	le 30 avril 2019	le 30 avril 2020	le 30 avril 2019
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>				
Bénéfice net	1 481 \$	3 230 \$	4 990 \$	6 402 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet sur la trésorerie et autres				
Dotation à la provision pour pertes de crédit	2 830	426	3 249	940
Amortissement	326	157	659	307
Impôt différé	(428)	(124)	(414)	(295)
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	316	300	627	593
Variations nettes des participations dans des coentreprises et des entreprises associées	(13)	(13)	(35)	(28)
Pertes (profits) sur les titres de placement	(86)	(47)	(98)	(96)
Pertes (profits) à la cession d'activités	-	-	8	-
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation				
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	(876)	494	(18)	1 006
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(231)	108	(329)	230
Impôt exigible	(699)	(376)	(954)	(535)
Actifs dérivés	(46 825)	4	(39 247)	9 227
Passifs dérivés	50 099	402	46 167	(8 070)
Titres détenus à des fins de transaction	8 788	(743)	10 292	(10 658)
Prêts, déduction faite de la titrisation	(46 092)	(12 604)	(57 727)	(25 755)
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(1 347)	(11 860)	(18 573)	(14 918)
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	24 214	(549)	52 019	17 166
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	4 723	807	5 278	1 802
Dépôts, déduction faite de la titrisation	107 220	11 457	124 456	26 939
Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	2 997	162	2 353	(316)
Autres	(14 436)	(2 405)	(20 798)	(3 888)
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation</b>	<b>91 961</b>	<b>(11 174)</b>	<b>111 905</b>	<b>53</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>				
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	(17 068)	11 935	(10 052)	9 753
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de titres de placement	35 777	12 850	52 581	31 154
Achat de titres de placement	(43 533)	(16 218)	(78 733)	(36 886)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(758)	(575)	(1 503)	(1 136)
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement</b>	<b>(25 582)</b>	<b>7 992</b>	<b>(37 707)</b>	<b>2 885</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>				
Émission de débentures subordonnées	-	-	1 500	-
Remboursement de débentures subordonnées	-	-	(2 000)	-
Émission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission	23	30	39	39
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(87)	(11)	(814)	(359)
Émission d'actions privilégiées, déduction faite des frais d'émission	-	-	-	350
Rachat d'actions privilégiées	-	(700)	(8)	(950)
Actions propres – vente	1 635	1 315	3 234	2 926
Actions propres – achat	(1 638)	(1 383)	(3 251)	(3 015)
Dividendes versés	(1 561)	(1 481)	(3 128)	(2 964)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(3)	-	(4)	-
Variation des emprunts à court terme des filiales	(1 248)	(1 774)	1 531	3 086
Remboursement d'obligations locatives	(155)	-	(296)	-
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement</b>	<b>(3 034)</b>	<b>(4 004)</b>	<b>(3 197)</b>	<b>(887)</b>
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	1 312	194	1 466	781
<b>Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques</b>	<b>64 657</b>	<b>(6 992)</b>	<b>72 467</b>	<b>2 832</b>
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période <sup>(1)</sup>	34 120	40 033	26 310	30 209
<b>Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période <sup>(1)</sup></b>	<b>98 777 \$</b>	<b>33 041 \$</b>	<b>98 777 \$</b>	<b>33 041 \$</b>
<b>Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :</b>				
Intérêts versés	3 811 \$	5 032 \$	8 568 \$	9 780 \$
Intérêts reçus	8 903	9 817	18 654	19 477
Dividendes reçus	646	488	1 304	981
Impôt sur le résultat payé	842	958	1 717	1 749

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes auprès des banques centrales et d'autres organismes de réglementation. Le total des soldes était de 2,6 milliards de dollars au 30 avril 2020 (2,5 milliards au 31 janvier 2020; 2,6 milliards au 31 octobre 2019; 2,3 milliards au 30 avril 2019; 2,3 milliards au 31 janvier 2019; 2,4 milliards au 31 octobre 2018).

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## Note 1 Informations générales

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont préparés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels et ils doivent être lus en parallèle avec nos états financiers consolidés annuels audités de 2019 et les notes annexes présentés aux pages 139 à 246 de notre rapport annuel 2019. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages. Le 26 mai 2020, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

## Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements

Sauf indication contraire ci-après, les états financiers résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels audités de 2019. Nos principales méthodes comptables et les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir non encore entrés en vigueur pour nous sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2019.

### Changements de méthodes comptables

#### Contrats de location

Au cours du premier trimestre, nous avons adopté IFRS 16 *Contrats de location* (IFRS 16), qui énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information relatifs aux contrats de location et remplace la norme IAS 17 *Contrats de location* (IAS 17) qui s'appliquait auparavant aux contrats de location. Par suite de l'application d'IFRS 16, nous avons modifié notre méthode de comptabilisation des contrats de location tel qu'il est indiqué ci-après, en date du 1<sup>er</sup> novembre 2019. Comme l'autorisent les dispositions transitoires d'IFRS 16, nous avons choisi de ne pas retraiter les résultats des périodes correspondantes. En conséquence, toute l'information correspondante est présentée conformément aux méthodes comptables utilisées précédemment, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2019.

Par suite de l'adoption d'IFRS 16, nous avons augmenté le total de l'actif de 5 084 millions de dollars et le total du passif de 5 191 millions de dollars, ce qui représente principalement des contrats de location visant des locaux et du matériel auparavant classés en tant que contrats de location simple; de plus, nous avons réduit les bénéfices non répartis de 107 millions de dollars, déduction faite de l'impôt. L'adoption d'IFRS 16 a réduit notre ratio de fonds propres CET1 de 14 p.b.

#### Location

À la date de passation d'un contrat, nous évaluons si celui-ci est ou contient un contrat de location. Un contrat est ou contient un contrat de location s'il confère le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant d'un bien déterminé et le droit de contrôler l'utilisation de ce bien pour un certain temps moyennant une contrepartie.

Lorsque nous sommes le preneur dans le cadre d'un contrat de location, nous comptabilisons initialement un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante, sauf à l'égard des contrats de location à court terme et des contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. On entend par contrat de location à court terme un contrat dont la durée est de 12 mois ou moins. Les biens de faible valeur sont des actifs non liés aux infrastructures, non spécialisés, courants, simples sur le plan technologique, facilement accessibles et couramment utilisés. En ce qui concerne les contrats de location à court terme et les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur, nous comptabilisons les loyers en tant que charges d'exploitation sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

Lorsque nous avons l'assurance raisonnable d'exercer les options de prolongation et de résiliation, celles-ci sont prises en compte dans la durée du contrat de location visé.

L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'ont pas encore été versés à la date de début, calculée selon notre taux d'emprunt marginal. L'obligation locative est ensuite évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif et comptabilisée dans la charge d'intérêt.

L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué en fonction du montant initial de l'obligation locative, après ajustement pour tenir compte des paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date, des coûts directs initiaux engagés et de l'estimation des coûts qui devront être engagés pour le démantèlement, l'enlèvement ou la remise en état du bien, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus.

L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti jusqu'au terme de la durée du contrat de location ou jusqu'au terme de la durée d'utilité si celle-ci est antérieure, sauf si la propriété en est transférée à RBC ou si nous avons l'assurance raisonnable de pouvoir exercer une option d'achat, auquel cas la durée d'utilité de l'actif au titre du droit d'utilisation s'appliquera. Nous appliquons IAS 36 *Dépréciation d'actifs* pour déterminer si l'actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié et pour comptabiliser toute perte de valeur, comme il est décrit dans les méthodes comptables applicables aux locaux et au matériel dans notre rapport annuel 2019.

**Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements (suite)***Incidence de l'adoption d'IFRS 16 – Contrats de location auparavant classés en tant que contrats de location simple*

Lors de la transition, les obligations locatives ont été évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers restants au moyen de notre taux d'emprunt marginal au 1<sup>er</sup> novembre 2019. Nous avons utilisé un taux d'emprunt marginal moyen pondéré de 2,3 %. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont habituellement évalués à un montant équivalant à l'obligation locative et ajustés pour tenir compte du montant du paiement de loyer payé d'avance ou à payer. Pour certains biens, les actifs au titre de droits d'utilisation étaient évalués comme si IFRS 16 avait été appliquée depuis la date de début du contrat de location, actualisée au moyen de notre taux d'emprunt marginal au 1<sup>er</sup> novembre 2019. Les mesures de simplification suivantes ont été adoptées pour l'application d'IFRS 16 aux contrats de location auparavant classés en tant que contrats de location simple selon IAS 17 :

- Décision de ne pas séparer les composantes locatives des composantes non locatives (applicable aux contrats de location de biens immobiliers);
- Exemption de comptabilisation des contrats de location à court terme et de contrats dont le bien sous-jacent est de faible valeur.

Le tableau qui suit présente le rapprochement de nos engagements en vertu de contrats de location simple au 31 octobre 2019, comme ils ont été présentés dans nos états financiers consolidés annuels de 2019, et des obligations liées au contrat comptabilisées lors de l'application initiale d'IFRS 16 au 1<sup>er</sup> novembre 2019.

(en millions de dollars canadiens)	
<b>Engagements en vertu de baux présentés au 31 octobre 2019</b>	<b>6 175 \$</b>
Moins : engagements liés à l'impôt non recouvrable	(360)
Moins : engagements au titre de contrats qui ne sont pas encore en vigueur	(240)
Moins : exemption de comptabilisation adoptée pour les contrats de location à court terme et les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur	(83)
Plus : engagements au titre des options de renouvellement dont l'exercice est raisonnablement assuré	977
Autres	(26)
<b>Engagements liés aux contrats de location simple ajustés au 31 octobre 2019</b>	<b>6 443</b>
Actualisation au 1 <sup>er</sup> novembre 2019	5 557
Obligations locatives au titre de contrats de location-financement au 31 octobre 2019	49
<b>Obligation locative comptabilisée au 1<sup>er</sup> novembre 2019</b>	<b>5 606 \$</b>

*Incidence de l'adoption d'IFRS 16 – Contrats de location auparavant classés en tant que contrats de location-financement*

La valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation et de l'obligation locative au 1<sup>er</sup> novembre 2019 pour les contrats de location auparavant classés en tant que contrats de location-financement en vertu d'IAS 17 *Contrats de location* était jugée correspondre à la valeur comptable de l'actif loué et de l'obligation locative aux termes d'IAS 17 immédiatement avant la date de transition.

**Réforme des taux d'intérêt de référence**

Au cours du premier trimestre, nous avons adopté par anticipation des modifications à IFRS 9 *Instruments financiers*, à IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* et à IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir* (les Modifications), qui s'appliquent à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2019. Ces Modifications modifient certaines exigences concernant la comptabilité de couverture de sorte à contrer l'effet que pourrait susciter l'incertitude causée par la réforme des taux d'intérêt de référence (la Réforme) avant la transition vers d'autres taux d'intérêt. L'adoption de ces Modifications n'a eu aucune incidence sur nos états financiers consolidés.

Nous cesserons d'appliquer ces Modifications lorsque les flux de trésorerie fondés sur les taux interbancaires offerts (IBOR) seront remplacés par les flux de trésorerie fondés sur les nouveaux taux sans risque ou lorsque les relations de couverture auxquelles la mesure d'atténuation est appliquée seront abandonnées.

*Comptabilité de couverture*

Nos méthodes comptables relatives à la comptabilité de couverture sont décrites aux notes 2 et 8 de notre rapport annuel 2019. Nous appliquons la comptabilité de couverture lorsque les instruments de couverture désignés sont hautement efficaces pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts, lors de la mise en place de la couverture et sur une base continue. Nous procédons à des appréciations rétrospectives pour démontrer que la relation est efficace depuis la désignation de la couverture et à des appréciations prospectives pour évaluer si la couverture sera efficace pour le reste de sa durée. Bien qu'une incertitude demeure en raison de la réforme des taux IBOR, nos tests d'efficacité prospectifs se fondent sur les flux de trésorerie couverts existants ou les risques couverts. Toute inefficacité constatée lors de tests rétrospectifs est comptabilisée dans le bénéfice net.

En plus des possibles facteurs à l'origine d'inefficacités présentés à la note 8 de notre rapport annuel 2019, la Réforme peut être source d'inefficacités puisque le remplacement des taux IBOR appliqués aux éléments couverts et instruments de couverture par des taux sans risque peut s'effectuer à des moments différents, ce qui peut avoir une incidence différente sur l'évaluation ou la variabilité des flux de trésorerie des éléments couverts et des instruments de couverture connexes.

### Couvertures de flux de trésorerie

Nous appliquons la comptabilité de couverture aux couvertures de flux de trésorerie lorsqu'il est hautement probable que les flux de trésorerie déclenchant le risque couvert se réalisent. Bien qu'une incertitude demeure en raison de la réforme des taux IBOR, nous appliquons les mesures d'atténuation prévues par les Modifications, aux termes desquelles les taux de référence IBOR, utilisés pour déterminer les flux de trésorerie couverts hautement probables, ne sont pas modifiés. En outre, la réserve de couverture de flux de trésorerie connexe n'est pas reclassée en résultat net uniquement en raison des changements liés à la transition des taux IBOR aux nouveaux taux sans risque.

### Couvertures de la juste valeur

Nous appliquons la comptabilité de couverture aux taux IBOR qui peuvent ne pas être stipulés dans le contrat si, au commencement de la relation de couverture, ces taux sont isolables et peuvent être évalués de façon fiable.

### Relations de couverture touchées par la réforme des taux d'intérêt de référence

Le tableau qui suit présente le capital nominal de nos instruments de couverture fondés sur les taux IBOR qui arriveront à expiration après 2021 et qui seront touchés par la Réforme. Le capital nominal de ces instruments correspond aussi approximativement au risque géré au moyen des relations de couverture :

(en millions de dollars canadiens)	Au 1 <sup>er</sup> novembre 2019
	Valeur nominale/Principal (1)
<b>Contrats de taux d'intérêt</b>	
LIBOR en dollar américain	26 709 \$
Taux interbancaire offert en euro	5 589
LIBOR en livre sterling	618
<b>Instruments non dérivés</b>	
LIBOR en dollar américain	888
LIBOR en livre sterling	682
	<b>34 486 \$</b>

(1) Compte non tenu des contrats de taux d'intérêt et des instruments non dérivés dont les taux de référence se rapportent principalement aux taux offerts dans plusieurs territoires, notamment le CDOR (Canadian Dollar Offered Rate) et le BBSW (Australian Bank Bill Swap Rate).

### IFRIC 23 Incertitude relative aux traitements fiscaux (IFRIC 23) de l'IFRS Interpretations Committee

Nous avons adopté au premier trimestre IFRIC 23, qui fournit des directives sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs et passifs d'impôt conformément à IAS 12 *Impôts sur le résultat* lorsqu'il y a incertitude relative aux traitements fiscaux, et qui remplace IAS 37 *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* appliquée pour les positions fiscales incertaines. Nous sommes assujettis aux lois fiscales des divers territoires où nous exerçons nos activités. Ces lois fiscales complexes peuvent faire l'objet d'interprétations différentes de notre part et de celle des autorités fiscales pertinentes. Un jugement important doit être exercé pour interpréter les lois fiscales pertinentes, évaluer la probabilité d'acceptation de nos positions fiscales et déterminer notre charge d'impôt en fonction de nos meilleures estimations quant aux positions fiscales qui font l'objet d'un audit ou d'un appel auprès des autorités fiscales compétentes. Nous effectuons un examen chaque trimestre afin de mettre à jour nos meilleures estimations selon l'information disponible, mais les décisions prises par les autorités fiscales compétentes à l'égard de nos positions pourraient donner lieu à un passif et à une charge d'impôt additionnels. L'adoption d'IFRIC 23 n'a eu aucune incidence sur nos états financiers consolidés.

### IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients (IFRS 15)

Le 1<sup>er</sup> novembre 2018, nous avons adopté IFRS 15 et réduit notre solde d'ouverture des bénéfices non distribués. Au cours du quatrième trimestre de 2019, nous avons modifié cette réduction du solde d'ouverture des bénéfices non distribués pour la porter à 94 millions de dollars après impôt. Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

### Estimations, hypothèses et jugements importants

La pandémie de COVID-19 évolue rapidement et le contexte économique dans lequel nous exerçons nos activités risque d'être marqué par une volatilité persistante, ce qui pourrait continuer de nuire à nos résultats financiers, puisqu'il demeure impossible de prédire la durée de la pandémie, ainsi que toute vague ultérieure possible, et l'efficacité des mesures prises par les gouvernements et les banques centrales. Le contexte actuel exigeait des jugements et estimations particulièrement complexes, et nous suivons de près l'évolution de la situation et son incidence sur les aspects suivants.

### Correction de valeur pour pertes de crédit

Notre estimation des pertes de crédit attendues des stades 1 et 2 continue d'être une estimation actualisée, établie par pondération probabiliste, qui tient compte de cinq scénarios macroéconomiques différents. Il s'agit du scénario de base reposant sur nos prévisions macroéconomiques, de scénarios de fluctuation à la hausse et à la baisse en fonction des situations macroéconomiques raisonnablement possibles et de scénarios de fluctuation à la baisse supplémentaires et plus graves élaborés afin d'englober une fourchette plus large de pertes de crédit possibles dans les secteurs de l'énergie et de l'immobilier. Notre processus exige le recours à un jugement important pour établir et pondérer des scénarios macroéconomiques, prévoir des variables macroéconomiques et évaluer les hausses significatives du risque de crédit.

Pour refléter d'autres caractéristiques qui ne sont pas déjà prises en compte dans notre modèle de correction de valeur pour pertes de crédit pondérée en fonction des scénarios, par exemple l'incidence d'un scénario de pandémie sur les secteurs particulièrement vulnérables touchés par la COVID-19 et les effets des programmes de soutien aux paiements des banques et des gouvernements, un jugement expert en matière de crédit est exercé à l'égard de la correction de valeur pour pertes de crédit pondérée en fonction des scénarios pour déterminer les pertes de crédit attendues finales.

## Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements (suite)

### *Utilisation d'informations prospectives*

L'émergence de la pandémie de COVID-19 a eu de lourdes conséquences sur nos perspectives économiques, ce dont témoignent les variables macroéconomiques qui entrent dans l'estimation des corrections de valeur pour pertes de crédit des stades 1 et 2. Le contexte, qui comprend les mesures de soutien gouvernemental mises en place, évolue rapidement, ce qui accroît le degré d'incertitude habituel de nos perspectives macroéconomiques, lesquelles sont de par leur nature appelées à changer. Ainsi, il est possible que notre estimation des corrections de valeur pour pertes de crédit des stades 1 et 2 soit modifiée de façon importante. Nous surveillons étroitement l'évolution de la conjoncture et ses répercussions sur nos pertes de crédit attendues, et nous continuerons de mettre à jour nos variables macroéconomiques à mesure que l'incidence de la COVID-19 progresse.

### *Appréciation d'une augmentation importante du risque de crédit*

Pour soutenir nos clients pendant cette période, nous avons lancé plusieurs programmes d'aide en cas de difficultés financières. Toutes choses étant égales par ailleurs, le recours à un programme de report de versements n'entraîne pas à lui seul une augmentation importante du risque de crédit. Notre appréciation d'une augmentation importante du risque de crédit repose encore principalement sur des seuils au titre de la probabilité de défaillance (PD) quantitative pour toute la durée de vie et, pour nos portefeuilles de prêts de gros, sur le changement de la notation du risque des emprunteurs. D'autres examens qualitatifs et un seuil repère de défaillance de 30 jours sont également appliqués. Les notations du risque et les conséquences macroéconomiques globales de la pandémie sont largement reflétées dans la PD pour la durée de vie d'un instrument. Les conséquences de la COVID-19 qui ne sont pas déjà prises en compte dans le modèle de la PD pour la durée de vie le seront dans les examens qualitatifs effectués afin de vérifier des critères correspondant aux différents stades, et des ajustements seront apportés au besoin.

### *Programmes d'aide clientèle RBC*

Nous avons mis en œuvre des programmes pour aider les clients des services bancaires aux particuliers et aux entreprises à affronter les défis associés à la COVID-19. Ces programmes comprennent des reports de versements, des réductions de taux d'intérêt, des dérogations aux clauses restrictives, des refinancements ou des restructurations du crédit. Dans certains cas, les modalités initiales de l'actif financier connexe ont été renégociées ou autrement modifiées, ce qui a donné lieu à un changement des conditions contractuelles de l'actif financier ayant des répercussions sur les flux de trésorerie contractuels. En cas de modification majeure de l'actif financier initial, nous avons décomptabilisé cet actif et en avons comptabilisé un nouveau. Si la modification des conditions ne donne pas lieu à la décomptabilisation de l'actif financier, la valeur comptable de l'actif financier est recalculée pour correspondre à la valeur actualisée des flux de trésorerie contractuels renégociés ou modifiés, établie au moyen du taux d'intérêt effectif initial, et une perte ou un profit est comptabilisé.

### *Programmes gouvernementaux*

Pour soutenir nos clients pendant cette période sans précédent, nous participons à des programmes d'aide financière des gouvernements du Canada et des États-Unis. Aux fins de ces programmes, nous avons déterminé si nous avons transféré la quasi-totalité des risques et avantages des actifs financiers, si nous avons renoncé au contrôle de ces actifs financiers ou si nous conservons le droit de recevoir les flux de trésorerie de ces actifs, mais nous avons l'obligation de verser ces flux de trésorerie à un tiers sous réserve de certaines exigences de transfert.

Dans le cadre du programme Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, nous avons fourni des prêts sans intérêt, financés par Exportation et développement Canada (EDC), aux petites entreprises clientes admissibles. Comme nous ne conservons pas la quasi-totalité des risques et avantages liés aux actifs financiers et que la totalité des flux de trésorerie sont transmis à EDC, ces prêts ne sont pas comptabilisés dans notre bilan.

Nous avons également accordé à des clients établis aux États-Unis des prêts garantis par le gouvernement fédéral des États-Unis dans le cadre du *Paycheck Protection Program* (PPP) créé aux termes de la *CARES Act*. Bien que ces prêts soient garantis par le gouvernement fédéral des États-Unis, nous conservons la quasi-totalité des autres risques et avantages qui y sont associés. Par conséquent, les prêts consentis dans le cadre du PPP sont constatés au coût amorti dans les Prêts de gros.

### *Goodwill*

Compte tenu des répercussions de la COVID-19 sur les flux de trésorerie prévus de nos secteurs, nous avons soumis à une analyse de sensibilité certaines unités génératrices de trésorerie (UGT) davantage touchées par la pandémie. Pour ce faire, nous avons mis à jour des hypothèses et jugements clés entrant dans l'estimation de la valeur recouvrable de certaines UGT et procédé à une analyse de sensibilité de nos taux d'actualisation et flux de trésorerie futurs prévus pour déterminer si la valeur recouvrable de ces UGT est toujours supérieure à leur valeur comptable. Nous avons établi qu'il n'y a eu aucune perte de valeur.

Comme l'a démontré notre analyse de sensibilité, la valeur recouvrable de notre UGT Services bancaires dans les Antilles a été portée à 111 % de sa valeur comptable (126 % au 31 octobre 2019). Si le taux d'actualisation après impôt avait augmenté de 0,7 % (1,8 % au 31 octobre 2019), si le taux de croissance final avait baissé de 0,9 % (2,4 % au 31 octobre 2019) ou encore si les flux de trésorerie futurs avaient diminué de 10 % (21 % au 31 octobre 2019), toutes les autres variables individuelles restant constantes, la valeur comptable de l'UGT se rapprocherait de sa valeur recouvrable.

Nous allons poursuivre notre analyse des retombées de la COVID-19 et mettre à jour nos hypothèses et jugements clés lors des trimestres à venir en fonction de l'information obtenue.

Pour de plus amples renseignements sur nos estimations et jugements importants, se reporter à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités.

## Note 3 Juste valeur des instruments financiers

## Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Les tableaux suivants présentent une comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur de chaque type d'instrument financier. Les dérivés incorporés sont présentés avec les contrats hôtes. Pour une description des techniques d'évaluation et des données utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter aux notes 2 et 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2019. Aucun changement important n'a été apporté à nos méthodes d'évaluation de la juste valeur au cours du trimestre.

	Au 30 avril 2020							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
<b>Actifs financiers</b>								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	33 783 \$	– \$	– \$	14 615 \$	14 615 \$	48 398 \$	48 398 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	126 051	9 727	–	–	–	–	135 778	135 778
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	–	–	88 430	528	45 205	46 372	134 163	135 330
	126 051	9 727	88 430	528	45 205	46 372	269 941	271 108
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	271 679	–	–	–	53 855	53 860	325 534	325 539
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	162	243	90	–	432 256	435 701	432 751	436 196
Prêts de gros	8 121	2 019	424	–	230 133	230 598	240 697	241 162
	8 283	2 262	514	–	662 389	666 299	673 448	677 358
Autres								
Dérivés	140 807	–	–	–	–	–	140 807	140 807
Autres actifs (1)	2 998	–	–	–	71 456	71 455	74 454	74 453
<b>Passifs financiers</b>								
Dépôts								
Particuliers	50 \$	16 963 \$			311 373 \$	310 738 \$	328 386 \$	327 751 \$
Entreprises et gouvernements (2)	96	136 805			495 824	496 816	632 725	633 717
Banques (3)	–	13 482			34 854	34 889	48 336	48 371
	146	167 250			842 051	842 443	1 009 447	1 009 839
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	40 347	–			–	–	40 347	40 347
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	265 708			12 897	12 897	278 605	278 605
Dérivés	144 710	–			–	–	144 710	144 710
Autres passifs (4)	(111)	84			73 457	73 467	73 430	73 440
Débitures subordonnées	–	–			9 774	9 628	9 774	9 628

## Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au 31 octobre 2019							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
<b>Actifs financiers</b>								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	- \$	22 283 \$	- \$	- \$	16 062 \$	16 062 \$	38 345 \$	38 345 \$
<b>Titres</b>								
Titres détenus à des fins de transaction	137 600	8 934	-	-	-	-	146 534	146 534
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	-	-	57 223	463	44 784	45 104	102 470	102 790
	137 600	8 934	57 223	463	44 784	45 104	249 004	249 324
<b>Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>	246 068	-	-	-	60 893	60 894	306 961	306 962
<b>Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable</b>								
Prêts de détail	275	242	95	-	423 469	424 416	424 081	425 028
Prêts de gros	7 055	1 856	451	-	185 413	184 645	194 775	194 007
	7 330	2 098	546	-	608 882	609 061	618 856	619 035
<b>Autres</b>								
Dérivés	101 560	-	-	-	-	-	101 560	101 560
Autres actifs (1)	3 156	-	-	-	50 375	50 375	53 531	53 531
<b>Passifs financiers</b>								
<b>Dépôts</b>								
Particuliers	140 \$	17 394 \$			277 198 \$	277 353 \$	294 732 \$	294 887 \$
Entreprises et gouvernements (2)	151	111 389			453 942	452 536	565 482	564 076
Banques (3)	-	3 032			22 759	22 773	25 791	25 805
	291	131 815			753 899	752 662	886 005	884 768
<b>Autres</b>								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 069	-			-	-	35 069	35 069
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	-	218 612			7 974	7 974	226 586	226 586
Dérivés	98 543	-			-	-	98 543	98 543
Autres passifs (4)	(1 209)	91			61 039	61 024	59 921	59 906
Débitures subordonnées	-	-			9 815	9 930	9 815	9 930

(1) Comprend les engagements de clients en contrepartie d'acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres actifs.

(2) Les dépôts des entreprises et des gouvernements comprennent les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques.

(3) Les dépôts de banques correspondent aux dépôts venant de banques réglementées et de banques centrales.

(4) Comprend les acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres passifs.

### Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net

Les variations de la juste valeur des actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net qui sont attribuables aux modifications du risque de crédit correspondent à l'écart entre le total des variations de la juste valeur de l'instrument au cours de la période et les variations de la juste valeur calculées en fonction des courbes de rendement sans risque appropriées. Pour le semestre clos le 30 avril 2020, une perte de 971 millions de dollars était attribuable aux modifications du risque de crédit relativement aux actifs et passifs encore détenus et il n'y a eu aucune variation importante de la mesure dans laquelle les dérivés de crédit ou les instruments similaires limitaient l'exposition maximale au risque de crédit.

## Juste valeur des actifs et des passifs évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)	Aux										
	30 avril 2020					31 octobre 2019					
	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur	
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1			Niveau 2	Niveau 3				
<b>Actifs financiers</b>											
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	33 783 \$	– \$		\$	33 783 \$	– \$	22 283 \$	– \$	\$	22 283 \$
<b>Titres</b>											
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>											
Titres d'emprunt émis ou garantis par :											
Gouvernement canadien (1)											
Gouvernement fédéral	18 982	5 957	–			24 939	14 655	5 474	–		20 129
Provinces et municipalités	–	13 786	–			13 786	–	11 282	–		11 282
États, municipalités et organismes américains (1)	606	30 689	54			31 349	2 050	39 584	58		41 692
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	3 930	2 360	–			6 290	2 786	3 710	–		6 496
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	136	–			136	–	482	–		482
Titres adossés à des actifs											
Titres non garantis par des créances	–	744	2			746	–	1 333	2		1 335
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	24 366	19			24 385	1	23 643	21		23 665
Titres de participation	30 614	2 277	1 256			34 147	38 309	1 925	1 219		41 453
	54 132	80 315	1 331			135 778	57 801	87 433	1 300		146 534
<b>Titres de placement</b>											
Titres d'emprunt émis ou garantis par :											
Gouvernement canadien (1)											
Gouvernement fédéral	–	1 131	–			1 131	–	657	–		657
Provinces et municipalités	–	5 148	–			5 148	–	2 898	–		2 898
États, municipalités et organismes américains (1)	487	40 747	–			41 234	210	20 666	–		20 876
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	909	5 877	–			6 786	–	4 251	–		4 251
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	2 927	28			2 955	–	2 675	27		2 702
Titres adossés à des actifs											
TGC (3)	–	7 489	–			7 489	–	7 300	–		7 300
Titres non garantis par des créances	–	963	–			963	–	849	–		849
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	22 560	165			22 725	–	17 537	153		17 690
Titres de participation	40	154	333			527	42	127	294		463
	1 436	86 996	526			88 958	252	56 960	474		57 686
<b>Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>	–	271 679	–			271 679	–	246 068	–		246 068
<b>Prêts</b>	–	10 065	994			11 059	–	9 294	680		9 974
<b>Autres</b>											
<b>Dérivés</b>											
Contrats de taux d'intérêt	–	64 200	564			64 764	1	46 095	349		46 445
Contrats de change	–	55 119	103			55 222	–	40 768	48		40 816
Dérivés de crédit	–	748	–			748	–	169	–		169
Autres contrats	4 463	18 521	28			23 012	2 852	12 674	11		15 537
Ajustements d'évaluation	–	(1 644)	3			(1 641)	–	(712)	15		(697)
Total des dérivés, montant brut	4 463	136 944	698			142 105	2 853	98 994	423		102 270
Ajustements de compensation	–	–	–			(1 298)	–	–	–		(710)
Total des dérivés	–	–	–			140 807	–	–	–		101 560
Autres actifs	1 251	1 698	49			2 998	1 119	1 960	77		3 156
	61 282 \$	621 480 \$	3 598 \$			(1 298) \$	62 025 \$	522 992 \$	2 954 \$		(710) \$
						685 062 \$					587 261 \$
<b>Passifs financiers</b>											
<b>Dépôts</b>											
Particuliers	– \$	16 850 \$	163 \$			17 013 \$	– \$	17 378 \$	156 \$		17 534 \$
Entreprises et gouvernements	–	136 901	–			136 901	–	111 540	–		111 540
Banques	–	13 482	–			13 482	–	3 032	–		3 032
<b>Autres</b>											
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	22 293	18 054	–			40 347	20 512	14 557	–		35 069
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	265 708	–			265 708	–	218 612	–		218 612
<b>Dérivés</b>											
Contrats de taux d'intérêt	–	57 282	1 160			58 442	–	39 165	934		40 099
Contrats de change	–	59 987	37			60 024	–	40 183	27		40 210
Dérivés de crédit	–	747	–			747	–	282	–		282
Autres contrats	5 729	21 267	354			27 350	2 675	15 776	206		18 657
Ajustements d'évaluation	–	(548)	(7)			(555)	–	12	(7)		5
Total des dérivés, montant brut	5 729	138 735	1 544			146 008	2 675	95 418	1 160		99 253
Ajustements de compensation	–	–	–			(1 298)	–	–	–		(710)
Total des dérivés	–	–	–			144 710	–	–	–		98 543
Autres passifs	45	(108)	36			(27)	102	(1 280)	60		(1 118)
	28 067 \$	589 622 \$	1 743 \$			(1 298) \$	23 289 \$	459 257 \$	1 376 \$		(710) \$
						618 134 \$					483 212 \$

(1) Au 30 avril 2020, la valeur des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction s'établissait respectivement à 20 361 millions de dollars et à néant (22 365 millions et néant au 31 octobre 2019), et la valeur de ceux inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres de placement se chiffrait respectivement à 10 618 millions et à 2 200 millions (6 474 millions et 2 046 millions au 31 octobre 2019).

(2) OCDE signifie « Organisation de coopération et de développement économiques ».

(3) TGC signifie « titres garantis par des créances ».

**Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)****Évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)**

Un instrument financier est classé au niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude quant à l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2020, aucun changement important n'est intervenu dans les techniques et fourchettes d'évaluation et les moyennes pondérées des données non observables utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Au 30 avril 2020, l'incidence de l'ajustement d'une ou plusieurs données non observables par d'autres hypothèses raisonnablement possibles n'a pas varié de façon importante par rapport à l'incidence indiquée dans nos états financiers consolidés annuels de 2019.

**Variations de l'évaluation de la juste valeur des instruments évalués de façon récurrente et classés au niveau 3**

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2020								
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
<b>Actif</b>									
<b>Titres</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Titres d'emprunt émis ou garantis par : États, municipalités et organismes américains	55 \$	– \$	4 \$	– \$	(5)\$	– \$	– \$	54 \$	– \$
Titres adossés à des actifs Titres non garantis par des créances	2	–	–	–	–	–	–	2	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	19	–	–	–	–	–	–	19	–
Titres de participation	1 236	(51)	43	47	(19)	–	–	1 256	(37)
	1 312	(51)	47	47	(24)	–	–	1 331	(37)
<b>Titres de placement</b>									
Titres adossés à des créances hypothécaires	27	–	1	–	–	–	–	28	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	158	–	6	1	–	–	–	165	s.o.
Titres de participation	293	–	36	4	–	–	–	333	s.o.
	478	–	43	5	–	–	–	526	s.o.
<b>Prêts</b>	995	(7)	–	172	(490)	332	(8)	994	16
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(610)	(114)	(2)	(3)	7	34	92	(596)	(55)
Contrats de change	25	39	1	5	–	–	(4)	66	33
Autres contrats	(155)	(79)	(8)	(72)	(1)	(23)	12	(326)	(60)
Ajustements d'évaluation	16	–	–	–	(6)	–	–	10	–
Autres actifs	80	(26)	4	–	(9)	–	–	49	(27)
	2 141 \$	(238)\$	85 \$	154 \$	(523)\$	343 \$	92 \$	2 054 \$	(130)\$
<b>Passif</b>									
<b>Dépôts</b>									
Particuliers	(268)\$	87 \$	(4)\$	(39)\$	8 \$	(66)\$	119 \$	(163)\$	96 \$
Entreprises et gouvernements	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Autres</b>									
Autres passifs	(59)	16	(3)	1	9	–	–	(36)	16
	(327)\$	103 \$	(7)\$	(38)\$	17 \$	(66)\$	119 \$	(199)\$	112 \$

Pour le trimestre clos le 30 avril 2019

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
<b>Actif</b>									
<b>Titres</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Titres d'emprunt émis ou garantis par :									
États, municipalités et organismes américains	65 \$	– \$	2 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	67 \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	9	–	–	–	(5)	–	–	4	1
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	22	–	–	–	(1)	–	–	21	–
Titres de participation	1 076	(29)	16	70	(35)	9	–	1 107	(12)
	1 172	(29)	18	70	(41)	9	–	1 199	(11)
<b>Titres de placement</b>									
Titres adossés à des créances hypothécaires	27	–	1	–	–	–	–	28	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	135	–	11	–	–	–	–	146	s.o.
Titres de participation	247	–	10	–	39	–	–	296	s.o.
	409	–	22	–	39	–	–	470	s.o.
<b>Prêts</b>	826	12	1	48	(2)	53	(179)	759	5
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(550)	(27)	–	(193)	184	1	–	(585)	(31)
Contrats de change	12	1	3	(1)	–	–	2	17	1
Autres contrats	(102)	35	(3)	(6)	13	(22)	(105)	(190)	14
Ajustements d'évaluation	13	–	–	–	(7)	–	–	6	–
Autres actifs	61	10	1	–	(6)	–	–	66	10
	1 841 \$	2 \$	42 \$	(82) \$	180 \$	41 \$	(282) \$	1 742 \$	(12) \$
<b>Passif</b>									
<b>Dépôts</b>									
Particuliers	(91) \$	(4) \$	– \$	(24) \$	6 \$	(107) \$	28 \$	(192) \$	(7) \$
Entreprises et gouvernements	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Autres</b>									
Autres passifs	(52)	(5)	(2)	1	2	–	–	(56)	(4)
	(143) \$	(9) \$	(2) \$	(23) \$	8 \$	(107) \$	28 \$	(248) \$	(11) \$

## Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le semestre clos le 30 avril 2020								
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
<b>Actif</b>									
<b>Titres</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Titres d'emprunt émis ou garantis par : États, municipalités et organismes américains	58 \$	– \$	4 \$	– \$	(8)\$	– \$	– \$	54 \$	– \$
Titres adossés à des actifs Titres non garantis par des créances	2	–	–	–	–	–	–	2	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	21	(1)	–	–	(1)	–	–	19	–
Titres de participation	1 219	(78)	47	118	(47)	–	(3)	1 256	(49)
	<b>1 300</b>	<b>(79)</b>	<b>51</b>	<b>118</b>	<b>(56)</b>	<b>–</b>	<b>(3)</b>	<b>1 331</b>	<b>(49)</b>
<b>Titres de placement</b>									
Titres adossés à des créances hypothécaires	27	–	1	–	–	–	–	28	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	153	–	11	1	–	–	–	165	s.o.
Titres de participation	294	–	36	4	(1)	–	–	333	s.o.
	<b>474</b>	<b>–</b>	<b>48</b>	<b>5</b>	<b>(1)</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>526</b>	<b>s.o.</b>
<b>Prêts</b>	<b>680</b>	<b>19</b>	<b>–</b>	<b>490</b>	<b>(499)</b>	<b>340</b>	<b>(36)</b>	<b>994</b>	<b>17</b>
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(585)	(110)	(2)	(39)	8	34	98	(596)	(56)
Contrats de change	21	40	1	16	–	(5)	(7)	66	31
Autres contrats	(195)	(94)	(7)	(74)	7	(33)	70	(326)	(72)
Ajustements d'évaluation	22	–	–	–	(12)	–	–	10	–
Autres actifs	77	(19)	4	–	(13)	–	–	49	(20)
	<b>1 794 \$</b>	<b>(243)\$</b>	<b>95 \$</b>	<b>516 \$</b>	<b>(566)\$</b>	<b>336 \$</b>	<b>122 \$</b>	<b>2 054 \$</b>	<b>(149)\$</b>
<b>Passif</b>									
<b>Dépôts</b>									
Particuliers	(156)\$	86 \$	(4)\$	(213)\$	18 \$	(82)\$	188 \$	(163)\$	94 \$
Entreprises et gouvernements	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Autres</b>									
Autres passifs	(60)	12	(3)	4	11	–	–	(36)	12
	<b>(216)\$</b>	<b>98 \$</b>	<b>(7)\$</b>	<b>(209)\$</b>	<b>29 \$</b>	<b>(82)\$</b>	<b>188 \$</b>	<b>(199)\$</b>	<b>106 \$</b>

Pour le semestre clos le 30 avril 2019									
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
<b>Actif</b>									
<b>Titres</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Titres d'emprunt émis ou garantis par : États, municipalités et organismes américains	66 \$	(1)\$	2 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	67 \$	– \$
Titres adossés à des actifs Titres non garantis par des créances	110	15	–	–	(121)	–	–	4	2
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	21	1	–	–	(1)	–	–	21	–
Titres de participation	1 148	(47)	16	150	(178)	18	–	1 107	(17)
	1 345	(32)	18	150	(300)	18	–	1 199	(15)
<b>Titres de placement</b>									
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	1	27	–	–	–	28	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	192	(3)	13	–	(56)	–	–	146	s.o.
Titres de participation	237	–	20	–	39	–	–	296	s.o.
	429	(3)	34	27	(17)	–	–	470	s.o.
<b>Prêts</b>	551	29	2	312	(4)	53	(184)	759	21
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(504)	(95)	–	(193)	224	3	(20)	(585)	(37)
Contrats de change	21	(6)	9	1	–	(1)	(7)	17	–
Autres contrats	(84)	80	(3)	(15)	(10)	(39)	(119)	(190)	74
Ajustements d'évaluation	1	–	–	–	5	–	–	6	–
Autres actifs	65	10	1	–	(10)	–	–	66	10
	1 824 \$	(17)\$	61 \$	282 \$	(112)\$	34 \$	(330)\$	1 742 \$	53 \$
<b>Passif</b>									
<b>Dépôts</b>									
Particuliers	(390)\$	(34)\$	(1)\$	(33)\$	11 \$	(125)\$	380 \$	(192)\$	(5)\$
Entreprises et gouvernements	5	–	–	–	–	–	(5)	–	–
<b>Autres</b>									
Autres passifs	(68)	(5)	(2)	1	18	–	–	(56)	(3)
	(453)\$	(39)\$	(3)\$	(32)\$	29 \$	(125)\$	375 \$	(248)\$	(8)\$

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Des profits latents sur les titres de placement de 25 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2020 (profits de 18 millions au 30 avril 2019) et des profits de 29 millions pour le semestre clos le 30 avril 2020 (profits de 29 millions au 30 avril 2019) ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, exclusion faite des profits ou des pertes de change découlant de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés en résultat net.

(3) Le montant net des dérivés au 30 avril 2020 comprenait des actifs dérivés de 698 millions de dollars (344 millions au 30 avril 2019) et des passifs dérivés de 1 544 millions (1 096 millions au 30 avril 2019).

s.o. sans objet

### Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations de la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 et les transferts d'instruments vers le niveau 3 et hors de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. Pour un actif ou un passif transféré vers le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus du tableau de rapprochement ci-dessus, alors que pour les transferts hors du niveau 3 effectués au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est comprise dans cette même colonne.

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours des marchés actifs (niveau 1).

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2020, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances d'États, de municipalités et d'organismes américains de 403 millions de dollars et des engagements afférents à des titres vendus à découvert de 256 millions de dollars.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2020, il n'y a eu aucun transfert important depuis le niveau 2 vers le niveau 1.

**Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)**

Les transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 sont principalement attribuables à un changement dans l'observabilité d'une donnée sur le marché ou à un changement dans l'importance de l'incidence d'une donnée non observable sur la juste valeur d'un instrument financier.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2020, les transferts du niveau 2 vers le niveau 3 comprenaient ce qui suit :

- des prêts de 332 millions de dollars attribuables à un changement dans l'importance des données non observables.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2020, les transferts du niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient ce qui suit :

- des dépôts de particuliers de 119 millions de dollars attribuables à un changement dans l'importance des données non observables;
- des contrats de taux d'intérêt de 92 millions de dollars composés de 190 millions de dollars d'actifs liés aux dérivés et 282 millions de dollars de passifs liés aux dérivés attribuables à un changement dans l'importance des données non observables.

**Revenu net d'intérêt tiré des instruments financiers**

Le revenu d'intérêt et le revenu de dividende découlant des actifs financiers et passifs financiers et les coûts de financement connexes sont inclus dans le revenu net d'intérêt.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2020	le 30 avril 2019	le 30 avril 2020	le 30 avril 2019
<b>Revenu d'intérêt et de dividende</b> (1), (2)				
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	2 436 \$	2 900 \$	5 421 \$	5 787 \$
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	305	288	614	560
Instruments financiers évalués au coût amorti	6 485	6 944	13 429	13 934
	<b>9 226</b>	<b>10 132</b>	<b>19 464</b>	<b>20 281</b>
<b>Charge d'intérêt</b> (1)				
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (3)	1 635 \$	2 543 \$	3 995 \$	5 098 \$
Instruments financiers évalués au coût amorti (4)	2 126	2 816	4 783	5 563
	<b>3 761</b>	<b>5 359</b>	<b>8 778</b>	<b>10 661</b>
<b>Revenu net d'intérêt</b> (3)	<b>5 465 \$</b>	<b>4 773 \$</b>	<b>10 686 \$</b>	<b>9 620 \$</b>

(1) Exclut les montants suivants qui ont trait à nos activités d'assurance et qui sont inscrits au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires de l'état consolidé intermédiaire du résultat net. Pour le trimestre clos le 30 avril 2020, revenu d'intérêt de 123 millions de dollars (114 millions au 30 avril 2019) et charge d'intérêt de 1 million (1 million au 30 avril 2019); pour le semestre clos le 30 avril 2020, revenu d'intérêt de 255 millions de dollars (243 millions au 30 avril 2019) et charge d'intérêt de 3 millions (2 millions au 30 avril 2019).

(2) Inclut un revenu de dividende de 614 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2020 (456 millions au 30 avril 2019) et un revenu de dividende de 1 222 millions pour le semestre clos le 30 avril 2020 (893 millions au 30 avril 2019), présentés à titre de revenu d'intérêt et de dividende dans l'état consolidé intermédiaire du résultat net.

(3) Depuis le quatrième trimestre de 2019, la composante intérêt de l'évaluation de certains dépôts comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net auparavant présentés dans les revenus tirés des activités de négociation sont présentés dans le revenu net d'intérêt. Les montants des périodes correspondantes ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.

(4) Inclut une charge d'intérêt sur les obligations locatives liée à l'adoption d'IFRS 16 qui s'élevait à 32 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2020 et à 63 millions pour le semestre clos le 30 avril 2020.

## Note 4 Titres

Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global <sup>(1), (2)</sup>

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	30 avril 2020				31 octobre 2019			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres d'emprunt émis ou garantis par :								
Gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral <sup>(3)</sup>	1 132 \$	1 \$	(2)\$	1 131 \$	655 \$	3 \$	(1)\$	657 \$
Provinces et municipalités	5 092	82	(26)	5 148	2 878	43	(23)	2 898
États, municipalités et organismes américains <sup>(3)</sup>	41 582	245	(593)	41 234	20 787	215	(126)	20 876
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	6 800	4	(18)	6 786	4 254	2	(5)	4 251
Titres adossés à des créances hypothécaires <sup>(3)</sup>	3 109	3	(157)	2 955	2 709	1	(8)	2 702
Titres adossés à des actifs								
TGC	7 858	6	(375)	7 489	7 334	1	(35)	7 300
Titres non garantis par des créances	1 007	–	(44)	963	847	4	(2)	849
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	22 729	60	(64)	22 725	17 655	45	(10)	17 690
Titres de participation	281	251	(5)	527	248	218	(3)	463
	<b>89 590 \$</b>	<b>652 \$</b>	<b>(1 284)\$</b>	<b>88 958 \$</b>	<b>57 367 \$</b>	<b>532 \$</b>	<b>(213)\$</b>	<b>57 686 \$</b>

- (1) Compte non tenu de titres détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie de 45 205 millions de dollars au 30 avril 2020 qui sont comptabilisés au coût amorti, déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit (44 784 millions au 31 octobre 2019).
- (2) Les gains et les pertes bruts latents comprennent une correction de valeur pour pertes de crédit de 23 millions de dollars liée à des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au 30 avril 2020 ((3) millions au 31 octobre 2019) comptabilisée en résultat et dans les autres composantes des capitaux propres.
- (3) La plupart des titres adossés à des créances hypothécaires se rapportent à des prêts hypothécaires résidentiels. Le coût/coût amorti, les profits bruts latents, les pertes brutes latentes et la juste valeur liés aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se chiffraient respectivement à 2 344 millions de dollars, à néant, à 144 millions et à 2 200 millions au 30 avril 2020 (2 051 millions, 1 million, 6 millions et 2 046 millions au 31 octobre 2019).

## Correction de valeur pour pertes de crédit sur les titres de placement

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur, par stade, pour les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et au coût amorti. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Achats – Ils reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Ventes et arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives, les remboursements partiels, les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps.

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global <sup>(1)</sup>

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 30 avril 2020				le 30 avril 2019			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total	
Solde au début de la période	6 \$	– \$	(9)\$	(3)\$	6 \$	– \$	3 \$	9 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	9	–	–	9	1	–	–	1
Ventes et arrivées à échéance	(2)	–	–	(2)	–	–	–	–
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	9	–	10	19	(2)	–	(7)	(9)
Écart de change et autres	1	–	(1)	–	–	–	–	–
Solde à la fin de la période	<b>23 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>	<b>23 \$</b>	<b>5 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>(4)\$</b>	<b>1 \$</b>

## Note 4 Titres (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos							
	le 30 avril 2020				le 30 avril 2019			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total
Solde au début de la période	4 \$	– \$	(7) \$	(3) \$	4 \$	7 \$	– \$	11 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	11	–	–	11	3	–	–	3
Ventes et arrivées à échéance	(2)	–	–	(2)	(1)	(7)	–	(8)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	9	–	8	17	(1)	–	(4)	(5)
Écart de change et autres	1	–	(1)	–	–	–	–	–
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>23 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>	<b>23 \$</b>	<b>5 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>(4) \$</b>	<b>1 \$</b>

(1) Les pertes de crédit attendues sur les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ne sont pas comptabilisées séparément dans le bilan, car les titres visés sont inscrits à la juste valeur. Le cumul des pertes de crédit comptabilisé en résultat est présenté dans les autres composantes des capitaux propres.

(2) Comprend les variations de la correction de valeur sur les titres dépréciés acquis.

## Correction de valeur pour pertes de crédit – titres au coût amorti

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 30 avril 2020				le 30 avril 2019			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	5 \$	17 \$	– \$	22 \$	6 \$	30 \$	– \$	36 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	3	–	–	3	3	–	–	3
Ventes et arrivées à échéance	(1)	–	–	(1)	–	–	–	–
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	2	2	–	4	(2)	(8)	–	(10)
Écart de change et autres	–	1	–	1	–	1	–	1
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>9 \$</b>	<b>20 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>29 \$</b>	<b>7 \$</b>	<b>23 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>30 \$</b>

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos							
	le 30 avril 2020				le 30 avril 2019			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	5 \$	19 \$	– \$	24 \$	6 \$	32 \$	– \$	38 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	5	–	–	5	4	–	–	4
Ventes et arrivées à échéance	(1)	–	–	(1)	–	–	–	–
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	–	1	–	1	(3)	(10)	–	(13)
Écart de change et autres	–	–	–	–	–	1	–	1
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>9 \$</b>	<b>20 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>29 \$</b>	<b>7 \$</b>	<b>23 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>30 \$</b>

### Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau suivant présente la juste valeur des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ainsi que la valeur comptable brute des titres évalués au coût amorti. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2019.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	30 avril 2020				31 octobre 2019			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	
<b>Titres de placement</b>								
<b>Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</b>								
Qualité investissement	86 236 \$	33 \$	– \$	86 269 \$	56 671 \$	1 \$	– \$	56 672 \$
Qualité inférieure	1 998	1	–	1 999	400	1	–	401
Titres dépréciés	–	–	162	162	–	–	150	150
	<b>88 234 \$</b>	<b>34 \$</b>	<b>162 \$</b>	<b>88 430 \$</b>	<b>57 071 \$</b>	<b>2 \$</b>	<b>150 \$</b>	<b>57 223 \$</b>
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				528				463
				<b>88 958 \$</b>				<b>57 686 \$</b>
<b>Titres au coût amorti</b>								
Qualité investissement	44 102 \$	7 \$	– \$	44 109 \$	43 681 \$	46 \$	– \$	43 727 \$
Qualité inférieure	727	398	–	1 125	695	386	–	1 081
Titres dépréciés	–	–	–	–	–	–	–	–
	<b>44 829 \$</b>	<b>405 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>45 234 \$</b>	<b>44 376 \$</b>	<b>432 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>44 808 \$</b>
Correction de valeur pour pertes de crédit	9	20	–	29	5	19	–	24
Coût amorti	<b>44 820 \$</b>	<b>385 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>45 205 \$</b>	<b>44 371 \$</b>	<b>413 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>44 784 \$</b>

(1) Comprend des titres dépréciés acquis de 162 millions de dollars (150 millions au 31 octobre 2019).

(2) Les titres de placement évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des titres de participation désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

### Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit

#### Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos									
	le 30 avril 2020					le 30 avril 2019				
	Solde au début de la période	Dotations à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Dotations à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période
<b>Prêts de détail</b>										
Prêts hypothécaires résidentiels	367 \$	126 \$	(8)\$	(1)\$	484 \$	409 \$	(2)\$	(16)\$	4 \$	395 \$
Prêts aux particuliers	940	437	(119)	–	1 258	892	148	(117)	(1)	922
Prêts sur cartes de crédit	868	393	(142)	2	1 121	780	135	(125)	–	790
Prêts aux petites entreprises	66	50	(9)	–	107	51	7	(8)	(1)	49
Prêts de gros	1 191	1 660	(67)	6	2 790	1 110	158	(155)	(5)	1 108
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	39	68	–	(2)	105	31	(5)	–	–	26
	<b>3 471 \$</b>	<b>2 734 \$</b>	<b>(345)\$</b>	<b>5 \$</b>	<b>5 865 \$</b>	<b>3 273 \$</b>	<b>441 \$</b>	<b>(421)\$</b>	<b>(3)\$</b>	<b>3 290 \$</b>
<b>Présentation ventilée :</b>										
Correction de valeur pour pertes sur prêts	3 139 \$				5 230 \$	3 061 \$				3 093 \$
Autres passifs – Dotations	292				529	180				171
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	39				105	31				26
Autres composantes des capitaux propres	1				1	1				–

## Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos									
	le 30 avril 2020					le 30 avril 2019				
	Solde au début de la période	Dotations à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Dotations à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail										
Prêts hypothécaires résidentiels	402 \$	119 \$	(16)\$	(21)\$	484 \$	382 \$	31 \$	(20)\$	2 \$	395 \$
Prêts aux particuliers	935	558	(230)	(5)	1 258	895	271	(230)	(14)	922
Prêts sur cartes de crédit	832	570	(281)	–	1 121	760	275	(245)	–	790
Prêts aux petites entreprises	61	64	(17)	(1)	107	51	13	(13)	(2)	49
Prêts de gros	1 165	1 762	(108)	(29)	2 790	979	362	(216)	(17)	1 108
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	24	82	–	(1)	105	21	5	–	–	26
	<b>3 419 \$</b>	<b>3 155 \$</b>	<b>(652)\$</b>	<b>(57)\$</b>	<b>5 865 \$</b>	<b>3 088 \$</b>	<b>957 \$</b>	<b>(724)\$</b>	<b>(31)\$</b>	<b>3 290 \$</b>
Présentation ventilée :										
Correction de valeur pour pertes sur prêts	3 100 \$				5 230 \$	2 912 \$				3 093 \$
Autres passifs – Dotations	295				529	154				171
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	24				105	21				26
Autres composantes des capitaux propres	–				1	1				–

Le tableau qui suit présente le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur pour les prêts et engagements, par stade, pour chaque grande catégorie de produits. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Originations – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives; les remboursements partiels et les prélèvements supplémentaires sur les facilités existantes; les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps au stade 1 et au stade 2.

## Correction de valeur pour pertes de crédit – prêts de détail et prêts de gros

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 30 avril 2020				le 30 avril 2019			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
<b>Prêts hypothécaires résidentiels</b>								
Solde au début de la période	132 \$	80 \$	155 \$	367 \$	138 \$	79 \$	192 \$	409 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	33	(21)	(12)	–	35	(28)	(7)	–
Transferts vers le stade 2	(22)	23	(1)	–	(2)	3	(1)	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(7)	8	–	–	(10)	10	–
Originations	11	–	–	11	10	–	–	10
Arrivées à échéance	(3)	(4)	–	(7)	(3)	(1)	–	(4)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(39)	159	2	122	(39)	19	12	(8)
Sorties du bilan	–	–	(10)	(10)	–	–	(17)	(17)
Recouvrements	–	–	2	2	–	–	1	1
Écart de change et autres	3	(7)	3	(1)	1	1	2	4
Solde à la fin de la période	114 \$	223 \$	147 \$	484 \$	140 \$	63 \$	192 \$	395 \$
<b>Prêts aux particuliers</b>								
Solde au début de la période	273 \$	517 \$	150 \$	940 \$	235 \$	519 \$	138 \$	892 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	110	(107)	(3)	–	142	(136)	(6)	–
Transferts vers le stade 2	(37)	38	(1)	–	(23)	24	(1)	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(19)	20	–	(1)	(40)	41	–
Originations	28	–	–	28	23	1	–	24
Arrivées à échéance	(11)	(24)	–	(35)	(5)	(27)	–	(32)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(20)	352	112	444	(134)	214	76	156
Sorties du bilan	–	–	(148)	(148)	–	–	(148)	(148)
Recouvrements	–	–	29	29	–	–	31	31
Écart de change et autres	1	–	(1)	–	1	–	(2)	(1)
Solde à la fin de la période	343 \$	757 \$	158 \$	1 258 \$	238 \$	555 \$	129 \$	922 \$
<b>Prêts sur cartes de crédit</b>								
Solde au début de la période	174 \$	694 \$	– \$	868 \$	168 \$	612 \$	– \$	780 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	117	(117)	–	–	118	(118)	–	–
Transferts vers le stade 2	(25)	25	–	–	(20)	20	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(94)	95	–	(1)	(83)	84	–
Originations	3	–	–	3	1	–	–	1
Arrivées à échéance	(4)	(6)	–	(10)	(1)	(5)	–	(6)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(20)	373	47	400	(98)	197	41	140
Sorties du bilan	–	–	(173)	(173)	–	–	(158)	(158)
Recouvrements	–	–	31	31	–	–	33	33
Écart de change et autres	2	–	–	2	(1)	1	–	–
Solde à la fin de la période	246 \$	875 \$	– \$	1 121 \$	166 \$	624 \$	– \$	790 \$
<b>Prêts aux petites entreprises</b>								
Solde au début de la période	29 \$	11 \$	26 \$	66 \$	16 \$	18 \$	17 \$	51 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	4	(4)	–	–	6	(6)	–	–
Transferts vers le stade 2	(2)	2	–	–	(1)	1	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	(2)	2	–
Originations	5	–	–	5	2	–	–	2
Arrivées à échéance	(2)	–	–	(2)	(1)	(2)	–	(3)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	22	11	14	47	(7)	8	7	8
Sorties du bilan	–	–	(10)	(10)	–	–	(10)	(10)
Recouvrements	–	–	1	1	–	–	2	2
Écart de change et autres	–	1	(1)	–	–	–	(1)	(1)
Solde à la fin de la période	56 \$	21 \$	30 \$	107 \$	15 \$	17 \$	17 \$	49 \$
<b>Prêts de gros</b>								
Solde au début de la période	300 \$	407 \$	484 \$	1 191 \$	301 \$	361 \$	448 \$	1 110 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	39	(38)	(1)	–	54	(45)	(9)	–
Transferts vers le stade 2	(37)	37	–	–	(8)	8	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(27)	28	–	(2)	(17)	19	–
Originations	413	–	–	413	59	17	–	76
Arrivées à échéance	(34)	(42)	–	(76)	(46)	(36)	–	(82)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	555	463	305	1 323	(68)	65	167	164
Sorties du bilan	–	–	(82)	(82)	–	–	(168)	(168)
Recouvrements	–	–	15	15	–	–	13	13
Écart de change et autres	11	7	(12)	6	3	5	(13)	(5)
Solde à la fin de la période	1 246 \$	807 \$	737 \$	2 790 \$	293 \$	358 \$	457 \$	1 108 \$

## Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos							
	le 30 avril 2020				le 30 avril 2019			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
<b>Prêts hypothécaires résidentiels</b>								
Solde au début de la période	146 \$	77 \$	179 \$	402 \$	142 \$	64 \$	176 \$	382 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	60	(39)	(21)	–	43	(36)	(7)	–
Transferts vers le stade 2	(26)	29	(3)	–	(5)	7	(2)	–
Transferts vers le stade 3	(2)	(15)	17	–	(1)	(18)	19	–
Originations	27	–	–	27	23	–	–	23
Arrivées à échéance	(7)	(7)	–	(14)	(6)	(3)	–	(9)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(84)	188	2	106	(57)	49	25	17
Sorties du bilan	–	–	(22)	(22)	–	–	(22)	(22)
Recouvrements	–	–	6	6	–	–	2	2
Écart de change et autres	–	(10)	(11)	(21)	1	–	1	2
Solde à la fin de la période	114 \$	223 \$	147 \$	484 \$	140 \$	63 \$	192 \$	395 \$
<b>Prêts aux particuliers</b>								
Solde au début de la période	272 \$	520 \$	143 \$	935 \$	242 \$	512 \$	141 \$	895 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	229	(226)	(3)	–	274	(268)	(6)	–
Transferts vers le stade 2	(56)	57	(1)	–	(46)	47	(1)	–
Transferts vers le stade 3	(2)	(39)	41	–	(1)	(84)	85	–
Originations	53	–	–	53	46	1	–	47
Arrivées à échéance	(23)	(47)	–	(70)	(12)	(57)	–	(69)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(131)	493	213	575	(266)	404	155	293
Sorties du bilan	–	–	(297)	(297)	–	–	(292)	(292)
Recouvrements	–	–	67	67	–	–	62	62
Écart de change et autres	1	(1)	(5)	(5)	1	–	(15)	(14)
Solde à la fin de la période	343 \$	757 \$	158 \$	1 258 \$	238 \$	555 \$	129 \$	922 \$
<b>Prêts sur cartes de crédit</b>								
Solde au début de la période	173 \$	659 \$	– \$	832 \$	161 \$	599 \$	– \$	760 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	235	(235)	–	–	228	(228)	–	–
Transferts vers le stade 2	(47)	47	–	–	(39)	39	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(182)	183	–	(1)	(163)	164	–
Originations	5	–	–	5	2	–	–	2
Arrivées à échéance	(5)	(14)	–	(19)	(2)	(11)	–	(13)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(114)	600	98	584	(182)	387	81	286
Sorties du bilan	–	–	(347)	(347)	–	–	(311)	(311)
Recouvrements	–	–	66	66	–	–	66	66
Écart de change et autres	–	–	–	–	(1)	1	–	–
Solde à la fin de la période	246 \$	875 \$	– \$	1 121 \$	166 \$	624 \$	– \$	790 \$
<b>Prêts aux petites entreprises</b>								
Solde au début de la période	29 \$	10 \$	22 \$	61 \$	17 \$	16 \$	18 \$	51 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	5	(5)	–	–	11	(11)	–	–
Transferts vers le stade 2	(3)	3	–	–	(2)	2	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(1)	1	–	–	(5)	5	–
Originations	8	–	–	8	5	–	–	5
Arrivées à échéance	(3)	(1)	–	(4)	(2)	(4)	–	(6)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	20	15	25	60	(14)	19	9	14
Sorties du bilan	–	–	(20)	(20)	–	–	(17)	(17)
Recouvrements	–	–	3	3	–	–	4	4
Écart de change et autres	–	–	(1)	(1)	–	–	(2)	(2)
Solde à la fin de la période	56 \$	21 \$	30 \$	107 \$	15 \$	17 \$	17 \$	49 \$
<b>Prêts de gros</b>								
Solde au début de la période	281 \$	396 \$	488 \$	1 165 \$	274 \$	340 \$	365 \$	979 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	66	(64)	(2)	–	78	(69)	(9)	–
Transferts vers le stade 2	(45)	46	(1)	–	(17)	19	(2)	–
Transferts vers le stade 3	(2)	(45)	47	–	(3)	(33)	36	–
Originations	479	–	–	479	127	27	–	154
Arrivées à échéance	(77)	(95)	–	(172)	(89)	(79)	–	(168)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	538	562	355	1 455	(79)	149	306	376
Sorties du bilan	–	–	(136)	(136)	–	–	(236)	(236)
Recouvrements	–	–	28	28	–	–	20	20
Écart de change et autres	6	7	(42)	(29)	2	4	(23)	(17)
Solde à la fin de la période	1 246 \$	807 \$	737 \$	2 790 \$	293 \$	358 \$	457 \$	1 108 \$

## Données et hypothèses clés

Les paragraphes qui suivent font le point sur les données et hypothèses clés utilisées pour faire l'évaluation des pertes de crédit attendues. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés et aux notes 2 et 5 de notre rapport annuel 2019.

La pandémie de COVID-19 a eu de fortes répercussions sur nos perspectives économiques, dont le degré d'incertitude est plus élevé que d'habitude en raison de la rapidité à laquelle la situation évolue. Notre correction de valeur pour pertes de crédit reflète nos perspectives économiques en date du 30 avril 2020. Les changements ultérieurs à ces prévisions, ainsi que les estimations connexes, seront pris en compte dans la correction de valeur pour pertes de crédit des prochaines périodes.

Notre scénario de base reflète un repli marqué de l'activité économique au deuxième trimestre, lequel devrait être suivi d'une reprise partielle au deuxième semestre, à mesure que les contraintes liées au confinement seront levées. La reprise devrait être graduelle et, à la fin de l'année civile 2020, le taux de chômage devrait encore être supérieur aux creux enregistrés avant la crise.

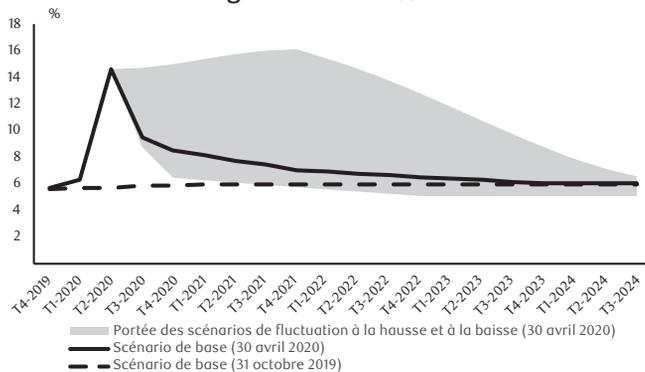
Les scénarios de fluctuation à la baisse prévoient une détérioration des conditions sur une période allant jusqu'à deux ans, suivie par une reprise pour le reste de la période. Ces scénarios tablent sur une politique monétaire qui, en réponse, ramènera l'économie à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision.

Le scénario de fluctuation à la hausse reflète une croissance économique supérieure à celle prévue dans le scénario de base pour les deux premières années, sans autre intervention de la politique monétaire, suivi d'un retour à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision.

La section qui suit présente des renseignements supplémentaires sur les principales variables macroéconomiques utilisées dans les modèles servant à estimer les corrections de valeur pour pertes de crédit :

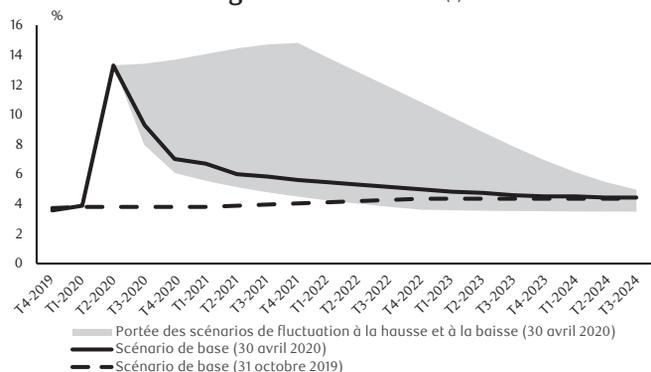
- **Taux de chômage** – Selon nos prévisions, le taux de chômage trimestriel moyen devrait atteindre un sommet de 14,6 % au Canada et de 13,3 % aux États-Unis pour le deuxième trimestre civil de 2020, avant d'amorcer une lente embellie au deuxième semestre de 2020.

### Taux de chômage au Canada (1)



(1) Représente le taux de chômage trimestriel moyen sur la période.

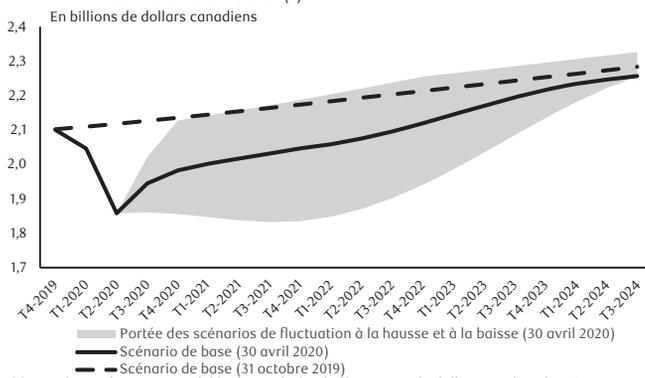
### Taux de chômage aux États-Unis (1)



(1) Représente le taux de chômage trimestriel moyen sur la période.

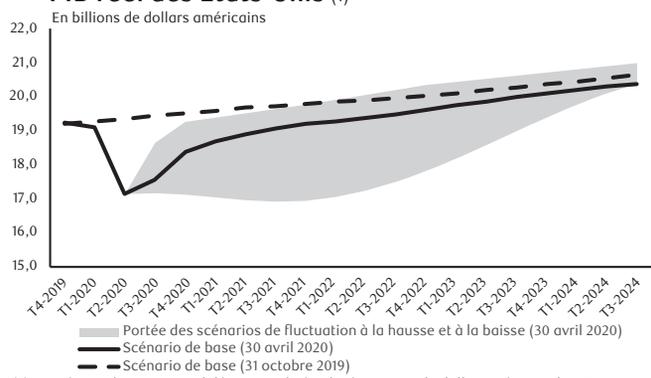
- **Produit intérieur brut (PIB)** – Selon nos prévisions, le PIB du Canada et le PIB des États-Unis devraient se contracter au deuxième trimestre de 2020 et amorcer une reprise en forme de crochet au deuxième semestre de 2020. Au quatrième trimestre civil de 2020, le PIB devrait être inférieur de 5,6 % par rapport à celui du quatrième trimestre civil de 2019 et inférieur de 4,5 % par rapport à celui de la période correspondante aux États-Unis.

### PIB réel du Canada (1)



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar canadien de 2012.

### PIB réel des États-Unis (1)



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar américain de 2012.

- **Prix du pétrole (West Texas Intermediate en \$ US)** – Selon notre scénario de base, les prix du pétrole devraient rebondir par rapport au creux de 19 \$ le baril enregistré au 30 avril 2020, pour atteindre une moyenne de 30 \$ le baril pour les 12 prochains mois et une moyenne de 46 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Les prix moyens figurant dans nos scénarios de fluctuation à la hausse et à la baisse varient de 21 \$ à 28 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 37 \$ à 46 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2019, notre scénario de base prévoyait un prix moyen de 59 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 68 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes.

**Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit** (suite)

- *Indice des prix des maisons au Canada* – Selon notre scénario de base, les prix des maisons devraient fléchir de 3,5 % au cours des 12 prochains mois et afficher un taux de croissance annuel composé de 5,2 % pour les 2 à 5 années suivantes. Dans nos scénarios de fluctuation à la hausse et à la baisse, le taux de croissance annuel composé des prix des maisons varie de (30,1)% à 5,3 % pour les 12 prochains mois et de 2,8 % à 10,8 % pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2019, notre scénario de base prévoyait une hausse des prix des maisons de 4,5 % pour les 12 prochains mois et de 4,7 % pour les 2 à 5 années suivantes.

Comme il est indiqué ci-dessus, notre scénario de base prend en compte un environnement en période de tensions au 30 avril 2020, ce qui reflète les conditions de marché actuelles. Lorsque nous déterminons notre correction de valeur pour pertes de crédit selon IFRS 9, nous réévaluons la pondération de nos scénarios afin d'accroître la pondération de notre scénario de base et exerçons un jugement expert en matière de crédit que nous avons appliqué aux résultats du modèle pondéré. Comme nous avons accru la pondération du scénario de base en période de tensions, les scénarios à la baisse supplémentaires n'ont pas eu d'incidence significative sur la correction de valeur pour pertes de crédit.

## Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau qui suit présente la valeur comptable brute des prêts évalués au coût amorti et le montant contractuel total des engagements de prêt inutilisés soumis aux dispositions d'IFRS 9 relatives à la dépréciation. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes relatives aux prêts de gros et de détail de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2019.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	30 avril 2020				31 octobre 2019			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
<b>Prêts de détail</b>								
<b>Prêts en cours – Prêts hypothécaires résidentiels</b>								
Faible risque	234 742 \$	20 315 \$	–	255 057 \$	238 377 \$	6 764 \$	–	245 141 \$
Risque moyen	12 837	2 440	–	15 277	14 033	1 347	–	15 380
Risque élevé	2 728	3 145	–	5 873	2 843	2 722	–	5 565
Non notés (1)	43 609	1 032	–	44 641	40 030	726	–	40 756
Dépréciés	–	–	671	671	–	–	732	732
<b>Total</b>	<b>293 916</b>	<b>26 932</b>	<b>671</b>	<b>321 519</b>	<b>295 283</b>	<b>11 559</b>	<b>732</b>	<b>307 574</b>
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				405				517
<b>Total</b>				<b>321 924</b>				<b>308 091</b>
<b>Prêts en cours – Prêts aux particuliers</b>								
Faible risque	69 690 \$	2 922 \$	–	72 612 \$	71 619 \$	1 944 \$	–	73 563 \$
Risque moyen	4 228	3 710	–	7 938	5 254	3 011	–	8 265
Risque élevé	701	1 930	–	2 631	843	1 874	–	2 717
Non notés (1)	7 049	155	–	7 204	7 293	105	–	7 398
Dépréciés	–	–	331	331	–	–	307	307
<b>Total</b>	<b>81 668</b>	<b>8 717</b>	<b>331</b>	<b>90 716</b>	<b>85 009</b>	<b>6 934</b>	<b>307</b>	<b>92 250</b>
<b>Prêts en cours – Prêts sur cartes de crédit</b>								
Faible risque	11 169 \$	150 \$	–	11 319 \$	13 840 \$	103 \$	–	13 943 \$
Risque moyen	1 833	1 770	–	3 603	2 250	1 827	–	4 077
Risque élevé	99	1 435	–	1 534	137	1 432	–	1 569
Non notés (1)	537	51	–	588	677	45	–	722
<b>Total</b>	<b>13 638</b>	<b>3 406</b>	<b>–</b>	<b>17 044</b>	<b>16 904</b>	<b>3 407</b>	<b>–</b>	<b>20 311</b>
<b>Prêts en cours – Prêts aux petites entreprises</b>								
Faible risque	2 232 \$	175 \$	–	2 407 \$	2 200 \$	107 \$	–	2 307 \$
Risque moyen	1 996	810	–	2 806	2 163	563	–	2 726
Risque élevé	170	254	–	424	138	196	–	334
Non notés (1)	15	–	–	15	10	–	–	10
Dépréciés	–	–	73	73	–	–	57	57
<b>Total</b>	<b>4 413</b>	<b>1 239</b>	<b>73</b>	<b>5 725</b>	<b>4 511</b>	<b>866</b>	<b>57</b>	<b>5 434</b>
<b>Engagements inutilisés – Prêts de détail</b>								
Faible risque	208 731 \$	3 739 \$	–	212 470 \$	196 743 \$	1 894 \$	–	198 637 \$
Risque moyen	8 790	324	–	9 114	8 251	246	–	8 497
Risque élevé	953	159	–	1 112	851	208	–	1 059
Non notés (1)	5 905	139	–	6 044	5 861	146	–	6 007
<b>Total</b>	<b>224 379</b>	<b>4 361</b>	<b>–</b>	<b>228 740</b>	<b>211 706</b>	<b>2 494</b>	<b>–</b>	<b>214 200</b>
<b>Prêts de gros – Prêts en cours</b>								
Qualité investissement	68 722 \$	664 \$	–	69 386 \$	47 133 \$	97 \$	–	47 230 \$
Qualité inférieure	122 134	31 537	–	153 671	119 778	11 940	–	131 718
Non notés (1)	7 270	408	–	7 678	5 862	320	–	6 182
Dépréciés	–	–	2 394	2 394	–	–	1 829	1 829
<b>Total</b>	<b>198 126</b>	<b>32 609</b>	<b>2 394</b>	<b>233 129</b>	<b>172 773</b>	<b>12 357</b>	<b>1 829</b>	<b>186 959</b>
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				10 140				8 911
<b>Total</b>				<b>243 269</b>				<b>195 870</b>
<b>Engagements inutilisés – Prêts de gros</b>								
Qualité investissement	231 701 \$	2 011 \$	–	233 712 \$	222 819 \$	18 \$	–	222 837 \$
Qualité inférieure	79 823	21 559	–	101 382	96 191	9 007	–	105 198
Non notés (1)	3 519	–	–	3 519	3 986	–	–	3 986
<b>Total</b>	<b>315 043</b>	<b>23 570</b>	<b>–</b>	<b>338 613</b>	<b>322 996</b>	<b>9 025</b>	<b>–</b>	<b>332 021</b>

(1) Il arrive qu'aucune note interne du risque ne soit attribuée. Dans ce cas, nous utilisons d'autres méthodes, politiques et outils approuvés afin de gérer notre risque de crédit.

(2) Les éléments qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des prêts détenus à la juste valeur par le biais du résultat net.

**Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)****Prêts en souffrance mais non douteux (1)**

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	30 avril 2020				31 octobre 2019			
	De 1 à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	2 539 \$	1 353 \$	218 \$	4 110 \$	3 173 \$	1 369 \$	186 \$	4 728 \$
Prêts de gros	3 778	1 078	8	4 864	1 543	460	3	2 006
	<b>6 317 \$</b>	<b>2 431 \$</b>	<b>226 \$</b>	<b>8 974 \$</b>	<b>4 716 \$</b>	<b>1 829 \$</b>	<b>189 \$</b>	<b>6 734 \$</b>

(1) Les prêts visés par nos programmes de report de versements offerts pour aider les clients à surmonter les défis liés à la COVID-19 ont été reclassés chronologiquement pour devenir productifs, et ce statut sera maintenu tout au long de la période de report. Les montants présentés peuvent inclure les prêts qui sont en souffrance en raison de procédures administratives, comme les prêts hypothécaires dont les paiements sont retenus dans l'attente des sommes reçues à la suite de la vente ou du refinancement. Les prêts en souffrance en raison de procédures administratives ne sont pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.

**Modifications de prêts**

Nous avons mis en œuvre des programmes pour aider les clients à affronter les défis associés à la COVID-19, notamment des reports de versements, des réductions de taux d'intérêt, des dérogations aux clauses restrictives, des refinancements ou des restructurations du crédit. Dans certains cas, les modalités initiales du prêt connexe ont été renégociées ou autrement modifiées, ce qui a donné lieu à un changement des conditions contractuelles des prêts ayant des répercussions sur les flux de trésorerie contractuels. Au cours du trimestre clos le 30 avril 2020, le coût amorti des prêts dont les conditions contractuelles ont été modifiées pendant le stade 2 ou le stade 3 au début de la période s'est élevé à 6 316 millions de dollars, ce qui n'a entraîné aucune perte importante liée à la modification. La valeur comptable brute des prêts transférés au stade 1 dont les conditions contractuelles avaient préalablement été modifiées alors qu'ils étaient au stade 2 ou au stade 3 n'était pas importante pour le trimestre clos le 30 avril 2020.

**Note 6 Dépôts**

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	30 avril 2020				31 octobre 2019			
	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	165 695 \$	59 057 \$	103 634 \$	328 386 \$	143 958 \$	49 806 \$	100 968 \$	294 732 \$
Entreprises et gouvernements	292 896	13 081	326 748	632 725	253 113	13 867	298 502	565 482
Banques	11 065	1 211	36 060	48 336	8 363	920	16 508	25 791
	<b>469 656 \$</b>	<b>73 349 \$</b>	<b>466 442 \$</b>	<b>1 009 447 \$</b>	<b>405 434 \$</b>	<b>64 593 \$</b>	<b>415 978 \$</b>	<b>886 005 \$</b>
<b>Dépôts non productifs d'intérêts (4)</b>								
Canada	105 013 \$	7 125 \$	116 \$	112 254 \$	93 163 \$	5 692 \$	137 \$	98 992 \$
États-Unis	42 706	–	–	42 706	34 632	–	–	34 632
Europe (5)	808	–	–	808	760	–	–	760
Autres pays	7 182	–	–	7 182	5 225	5	–	5 230
<b>Dépôts productifs d'intérêts (4)</b>								
Canada	263 288	18 217	345 867	627 372	228 386	15 306	333 118	576 810
États-Unis	7 357	47 297	65 756	120 410	4 704	39 626	41 776	86 106
Europe (5)	35 965	710	39 121	75 796	33 073	825	30 090	63 988
Autres pays	7 337	–	15 582	22 919	5 491	3 139	10 857	19 487
	<b>469 656 \$</b>	<b>73 349 \$</b>	<b>466 442 \$</b>	<b>1 009 447 \$</b>	<b>405 434 \$</b>	<b>64 593 \$</b>	<b>415 978 \$</b>	<b>886 005 \$</b>

- (1) Les dépôts à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit d'exiger un avis de retrait, ce qui comprend des comptes d'épargne et des comptes-chèques.
- (2) Les dépôts à préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
- (3) Les dépôts à terme sont remboursables à une date fixe et comprennent aussi les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables.
- (4) La répartition géographique des dépôts est fondée sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 30 avril 2020, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient respectivement à 377 milliards de dollars, 32 milliards, 52 milliards et 34 milliards (321 milliards, 23 milliards, 45 milliards et 31 milliards au 31 octobre 2019, respectivement).
- (5) Comprend le Royaume-Uni, le Luxembourg, les îles Anglo-Normandes, la France et l'Italie.

**Échéances contractuelles des dépôts à terme**

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	30 avril 2020	31 octobre 2019
Moins de 1 an :		
Moins de 3 mois	127 349 \$	94 585 \$
De 3 à 6 mois	77 433	62 814
De 6 à 12 mois	97 889	92 507
De 1 à 2 ans	39 519	50 055
De 2 à 3 ans	26 858	31 852
De 3 à 4 ans	34 895	31 373
De 4 à 5 ans	25 659	21 130
Plus de 5 ans	36 840	31 662
	<b>466 442 \$</b>	<b>415 978 \$</b>
Montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus	<b>430 000 \$</b>	<b>379 000 \$</b>

## Note 7 Avantages du personnel – Régime de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et l'incidence des réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

### Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2020	le 30 avril 2019	le 30 avril 2020	le 30 avril 2019
Coûts des services rendus au cours de la période	91 \$	74 \$	12 \$	9 \$
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	5	(5)	15	17
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	–	4
Frais administratifs	5	4	–	–
<b>Charge au titre des régimes à prestations définies</b>	<b>101 \$</b>	<b>73 \$</b>	<b>27 \$</b>	<b>30 \$</b>
<b>Charge au titre des régimes à cotisations définies</b>	<b>55</b>	<b>50</b>	<b>–</b>	<b>–</b>
	<b>156 \$</b>	<b>123 \$</b>	<b>27 \$</b>	<b>30 \$</b>

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2020	le 30 avril 2019	le 30 avril 2020	le 30 avril 2019
Coûts des services rendus au cours de la période	183 \$	148 \$	23 \$	19 \$
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	10	(10)	30	33
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	4	6
Frais administratifs	9	8	–	–
<b>Charge au titre des régimes à prestations définies</b>	<b>202 \$</b>	<b>146 \$</b>	<b>57 \$</b>	<b>58 \$</b>
<b>Charge au titre des régimes à cotisations définies</b>	<b>118</b>	<b>111</b>	<b>–</b>	<b>–</b>
	<b>320 \$</b>	<b>257 \$</b>	<b>57 \$</b>	<b>58 \$</b>

### Réévaluations des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2020	le 30 avril 2019	le 30 avril 2020	le 30 avril 2019
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières (2)	(1 009)\$	653 \$	(95)\$	60 \$
Ajustements liés à l'expérience	–	–	(2)	(2)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	484	(574)	–	–
	<b>(525)\$</b>	<b>79 \$</b>	<b>(97)\$</b>	<b>58 \$</b>

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2020	le 30 avril 2019	le 30 avril 2020	le 30 avril 2019
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières (2)	38 \$	1 260 \$	1 \$	117 \$
Ajustements liés à l'expérience	–	–	(2)	(3)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(23)	(718)	–	–
	<b>15 \$</b>	<b>542 \$</b>	<b>(1)\$</b>	<b>114 \$</b>

- (1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement de l'actif des régimes, sont revues chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.
- (2) Les modifications des hypothèses financières liées à nos régimes de retraite à prestations définies portent principalement sur les changements de taux d'actualisation.

## Note 8 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement

### Actions privilégiées

Le 17 décembre 2019, nous avons racheté contre espèces 200 000 actions représentatives d'actions étrangères, chacune représentant un quarantième de droit sur nos actions privilégiées de premier rang à taux fixe/à taux variable et à dividende non cumulatif de série C-2 (les actions privilégiées C-2), pour un prix total, y compris les dividendes cumulés, de 6 millions de dollars américains. Les actions représentatives d'actions étrangères et les actions privilégiées C-2 acquises ont été par la suite annulées. Les actions privilégiées C-2 ne sont pas admissibles à titre de fonds propres réglementaires de première catégorie.

### Débetures subordonnées

Le 6 décembre 2019, nous avons racheté la totalité des 2 000 millions de dollars de nos débetures subordonnées à 2,99 % en circulation échéant le 6 décembre 2024 pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

Le 23 décembre 2019, nous avons émis 1 500 millions de dollars de débetures subordonnées relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV). Les débetures portent intérêt au taux fixe de 2,88 % par année jusqu'au 23 décembre 2024, puis au taux CDOR (Canadian Dollar Offered Rate) à trois mois majoré de 0,89 % jusqu'à leur échéance, le 23 décembre 2029.

### Actions ordinaires émises <sup>(1)</sup>

	Pour les trimestres clos			
	le 30 avril 2020		le 30 avril 2019	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)				
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions <sup>(2)</sup>	314	26 \$	526	38 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation <sup>(3)</sup>	(867)	(11)	(107)	(1)
	(553)	15 \$	419	37 \$

	Pour les semestres clos			
	le 30 avril 2020		le 30 avril 2019	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)				
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions <sup>(2)</sup>	547	44 \$	685	49 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation <sup>(3)</sup>	(7 860)	(97)	(3 791)	(46)
	(7 313)	(53)\$	(3 106)	3 \$

- (1) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours des trimestres et des semestres clos les 30 avril 2020 et 2019, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achat d'actions sur le marché libre.
- (2) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.
- (3) Au cours du trimestre clos le 30 avril 2020, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 87 millions de dollars (prix moyen de 100,34 \$ l'action) et la valeur comptable, 11 millions (valeur comptable de 12,35 \$ l'action). Au cours du semestre clos le 30 avril 2020, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 814 millions de dollars (prix moyen de 103,62 \$ l'action) et la valeur comptable, 97 millions (valeur comptable de 12,34 \$ l'action). Au cours du trimestre clos le 30 avril 2019, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 11 millions de dollars (prix moyen de 101,41 \$ l'action) et la valeur comptable, 1 million (valeur comptable de 12,27 \$ l'action). Au cours du semestre clos le 30 avril 2019, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 359 millions de dollars (prix moyen de 94,60 \$ l'action) et la valeur comptable, 46 millions (valeur comptable de 12,26 \$ l'action).

### Obligations sécurisées

RBC Covered Bond Guarantor Limited Partnership (Guarantor LP) est une entité structurée consolidée à laquelle nous transférons périodiquement des prêts hypothécaires afin de soutenir les activités de financement et de nous conformer aux exigences en matière de couverture des actifs en vertu de notre programme d'obligations sécurisées.

Au cours du trimestre, le BSIF a temporairement accru la limite relative aux programmes d'obligations sécurisées et la Banque du Canada a temporairement élargi l'éventail de garanties admissibles aux termes de son mécanisme de prise en pension à plus d'un jour afin d'accroître les liquidités en raison de la pandémie de COVID-19. Au 30 avril 2020, le montant total des prêts hypothécaires transférés à Guarantor LP et en cours s'établissait à 117,7 milliards de dollars (53,9 milliards au 31 octobre 2019), ce qui permet d'accroître les liquidités disponibles au titre du programme d'obligations sécurisées et des obligations sécurisées d'un montant de 45,3 milliards étaient comptabilisées au poste Dépôts de nos bilans consolidés (39,8 milliards au 31 octobre 2019).

## Note 9 Bénéfice par action

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2020	le 30 avril 2019	le 30 avril 2020	le 30 avril 2019
<b>Bénéfice de base par action</b>				
Bénéfice net	1 481 \$	3 230 \$	4 990 \$	6 402 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(64)	(65)	(129)	(139)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	3	(4)	(2)	(6)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 420	3 161	4 859	6 257
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 422 754	1 435 091	1 425 203	1 436 099
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,00 \$	2,20 \$	3,41 \$	4,36 \$
<b>Bénéfice dilué par action</b>				
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 420 \$	3 161 \$	4 859 \$	6 257 \$
Incidence dilutive des actions échangeables	3	3	7	7
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, compte tenu de l'incidence dilutive des actions échangeables	1 423	3 164	4 866	6 264
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 422 754	1 435 091	1 425 203	1 436 099
Options sur actions (1)	906	2 224	1 280	2 125
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	753	740	751	739
Actions échangeables (2)	3 458	3 108	3 234	3 231
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 427 871	1 441 163	1 430 468	1 442 194
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,00 \$	2,20 \$	3,40 \$	4,34 \$

(1) L'effet de dilution des options sur actions a été établi au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen du marché de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 30 avril 2020, une moyenne de 2 941 928 options en cours au prix d'exercice moyen de 101,06 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 30 avril 2019, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le semestre clos le 30 avril 2020, une moyenne de 1 584 011 options en cours au prix d'exercice moyen de 103,55 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le semestre clos le 30 avril 2019, une moyenne de 761 317 options en cours au prix d'exercice moyen de 102,33 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action.

(2) Comprend les actions privilégiées échangeables.

## Note 10 Actions en justice et questions de réglementation

Nous sommes une importante institution mondiale qui est assujettie à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes en constante évolution. Nous sommes et avons été partie à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de divers organismes de réglementation gouvernementaux et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel que civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires ou pénales. Nous revoyons régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et exercerons notre jugement afin de les résoudre au mieux de nos intérêts. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement et soulèvent beaucoup d'incertitudes; le risque financier et les autres risques qui y sont associés, compte tenu des charges à payer courantes, pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation de toute période donnée.

Nos procédures judiciaires et questions de réglementation principales sont décrites à la note 26 de nos états financiers consolidés annuels de 2019, rubrique mise à jour ci-dessous.

*Litiges et enquêtes réglementaires relativement au taux interbancaire offert à Londres (LIBOR)*

Le 26 mars 2020, la Banque Royale du Canada et RBC Capital Markets LLC ont été mises hors de cause relativement à un recours collectif intenté à New York, lequel alléguait qu'il y avait eu violation des lois antitrust des États-Unis et des principes de droit commun liés à l'enrichissement injustifié dans la fixation du LIBOR, auprès qu'Intercontinental Exchange a pris la relève de la British Bankers' Association pour la gestion du taux d'intérêt de référence en 2014. Le 24 avril 2020, les demandeurs ont déposé un avis d'appel.

*Affaires liées aux opérations de change*

En mai 2020, la cour de district des États-Unis a mis la Banque Royale du Canada hors de cause dans la poursuite intentée contre elle en novembre 2018 par certains demandeurs institutionnels qui avaient choisi de ne pas participer au règlement d'août 2018 avec les demandeurs du recours collectif. La cause contre RBC Capital Markets, LLC demeure en instance.

## Note 11 Résultats par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2020						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	3 149 \$	737 \$	– \$	74 \$	1 456 \$	49 \$	5 465 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 251	2 085	197	635	857	(157)	4 868
Total des revenus	4 400	2 822	197	709	2 313	(108)	10 333
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1 706	91	1	14	1 017	1	2 830
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	(177)	–	–	–	(177)
Frais autres que d'intérêt	1 947	2 169	148	392	1 291	(5)	5 942
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	747	562	225	303	5	(104)	1 738
Charge (économie) d'impôt	215	138	45	77	(100)	(118)	257
<b>Bénéfice net</b>	<b>532 \$</b>	<b>424 \$</b>	<b>180 \$</b>	<b>226 \$</b>	<b>105 \$</b>	<b>14 \$</b>	<b>1 481 \$</b>
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	223 \$	223 \$	14 \$	54 \$	127 \$	– \$	641 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2019						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2), (3)	3 060 \$	731 \$	– \$	(34) \$	993 \$	23 \$	4 773 \$
Revenus autres que d'intérêt (3)	1 273	2 248	1 515	621	1 176	(107)	6 726
Total des revenus	4 333	2 979	1 515	587	2 169	(84)	11 499
Dotation à la provision pour pertes de crédit	372	30	–	–	25	(1)	426
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 160	–	–	–	1 160
Frais autres que d'intérêt	1 887	2 204	150	388	1 289	(2)	5 916
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	2 074	745	205	199	855	(81)	3 997
Charge (économie) d'impôt	525	160	51	48	79	(96)	767
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 549 \$</b>	<b>585 \$</b>	<b>154 \$</b>	<b>151 \$</b>	<b>776 \$</b>	<b>15 \$</b>	<b>3 230 \$</b>
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	157 \$	152 \$	12 \$	35 \$	100 \$	– \$	456 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le semestre clos le 30 avril 2020						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	6 375 \$	1 475 \$	– \$	132 \$	2 617 \$	87 \$	10 686 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 635	4 513	2 191	1 174	2 244	(274)	12 483
Total des revenus	9 010	5 988	2 191	1 306	4 861	(187)	23 169
Dotation à la provision pour pertes de crédit	2 048	89	1	14	1 096	1	3 249
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 437	–	–	–	1 437
Frais autres que d'intérêt	3 931	4 539	301	794	2 726	29	12 320
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	3 031	1 360	452	498	1 039	(217)	6 163
Charge (économie) d'impôt	813	313	91	129	52	(225)	1 173
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 218 \$</b>	<b>1 047 \$</b>	<b>361 \$</b>	<b>369 \$</b>	<b>987 \$</b>	<b>8 \$</b>	<b>4 990 \$</b>
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	457 \$	433 \$	29 \$	104 \$	254 \$	– \$	1 277 \$

Pour le semestre clos le 30 avril 2019							
(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2), (3)	6 194 \$	1 475 \$	– \$	(65)\$	1 962 \$	54 \$	9 620 \$
Revenus autres que d'intérêt (3)	2 557	4 452	3 094	1 283	2 305	(223)	13 468
<b>Total des revenus</b>	<b>8 751</b>	<b>5 927</b>	<b>3 094</b>	<b>1 218</b>	<b>4 267</b>	<b>(169)</b>	<b>23 088</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit	720	56	–	–	165	(1)	940
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	2 385	–	–	–	2 385
Frais autres que d'intérêt	3 802	4 368	304	806	2 519	29	11 828
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	4 229	1 503	405	412	1 583	(197)	7 935
Charge (économie) d'impôt	1 109	321	85	100	154	(236)	1 533
<b>Bénéfice net</b>	<b>3 120 \$</b>	<b>1 182 \$</b>	<b>320 \$</b>	<b>312 \$</b>	<b>1 429 \$</b>	<b>39 \$</b>	<b>6 402 \$</b>
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	310 \$	299 \$	23 \$	69 \$	195 \$	– \$	896 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des charges d'intérêt, puisque nous nous fions essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

(3) Depuis le quatrième trimestre de 2019, la composante intérêts de l'évaluation de certains dépôts comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net auparavant présentée dans les revenus tirés des activités de négociation est présentée dans le revenu net d'intérêt. Les montants des périodes correspondantes ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.

### Total de l'actif et total du passif par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2020						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total
Total de l'actif	493 257 \$	124 512 \$	20 052 \$	239 601 \$	753 869 \$	44 391 \$	1 675 682 \$
Total du passif	493 310 \$	124 464 \$	20 048 \$	239 797 \$	755 881 \$	(42 858)\$	1 590 642 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2019						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total
Total de l'actif	481 720 \$	106 579 \$	19 012 \$	144 406 \$	634 313 \$	42 905 \$	1 428 935 \$
Total du passif	481 745 \$	106 770 \$	19 038 \$	144 378 \$	634 126 \$	(40 747)\$	1 345 310 \$

## Note 12 Gestion des fonds propres

### Fonds propres réglementaires et ratios

Le BSIF établit des objectifs précis à l'intention des institutions de dépôt du Canada en ce qui concerne les fonds propres requis au titre des risques et le ratio de levier. Au deuxième trimestre de 2020, nous nous sommes conformés à toutes les exigences de fonds propres et de levier, y compris la réserve pour stabilité intérieure, imposées par le BSIF.

	Aux	
	30 avril 2020	31 octobre 2019
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)		
<b>Fonds propres (1)</b>		
Fonds propres CET1	65 198 \$	62 184 \$
Fonds propres de première catégorie	70 854	67 861
Total des fonds propres	81 469	77 888
<b>Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1)</b>		
Risque de crédit	463 567 \$	417 835 \$
Risque de marché	26 900	28 917
Risque opérationnel	67 945	66 104
<b>Total de l'actif pondéré en fonction des risques</b>	<b>558 412 \$</b>	<b>512 856 \$</b>
<b>Ratios de fonds propres et ratio de levier (1)</b>		
Ratio CET1	11,7 %	12,1 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	12,7 %	13,2 %
Ratio du total des fonds propres	14,6 %	15,2 %
Ratio de levier	4,5 %	4,3 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 578 \$	1 570 \$

(1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément aux exigences en matière d'adéquation des fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément aux exigences de levier du BSIF, révisées pour tenir compte des lignes directrices publiées au deuxième trimestre de 2020 par le BSIF en réponse à la pandémie de COVID-19. Les lignes directrices sur les exigences en matière d'adéquation des fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III.

## Renseignements à l'intention des actionnaires

### Bureau central

Adresse :  
Banque Royale du Canada  
200 Bay Street  
Toronto (Ontario) M5J 2J5  
Canada  
Téléphone : 1-888-212-5533

Pour toute correspondance :  
P.O. Box 1  
Royal Bank Plaza  
Toronto (Ontario) M5J 2J5  
Canada  
Site Web : rbc.com

### Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :  
Société de fiducie Computershare du Canada  
1500, boul. Robert-Bourassa  
Bureau 700  
Montréal (Québec) H3A 3S8  
Canada  
Téléphone : 1-866-586-7635  
(Canada et États-Unis)  
ou 514-982-7555  
(appels internationaux)  
Télécopieur : 514-982-7580  
Site Web :  
computershare.com/rbc

Co-agent des transferts  
(États-Unis) :  
Computershare Trust  
Company, N.A.  
250 Royall Street  
Canton, Massachusetts 02021  
États-Unis

Co-agent des transferts  
(Royaume-Uni) :  
Computershare Investor  
Services PLC  
Securities Services – Registrars  
P.O. Box 82, The Pavilions,  
Bridgwater Road,  
Bristol BS99 6ZZ  
Royaume-Uni

### Inscriptions en Bourse (Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :  
Canada – Bourse de Toronto (TSX)  
États-Unis – New York Stock Exchange (NYSE)  
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la TSX, à l'exception de la série C-2. Les actions dépositaires connexes aux actions privilégiées de série C-2 sont inscrites à la NYSE.

### Prix du jour d'évaluation

Aux fins de l'impôt sur le revenu au Canada, l'action ordinaire de la Banque Royale du Canada s'établissait à 29,52 \$ par action au jour d'évaluation (le 22 décembre 1971). Ce prix correspond à 7,38 \$ par action, après ajustement pour tenir compte des deux divisions d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

### Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :  
Société de fiducie  
Computershare du Canada  
100 University Avenue, 8<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario) M5J 2Y1  
Canada

Téléphone : 1-866-586-7635  
(Canada et États-Unis)  
ou 514-982-7555  
(appels internationaux)  
Télécopieur : 1-888-453-0330  
(Canada et États-Unis)  
ou 416-263-9394  
(appels internationaux)  
Courriel :  
service@computershare.com

Toute autre demande peut être adressée à :  
Services aux actionnaires  
Banque Royale du Canada  
200 Bay Street  
South Tower  
Toronto (Ontario) M5J 2J5  
Canada  
Téléphone : 416-955-7806

### Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :  
Relations avec les investisseurs  
Banque Royale du Canada  
200 Bay Street  
South Tower  
Toronto (Ontario) M5J 2J5  
Canada  
Téléphone : 416-955-7802  
ou visitez notre site Web au  
rbc.com/investisseurs

### Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires, il leur suffit d'en faire la demande à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

### Désignation à titre de dividendes admissibles

Sauf indication contraire, aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que verse RBC à des résidents du Canada sur ses actions ordinaires et privilégiées sont désignés comme des « dividendes admissibles ».

### Rachat d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui nous permet de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 20 millions de nos actions ordinaires au cours de la période allant du 2 mars 2020 au 1<sup>er</sup> mars 2021, à l'expiration de l'offre, ou avant, étant donné que nous sommes autorisés à effectuer les achats en vertu de notre avis d'intention déposé à la Bourse de Toronto.

Nous déterminons le montant et le calendrier des rachats dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités après consultation du Bureau du surintendant des institutions financières (Canada). Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

Il est possible d'obtenir sans frais un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à notre adresse postale de Toronto.

### Dates de publication des rapports trimestriels pour 2020

Premier trimestre	21 février
Deuxième trimestre	27 mai
Troisième trimestre	26 août
Quatrième trimestre	2 décembre

### Dates de paiement des dividendes pour 2020

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et privilégiées de séries W, AA, AC, AE, AF, AG, AZ, BB, BD, BF, BH, BI, BJ, BK, BM et BO	27 janvier 23 avril 27 juillet 26 octobre	24 février 22 mai 24 août 24 novembre
Actions privilégiées de série C-2 (\$ US)	28 janvier 27 avril 28 juillet 27 octobre	7 février 7 mai 7 août 6 novembre

### Gouvernance

Les résumés des différences importantes entre les pratiques de RBC en matière de gouvernance d'entreprise et les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise que doivent respecter les entreprises nationales américaines en vertu des conditions d'admission en Bourse de la NYSE sont présentés sur notre site Web, à l'adresse [rbc.com/gouvernance](http://rbc.com/gouvernance).

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Dans ce rapport aux actionnaires, les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information pour le lecteur, et à aucune autre fin.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC, RBC ASSURANCES et Marge Proprio RBC lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. Toutes les autres désignations commerciales mentionnées dans le présent rapport qui ne sont pas la propriété de la Banque Royale du Canada sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.

